

Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail

PAMODEC

BILAN CONSOLIDE 2000 - 2016

BASE DE DONNEES

(Rapport au 10 mai 2016 par GILLES NJIKE, Consultant)



AVANT PROPOS

L'adoption en 1998 de la Déclaration de l'OIT relative aux Principes et Droits Fondamentaux au Travail (PDFT) a introduit une innovation juridique majeure dans le droit des traités internationaux. En effet, cette Déclaration oblige les Etats, du seul fait de leur appartenance à l'OIT, à respecter, promouvoir et réaliser huit conventions fondamentales regroupées sous les quatre Principes que sont :

(i) La liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective

- Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87)
- Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (n° 98)

(ii) L'élimination de toute forme de travail forcé

- Convention sur le travail forcé, 1930 (n° 105)
- Convention sur l'abolition du travail forcé, 1973 (n° 29)

(iii) L'abolition effective du travail des enfants

- Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138)
- Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 182)

(iv) L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

- Convention sur l'égalité de rémunération, 1951 (n° 100)
- Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (n° 111)

Le caractère contraignant de la Déclaration sur les PDFT oblige l'OIT à «soutenir et appuyer les efforts déployés par chaque membre en vue de progresser sur une base tripartite vers l'ensemble des objectifs stratégiques, aider à renforcer la capacité institutionnelle des Etats Membres, ainsi que des organisations d'employeurs et de travailleurs pour faciliter la conduite d'une politique sociale pertinente et cohérente et le développement durable ».

En Afrique francophone depuis 2000, l'appui financier de la France a permis la mise en œuvre du Projet de coopération dénommé « **Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Déclaration** » (**PAMODEC**) en vue d'aider les mandants tripartites des Etats membres concernés à respecter, promouvoir et réaliser les principes et droits fondamentaux au travail. Aujourd'hui, ce programme qui est à sa troisième phase, couvre 18 pays d'Afrique francophone (soit au titre d'activités régionales, soit pour des activités nationales).

Depuis l'origine, de nombreuses activités ont ainsi été menées dans le cadre de PAMODEC. Ces activités ont consisté en différents ateliers de sensibilisation et de formation, la réalisation d'études rétrospectives et prospectives, le développement d'outils et de publications et divers appuis à des initiatives en faveur de bénéficiaires directs.

afin de faciliter la connaissance et l'accès aux différentes réalisations, il a été décidé de les regrouper dans le cadre d'une base de données. Cette base constitue un outil de capitalisation indispensable pour un meilleur partage des fruits de 15 années de production du PAMODEC.

Ce bilan consolidé est utile pour différents publics cibles dont notamment :

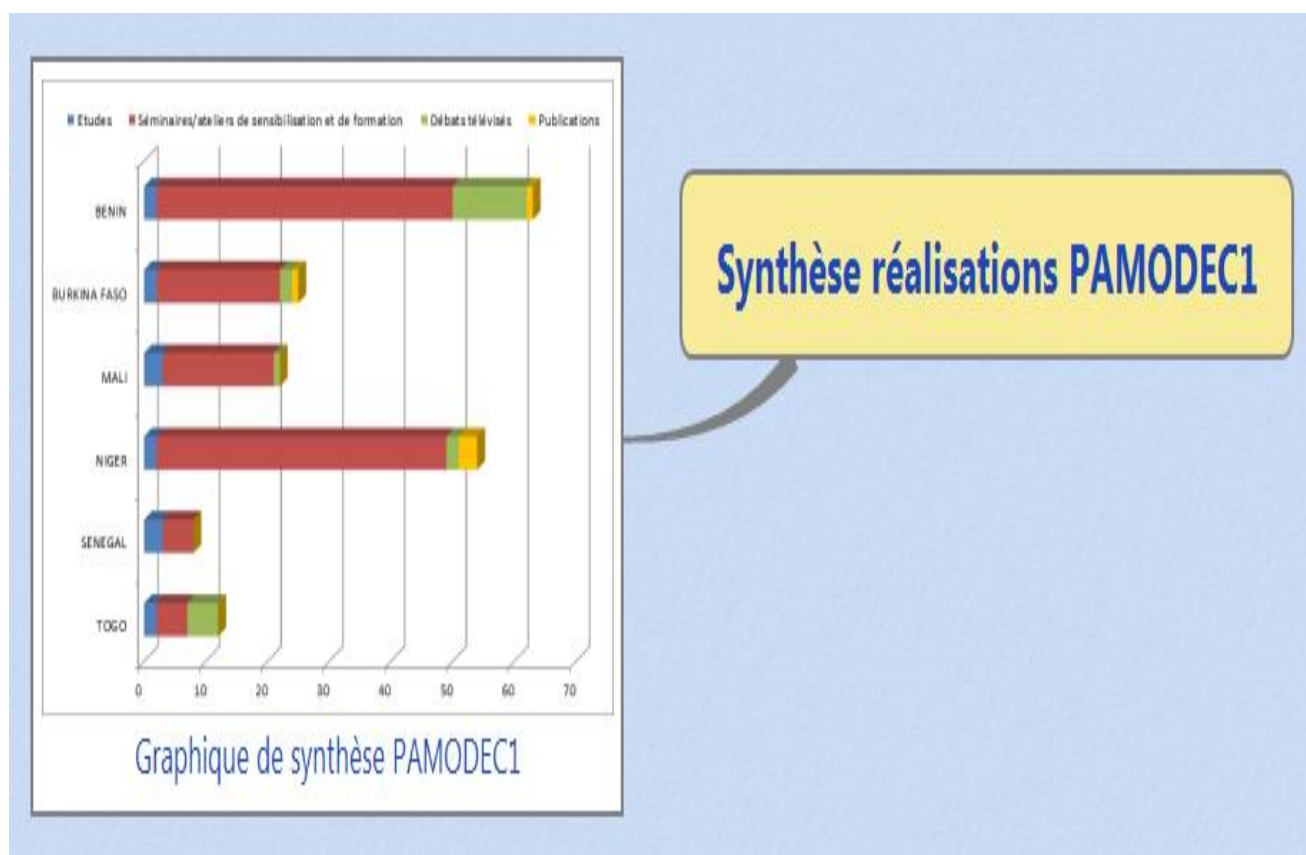
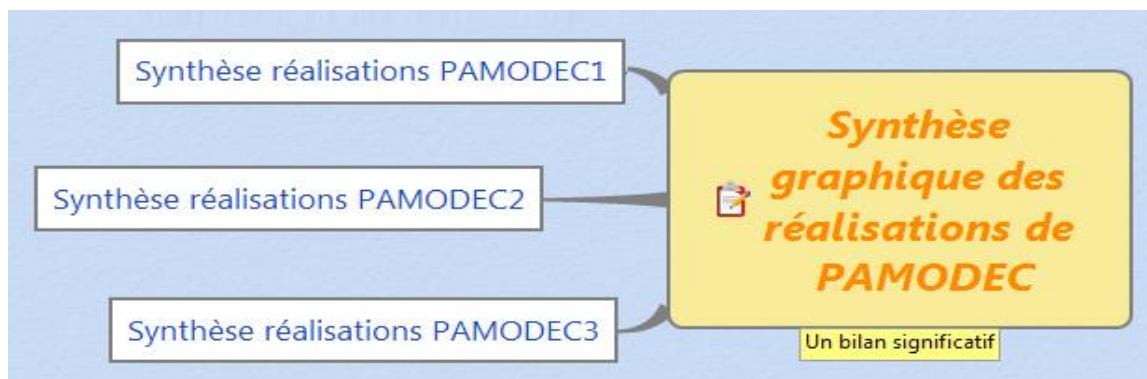
- Le donateur qui pourra tirer des leçons et dégager des perspectives pertinentes en matière de coopération technique avec le BIT ;
- Les acteurs intervenant dans le processus de prise de décisions sur l'application des PDFT, qui en permanence ont besoin de référentiels pour mettre en œuvre des bonnes pratiques ;
- L'ensemble des mandants tripartites, autres institutions et populations impliquées ou intéressées par les questions d'application des PDFT ;
- Les équipes de projets similaires au PAMODEC, ou ayant des stratégies d'intervention connexes, qui également ont besoin de référentiels pour mettre en œuvre des bonnes pratiques ;
- Etc.

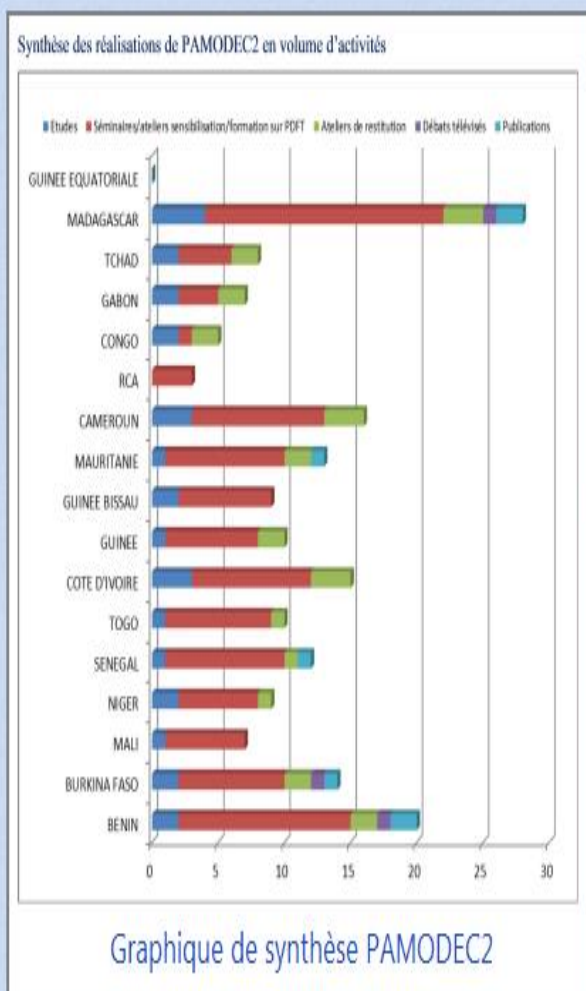
C'est ainsi que le présent rapport, qui traite des réalisations de 15 ans d'activité du PAMODEC, restitue un travail de (a) recensement, structuration et stockage ; (b) synthèse, présentation et partage sur supports physique, électronique et internet. Plus précisément, le rapport restitue les six produits suivants :

- (i) **Concernant le recensement**, les réalisations du PAMODEC sur 15 ans sont identifiées et intégrées à l'aide des données figurant dans les archives physiques et électroniques du projet ;
- (ii) **S'agissant de la structuration**, les informations présentées concernent les pays couverts, la stratégie du PAMODEC, les réalisations du PAMODEC par pays et par objectif, les outils développés ou capitalisés par PAMODEC, les études et publications, les conférences et événements majeurs, les appuis à des bénéficiaires directs, les évaluations et comités de pilotage, les leçons apprises, bonnes pratiques, recommandations et témoignages sur l'impact du PAMODEC, etc. ;
- (iii) **Quant au stockage**, les informations structurées sur les réalisations du PAMODEC sont regroupées dans un répertoire et sauvegardées sur plusieurs supports dont un disque dur externe en vue de leur conservation sans risque sur une longue durée. Un compte Dropbox a été créé pour le stockage de ces mêmes informations qui seront accessibles partout à l'aide d'une simple connexion internet et des liens hypertexte ;
- (iv) **Pour ce qui est de la synthèse**, des analyses et graphiques de synthèse montrant les lieux et sujets de concentration des activités du PAMODEC sont proposés ;
- (v) **En ce qui concerne la présentation des réalisations**, une proposition élaborée sous PowerPoint pourra servir à présenter les 15 ans d'activité du PAMODEC à différents publics cibles, notamment lors du Comité d'évaluation finale du projet ;

(vi) **S'agissant enfin du partage des données du PAMODEC** sur supports physique, électronique et internet, le présent rapport constitue en lui-même un support de partage en vue de la capitalisation du PAMODEC. En effet, on y trouve des analyses synthétiques sur différents aspects du projet, ainsi que des liens qui renvoient à des documents spécifiques selon le contexte, en pièces jointes, et qui peuvent être consultés par un simple « Ctrl + Clic » par les lecteurs intéressés. De même, des informations plus nombreuses, qui sont structurées et stockées dans le disque externe, peuvent être facilement enregistrées sur des clés USB et distribuées aux publics cibles. Enfin, le présent rapport qui comporte des liens vers la documentation et les principales informations sur le PAMODEC, constitue une base de données qui peut être facilement partagée sur internet pour sa consultation par un large public.

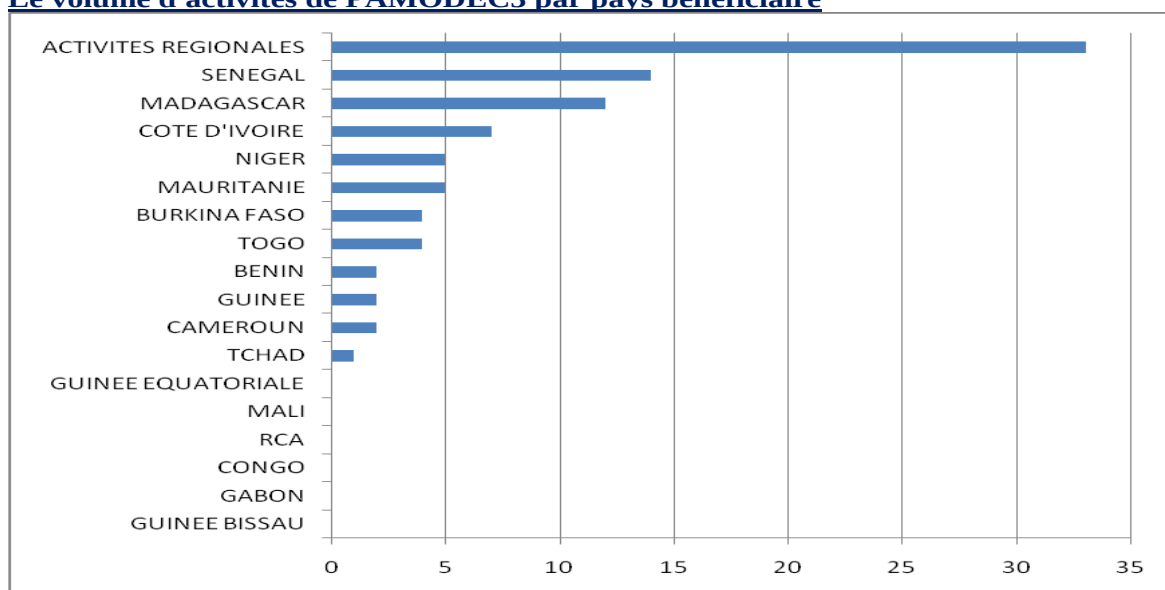
GRAPHIQUES DE SYNTHÈSE DES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAMODEC



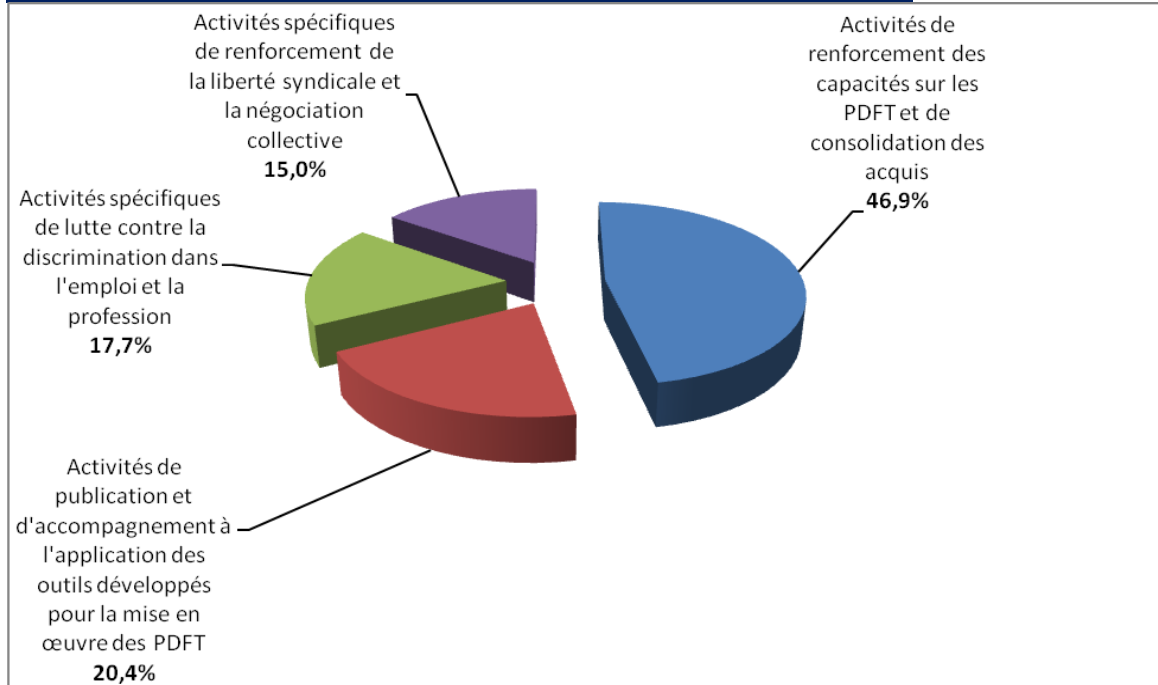


Synthèse réalisations PAMODEC2

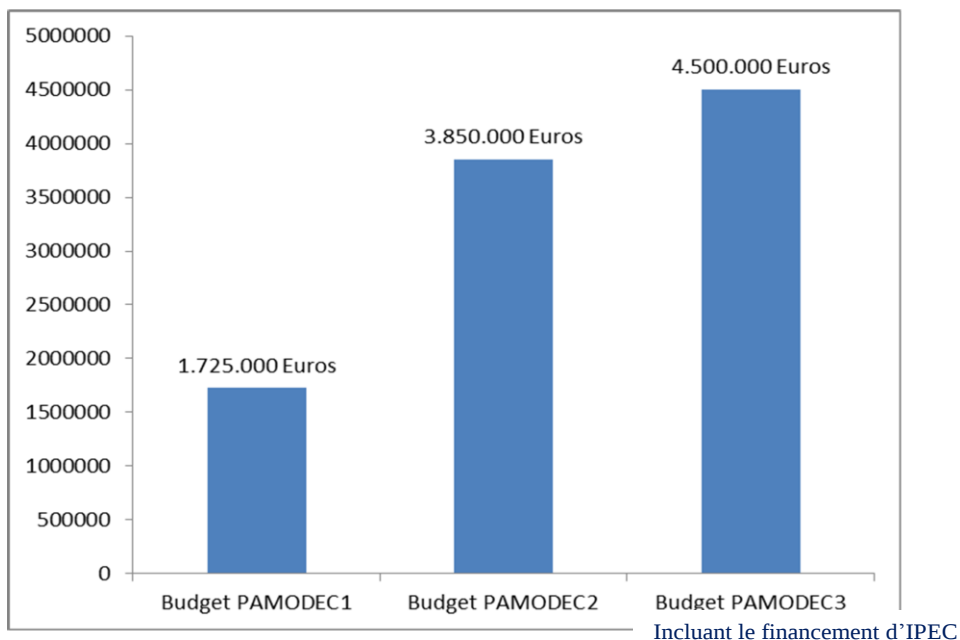
Le volume d'activités de PAMODEC3 par pays bénéficiaire



La répartition des activités de PAMODEC3 selon le type d'activité



Evolution du budget de PAMODEC



SOMMAIRE

1.	La stratégie du PAMODEC.....	10
1.1.	Evolution du budget de PAMODEC	10
1.2.	La stratégie de PAMODEC1	11
1.2.1.	Le cadre stratégique de PAMODEC1	11
1.2.2.	Le document de projet (PRODOC) PAMODEC1 (en fichier joint)	12
1.3.	La stratégie de PAMODEC2	13
1.3.1.	Le cadre stratégique de PAMODEC2	13
1.3.2.	Le document de projet (PRODOC) de PAMODEC2 (en fichier joint)	14
1.4.	La stratégie de PAMODEC3	15
1.4.1.	Le cadre stratégique de PAMODEC3	15
1.4.2.	Le document de projet (PRODOC) PAMODEC3 (en fichier joint)	16
2.	Une équipe technique et administrative de plus de 30 staffs successifs  ..	18
2.1.	Plus de 30 staffs successifs de 2000 à 2015 (Liste en fichier joint).....	18
2.2.	Une succession de quatre Coordonnateurs en Afrique de 2000 à 2015	19
2.3.	Des spécialistes du BIT ont contribué au Backstopping technique	20
2.4.	Trois membres de Cellules Techniques de suivi (CTS) par pays.....	20
3.	Les Outils développés ou rendus opérationnels par PAMODEC.....	22
4.	Les Etudes, publications et rapports d'activités de PAMODEC (Listing en fichier joint)	28
5.	Les Conférences et événements majeurs de PAMODEC	42
5.1.	Les Conférences et événements majeurs de PAMODEC2	43
5.2.	Les Conférences et événements majeurs PAMODEC3	43
5.2.1.	Conférence-débat en marge de la réunion ENA/ENAM	43
5.2.2.	RSE et dialogue social, rapport de la Conférence-débat (en fichier joint)	43
6.	Les Evaluations et Comités de pilotage du PAMODEC 	45
6.1.	Le Rapport d'évaluation de PAMODEC1	45
6.2.	Les Rapports d'évaluation et comités de pilotage de PAMODEC2	45
6.3.	Les rapports d'évaluation et comités de pilotage de PAMODEC3	46
7.	Les Leçons apprises, bonnes pratiques et recommandations (en fichier joint)  ..	47
7.1.	Les leçons apprises dans le cadre de PAMODEC 1 (Extrait).....	48
7.2.	Les leçons apprises dans le cadre de PAMODEC 2 (Extrait).....	48
7.3.	Les leçons apprises dans le cadre de PAMODEC 3 (Extrait).....	48
7.4.	Quelques bonnes pratiques de PAMODEC1	50
7.5.	Quelques bonnes pratiques de PAMODEC2 (Extrait)	50
7.6.	Quelques Bonnes pratiques de PAMODEC 3	51
7.7.	Les Recommandations à l'issue de PAMODEC1 (Extrait).....	53

7.8.	Les recommandations à l'issue de PAMODEC 2 (Extrait).....	54
7.9.	Les recommandations à l'issue de PAMODEC 3 (Extrait).....	56
8.	Quelques témoignages sur l'impact du PAMODEC 	59
8.1.	L'impact du PAMODEC (en fichier joint)	60
8.2.	Point de vue du Ministre du travail Burkina Faso Février 2009 (Extraits)	62
8.3.	Témoignage M. Atoumane Diaw, travailleur Sénégal, en 2014	63
8.4.	Témoignage Père Razafinandraina Noël Marie Cyprien Médard, Travailleur Madagascar, en 2014.....	64
8.5.	Témoignage Mme Miamina Harilanto Rajoely, Madagascar en 2014.....	66
8.6.	Témoignage de M. Charles FAYE, Patronat CNP Sénégal, 2010	67
8.7.	Témoignage M. Agui-Yves PALANGA, travailleur SG CNTT Togo, 2011	67
9.	Les réalisations de PAMODEC aux niveaux régional et sous-régional	68
9.1.	Les réalisations de PAMODEC2 au niveau régional	68
9.2.	Les réalisations de PAMODEC3 au niveau régional	69
10.	Les réalisations de PAMODEC au niveau national	72
10.1.	Les réalisations de PAMODEC 1 de 2000 à 2005.....	72
10.1.1.	LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU BENIN	75
10.1.2.	LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Burkina Faso	75
10.1.3.	LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Niger	75
10.1.4.	LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Mali	75
10.1.5.	LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Sénégal.....	76
10.1.6.	LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Togo	76
10.2.	Les réalisations de PAMODEC 2 au niveau national de 2006 à 2010.....	77
10.2.1.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU BENIN (en fichier joint)	80
10.2.2.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Burkina Faso (en fichier joint).....	81
10.2.3.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Niger (en fichier joint).....	81
10.2.4.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Mali (en fichier joint)	81
10.2.5.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Sénégal (en fichier joint).....	82
10.2.6.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Togo (en fichier joint)	82
10.2.7.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Côte d'Ivoire (en fichier joint)	83
10.2.8.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Guinée (en fichier joint)	83
10.2.9.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Guinée Bissau (en fichier joint)	83
10.2.10.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Mauritanie (en fichier joint).....	84
10.2.11.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Cameroun (en fichier joint)	84
10.2.12.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN RCA (en fichier joint)	85
10.2.13.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Congo (en fichier joint)	85
10.2.14.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Gabon (en fichier joint).....	85
10.2.15.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Tchad (en fichier joint).....	85
10.2.16.	LES REALISATIONS DE PAMODEC2 A Madagascar (en fichier joint)	86
10.3.	Les réalisations de PAMODEC3 au niveau national de 2010 à 2015.....	87
10.3.1.	Les réalisations de PAMODEC3 au BENIN	88
10.3.2.	Les réalisations de PAMODEC3 au BURKINA FASO	88

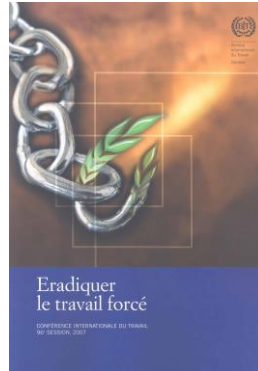
10.3.3.	Les réalisations de PAMODEC3 au NIGER	89
10.3.4.	Les réalisations de PAMODEC3 au SENEGAL	90
10.3.5.	Les réalisations de PAMODEC3 au TOGO.....	91
10.3.6.	Les réalisations de PAMODEC3 en COTE D'IVOIRE	92
10.3.7.	Les réalisations de PAMODEC3 en GUINEE.....	93
10.3.8.	Les réalisations de PAMODEC3 en MAURITANIE	93
10.3.9.	Les réalisations de PAMODEC3 au CAMEROUN.....	94
10.3.10.	LES REALISATIONS DE PAMODEC3 A Madagascar	95
10.3.11.	LES REALISATIONS DE PAMODEC3 AU TCHAD	96

1. La stratégie du PAMODEC



Liberté d'association et le droit de négociation collective

La liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective



Eradiquer le travail forcé

CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL N° 29



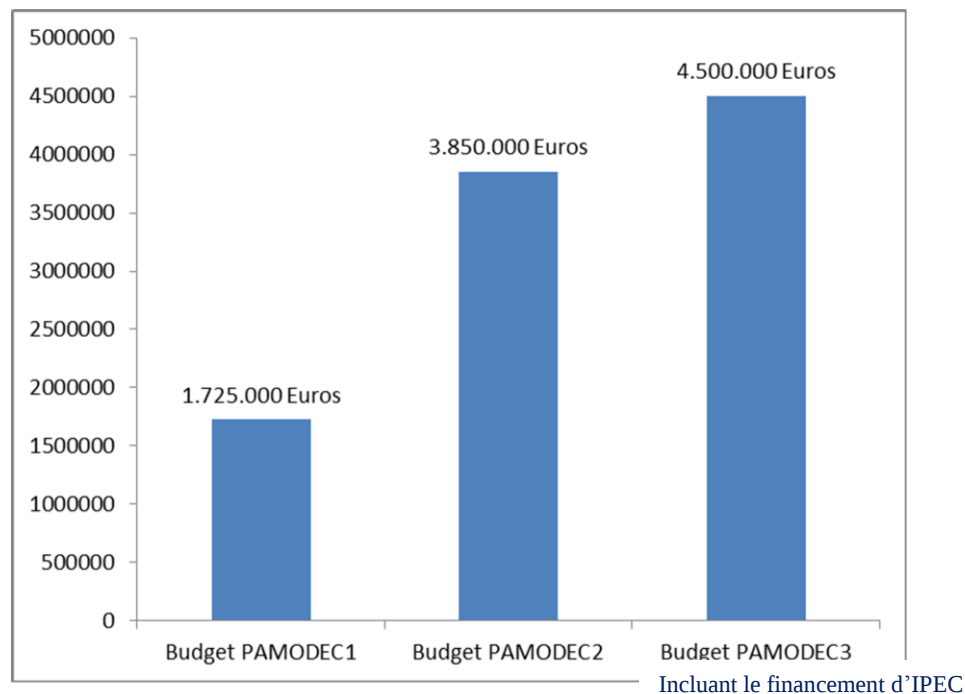
Discrimination au travail

L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

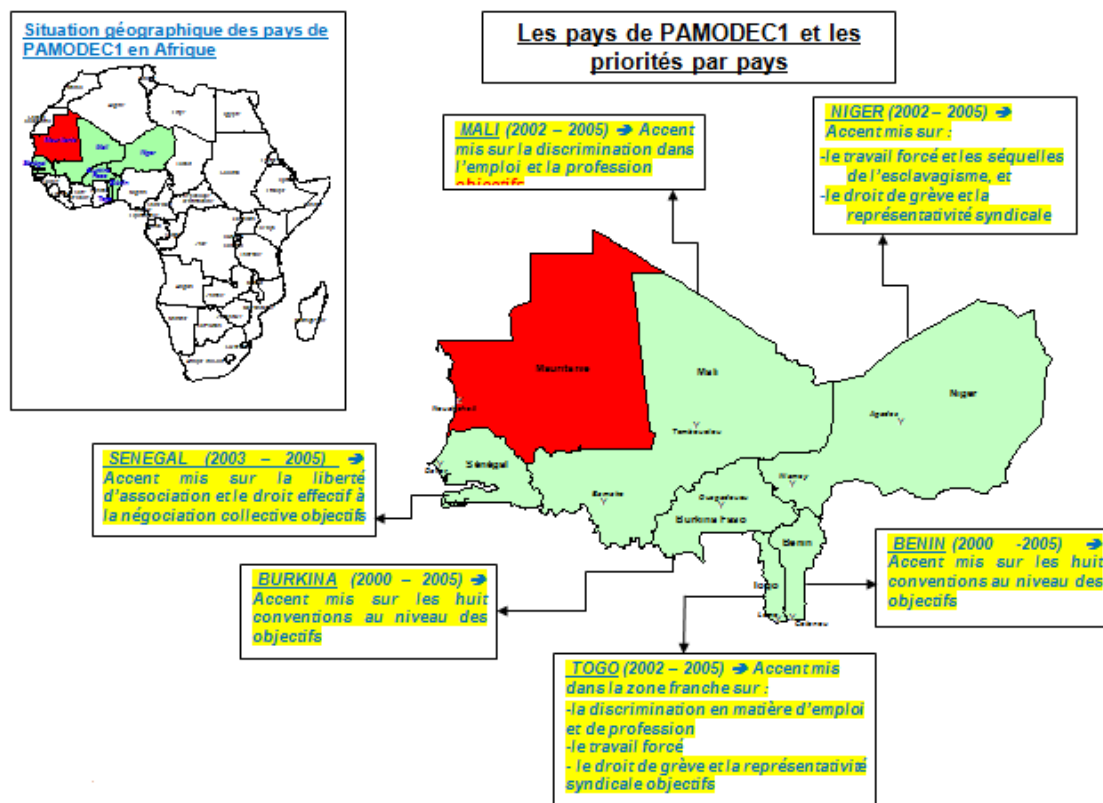
Une stratégie adaptée, évoluant dans le temps et l'espace.

1.1. Evolution du budget de PAMODEC

Evolution du budget de PAMODEC



1.2. La stratégie de PAMODEC1



1.2.1. Le cadre stratégique de PAMODEC1

La stratégie de PAMODEC 1 (2000 – 2005) – six (06) pays couverts

La stratégie du PAMODEC 1 consiste essentiellement en la réalisation d'activités de formation et de sensibilisation des partenaires sociaux, des études, des recherches, et des activités de communication (radiotélévisées) sur les PDFT. Dans ce cadre, les choix politiques de chaque pays sont les principaux éléments déterminants des options sur les catégories de principes et droits à considérer comme prioritaires par rapport aux autres.

La gestion du PAMODEC 1 est assurée par superviseur général basé à Genève, appuyé par une coordination régionale à Abidjan en Côte d'Ivoire et une administration nationale pour chacun des six pays couverts.

Pays	Stratégie spécifique
BENIN	Pour le Bénin l'accent a été mis dans cette première expérimentation de PAMODEC, sur la mesure du niveau d'application des conventions fondamentales de l'OIT, l'identification des obstacles à la ratification et à la mise en œuvre de ces conventions et la conformité de la législation nationale avec les Normes fondamentales du travail.
BURKINA FASO	Au Burkina Faso, la stratégie du PAMODEC vise à faire connaître les Normes Fondamentales du Travail et à mettre en conformité la législation nationale avec celles-ci.
TOGO	Au Togo, la stratégie du PAMODEC1 consiste à : - mettre sur pied une législation spécifique garantissant la productivité des entreprises et améliorant les conditions de travail dans la Zone Franche ; - traduire les textes en Anglais pour une meilleure compréhension des employeurs dont la plupart parle cette langue et la confectionner de spots publicitaires à l'intention des

	travailleurs de la Zone ; - Sensibiliser et informer les partenaires sociaux sur l'utilité de l'application effective et le respect scrupuleux de la législation du travail.
MALI	Au Mali, la stratégie du PAMODEC1 consiste à : - La vulgarisation et la promotion des Normes Fondamentales du Travail ; - La conformité de la législation nationale avec les Normes Fondamentales du travail ; - La promotion socioprofessionnelle des femmes travailleuses.
NIGER	au Niger, la stratégie du PAMODEC1 consiste à : - mesurer le niveau d'application des conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par le Niger ; - identifier les obstacles à leur application ; - élaborer un plan d'actions pour remédier aux obstacles ainsi identifiés ; - promouvoir l'application effective des principes et droits fondamentaux au travail.
SENEGAL	au Sénégal, la stratégie du PAMODEC1 consiste à : - l'amélioration de la connaissance des Normes Fondamentales du Travail ; - le renforcement de la liberté syndicale et la promotion de la négociation collective ; - le renforcement des capacités des partenaires sociaux en techniques de dialogue et de négociation.

1.2.2. Le document de projet (PRODOC) PAMODEC1 (en fichier joint)

❖ PRODOC PAMODEC1 octobre 2002 projet RAF01M13FRA (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/zarktb9w2ieb2v9/PRODOC%20PAMODEC1%20octobre%2002%20projet%20RAF01M13FRA.doc?dl=0>

❖ PRODOC PAMODEC1 janvier 2003 projet RAF02M56FRA (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/es2t4d0j8sezrph/PRODOC%20PAMODEC1%20janvier%202003%20projet%20RAF02M56FRA.doc?dl=0>

❖ Schémas préliminaire PAMODEC1 Bénin Burkina Mali Mauritanie (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/jfwf8mb1wvoov55/Schemas%20pr%C3%A9liminaire%20PAMODEC1%20B%C3%A9nin%20Burkina%20Mali%20Mauritanie.pdf?dl=0>

❖ PAMODEC1 Madagascar (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/3hnr2zqm1dfa3zd/PAMODEC1%20Madagascar.doc?dl=0>

1.3. La stratégie de PAMODEC2

Les pays couverts par PAMODEC2



1.3.1. Le cadre stratégique de PAMODEC2

La stratégie de PAMODEC 2 (2006 – 2010) – 17 pays couverts

La stratégie du PAMODEC 2 s'est inscrite dans le prolongement de PAMODEC1, en intensifiant et en étendant aux nouveaux pays la sensibilisation des acteurs concernés sur les principes et droits fondamentaux au travail. Elle consiste ensuite à former les inspecteurs du travail, les magistrats, avocats et assesseurs des tribunaux du travail en vue d'une appropriation nationale et d'une meilleure application des PDFT. Cette stratégie consiste également à réaliser des études pour identifier davantage les arguments nécessaires pour renforcer le plaidoyer en vue de l'application des PDFT.

La gestion du PAMODEC 2 est assurée par un CTP basé à Dakar au Sénégal, trois administrateurs sous régionaux respectivement pour les pays du sahel, du Conseil de l'Entente et de l'Afrique centrale, et un administrateur national à Madagascar.

Un (01) Objectif de développement	Trois (03) Objectifs immédiats	Dix (10) Principaux produits
Améliorer l'application des	Objectif immédiat 1 : Sensibiliser, former sur les quatre catégories	Produit 0 : Pour les anciens pays bénéficiaires la fin de l'institutionnalisation du programme Produit 1.1 : Sensibilisation de tous les acteurs (travailleurs,

conventions fondamentales de l'OIT	de principes et droits fondamentaux au travail	employeurs, fonctionnaires, décideurs politiques, émissions radio télévisées....) Produit 1.2 : La rédaction de modules de formation initiale et de formation continue sur les conventions internationales du travail et leur expérimentation dans les ENA
	Objectif immédiat 2 : Mettre les législations en conformité avec les conventions fondamentales de l'OIT	Produit 2.1 : La ratification des conventions fondamentales par l'ensemble des pays bénéficiaires Produit 2.2 : La mise en conformité des législations avec les conventions fondamentales de l'OIT Produit 2.3 : La poursuite des études relatives aux liens entre croissance économique et respect des normes du travail
	Objectif immédiat 3 : Renforcer la liberté d'association, la négociation collective et la lutte contre la discrimination	Produit 3.1 : Une avancée sur la clarification des critères de représentativité et leur mise en œuvre Produit 3.2 : la formation des partenaires sociaux aux techniques de négociations collectives Produit 3.3 : La disponibilité d'une étude sur les formes de discrimination dans tous les pays et la mise en œuvre des recommandations Produit 3.4 : La contribution du programme à la mise en œuvre des activités des organisations de travailleurs et d'employeurs vis-à-vis de l'économie informelle

1.3.2. Le document de projet (PRODOC) de PAMODEC2 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/pcydxgh0uual07h/Prodok%20PAMODEC%20II.pdf?dl=0>

❖ Présentation de PAMODEC II (en fichier joint)

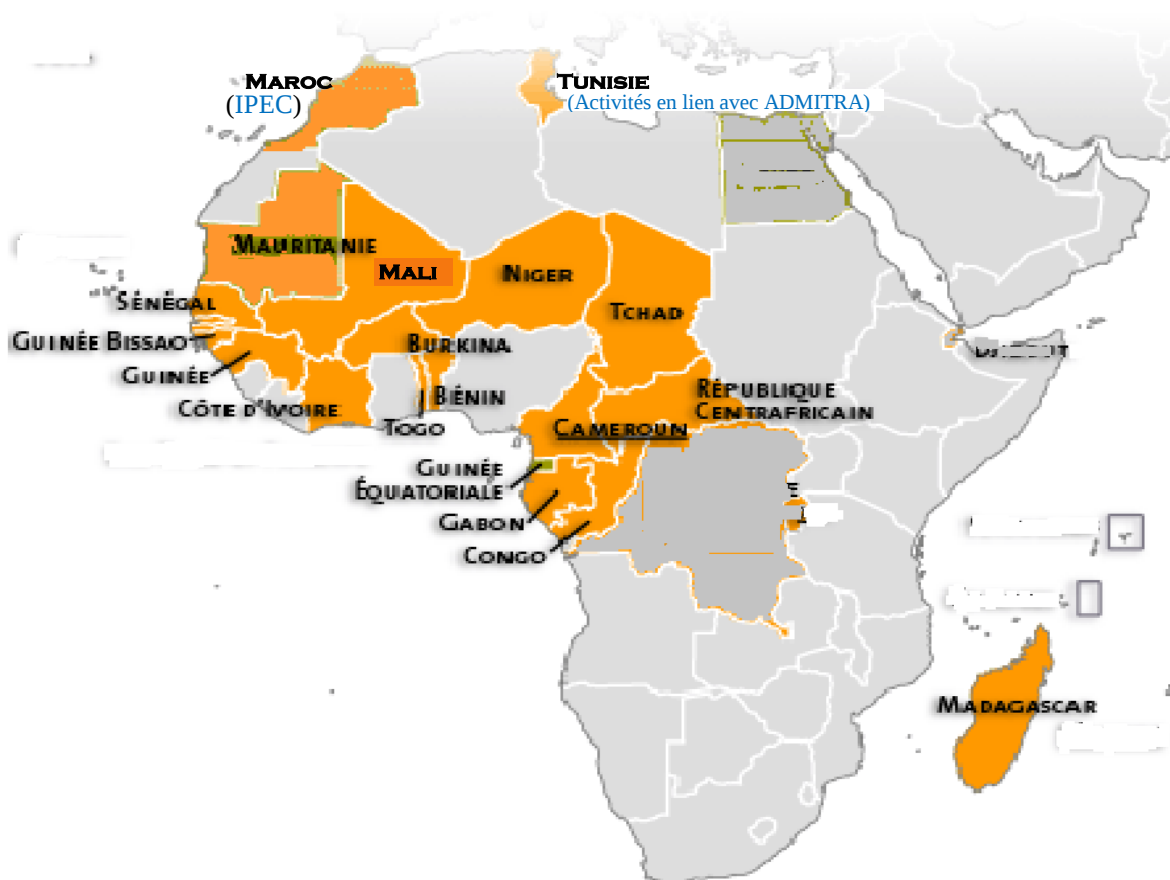
<https://www.dropbox.com/s/bo7o6p2s233wylc/Pr%C3%A9sentation%20de%20PAMODEC%20II.ppt?dl=0>

❖ PRESENTATION de PAMODEC 2 Sénégal (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/l4rw9osr1fxvakd/PRESENTATION%20PAMODEC%202%20S%C3%A9n%C3%A9gal.ppt?dl=0>

1.4. La stratégie de PAMODEC3

Les pays couverts par PAMODEC3



1.4.1. Le cadre stratégique de PAMODEC3

La stratégie initiale de PAMODEC 3 (2011 – 2015)

La stratégie du PAMODEC3 consiste à consolider les acquis de PAMODEC2 en développant des activités d'approfondissement national et d'échange d'expertise sous-régionale. Le financement du programme IPEC pour la mise en œuvre des Conventions 138 et 182 de l'OIT est inclus dans le budget global, et les actions sont directement mises en œuvre et suivies par une collaboratrice d'IPEC. PAMODEC travaille également en étroite collaboration avec le programme ADMITRA - modernisation de l'Administration et de l'Inspection du Travail -. Au démarrage, la gestion du PAMODEC3 a été assurée par un CTP, basé à Dakar, trois administrateurs sous-régionaux (Sahel, Conseil de l'Entente, Afrique Centrale) et un administrateur national (Madagascar). Fin 2013, suite au départ des 3 administrateurs sous-régionaux et à la vacance puis remplacement du CTP en juillet 2014, le cadre stratégique/plan de travail a été adapté (Cf. infra). Le PAMODEC3 met également à la disposition des acteurs des outils pédagogiques et pratiques. Dans cette nouvelle étape, PAMODEC a également pris en compte l'économie informelle en initiant une collaboration avec ADMITRA.

Un (01) Objectif de développement

Trois (03) Objectifs immédiats

Neuf (09) Principaux produits

Poursuivre

Objectif immédiat 1 : Les

Produit n° 1.1 : Les magistrats, les inspecteurs du travail et

l'approfondissement de la mise en œuvre des principes et droits fondamentaux au travail et des conventions fondamentales de l'OIT, comme objectif contribuant à conforter la démocratie sociale, la protection des travailleurs, ainsi que la lutte contre la pauvreté.	conventions fondamentales du travail sont ratifiées par tous les pays et les législations mises en conformité dans au moins sept pays Objectif immédiat 2 : Un appui est apporté pour la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail notamment par l'application par les pays bénéficiaires des mesures prévues dans les Conventions 138 et 182 Objectif immédiat 3 : La discrimination dans l'emploi et la profession est mieux identifiée et combattue.	autres fonctionnaires pertinents et les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs ont des capacités renforcées pour promouvoir la ratification (en cas de besoin) et assurer la mise en œuvre des conventions fondamentales. Produit n° 1.2 : Les magistrats, les inspecteurs du travail, et autres décideurs politiques prennent des mesures pour adapter les législations aux conventions de l'OIT et particulièrement les conventions fondamentales. Produit n° 1.3: L'effectivité des principes et droits fondamentaux au travail dans l'économie informelle est mieux appréciée pour permettre d'élaborer une politique de protection des travailleurs de ce secteur. Produit n° 1.4 : La liberté syndicale et le droit à la négociation collective sont mieux compris, exercés et respectés au niveau national et sous régional. Produit n° 2.1. Les acquis de la LCTE au Maroc (pays pilote UpM) sont confortés tout en maintenant les actions de lutte contre le travail des enfants au Niger et à Madagascar. Produit n° 2.2 : Des activités sont conduites pour comprendre, mobiliser, et agir pour la mise en œuvre des conventions 138 et 182 dans les pays UPM et pour mettre en place un réseau d'échanges sur la LCTE. Produit n° 3.1 : Les différents critères de discrimination sont mieux connus et influent sur la jurisprudence sociale Produit n° 3.2 : Une législation appropriée existe dans un certain nombre de pays et un mécanisme de protection contre les différentes formes de discrimination dans l'emploi et la profession est créé et fonctionne. Produit n° 3.3 : L'égalité de rémunération entre hommes et femmes est mieux respectée dans les pays cibles
---	--	--

Le plan de travail initial de PAMODEC3 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/q6wm25ofwgiykel/Le%20plan%20de%20travail%20initial%20de%20PAMODEC3.docx?dl=0>

1.4.2. Le document de projet (PRODOC) PAMODEC3 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/dmbsiefgs1p7e18/PRODOC%20PAMODEC%203%20du%202012%20%20Juillet%202011.doc?dl=0>

La stratégie révisée de PAMODEC 3 suite au comité de pilotage de juillet 2014

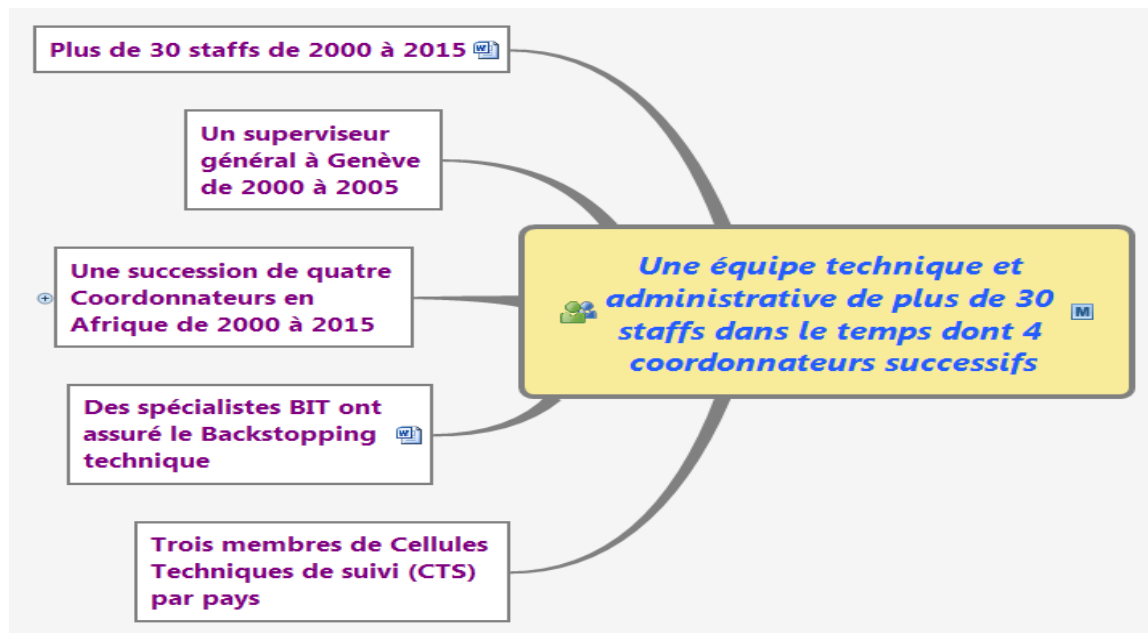
La stratégie du PAMODEC3 qui consiste à consolider les acquis de PAMODEC2 a été réajustée suite à la commission mixte France-BIT, tenue en juillet 2014. Le cadre logique de PAMODEC3 a ainsi été réaménagé et le plan de travail modifié pour tenir compte de la nécessité d'adaptations suite au retard pris dans la réalisation des activités, avec le départ d'administrateurs nationaux et la vacance et le changement de CTP.

Un (01) Objectif de développement	Cinq (05) Objectifs immédiats	Douze (12) Principaux produits
Poursuivre l'approfondissement de la mise en œuvre des principes et droits fondamentaux au travail et des conventions fondamentales de l'OIT, comme objectif contribuant à conforter la démocratie sociale, la protection des travailleurs, ainsi que la lutte contre la pauvreté.	Objectif immédiat 1 : Les conventions fondamentales du travail sont ratifiées par tous les pays et les législations mises en conformité	Produit n° 1.1 : Les magistrats, les inspecteurs du travail et autres fonctionnaires pertinents et les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs ont des capacités renforcées pour promouvoir la ratification (en cas de besoin) et assurer la mise en œuvre des conventions fondamentales déjà ratifiées. Produit n° 1.2 : Les magistrats, les inspecteurs du travail, et autres décideurs politiques prennent des mesures pour adapter les législations aux conventions de l'OIT et particulièrement les conventions fondamentales. Produit n° 1.3 : L'effectivité des principes et droits fondamentaux au travail dans l'économie informelle est mieux appréciée pour permettre d'élaborer une politique de protection des travailleurs de ce secteur. Produit n° 1.4 : Appui pour la mise en œuvre d'un plan d'action national pour la mise en conformité des législations avec les conventions fondamentale ratifiées ainsi que pour l'application effective des normes.
	Objectif immédiat 2 : Un appui est apporté pour la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail notamment par l'application par les pays bénéficiaires des mesures prévues dans les Conventions 138 et 182	Produit n° 2.1. Les acquis de la LCTE au Maroc (pays pilote UpM) sont confortés tout en maintenant les actions de lutte contre le travail des enfants au Niger et à Madagascar. Produit n° 2.2 : Des activités sont conduites pour comprendre, mobiliser, et agir pour la mise en œuvre des conventions 138 et 182 dans les pays UPM et pour mettre en place un réseau d'échanges sur la LCTE.
	Objectif 3 : La discrimination dans l'emploi et la profession est mieux identifiée et combattue.	Produit n° 3.1 : Une législation appropriée existe dans un certain nombre de pays et un mécanisme de protection contre les différentes formes de discrimination dans l'emploi et la profession est créé et fonctionne. Produit n° 3.2 : L'égalité entre hommes et femmes est mieux respectée dans les pays cibles.
	Objectif 4 : La liberté syndicale et le droit à la négociation collective sont mieux compris, exercés et respectés au niveau national et sous-régional	Produit n° 4.1 : La liberté syndicale et le droit à la négociation collective sont mieux compris, exercés et respectés au niveau national et sous-régional.
	Objectif 5 : L'application des normes fondamentales et le droit du travail sont soutenus par des pratiques collaboratives et de réseau	Produit n° 5.1 : Les différents outils et activités réalisés par le PAMODEC ont été recensés. Un répertoire des expertises, compétences et outils développés est disponible. Produit n° 5.2 : Des outils et messages structurées et cohérents sur le respect des PDFT et NIT (conventions fondamentales et prioritaires) sont diffusés). Produit n° 5.3 : Des réseaux collaboratifs fonctionnent.

Le plan de travail révisé de PAMODEC3 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/3sakb3oi37wtzbt/Plan%20travail%20r%C3%A9vis%C3%A9%20Cadre%20logique%20PAMODEC%203%20Version%20Finale%20%28valid%C3%A9%29-1.xls?dl=0>

2. Une équipe technique et administrative de plus de 30 staffs successifs



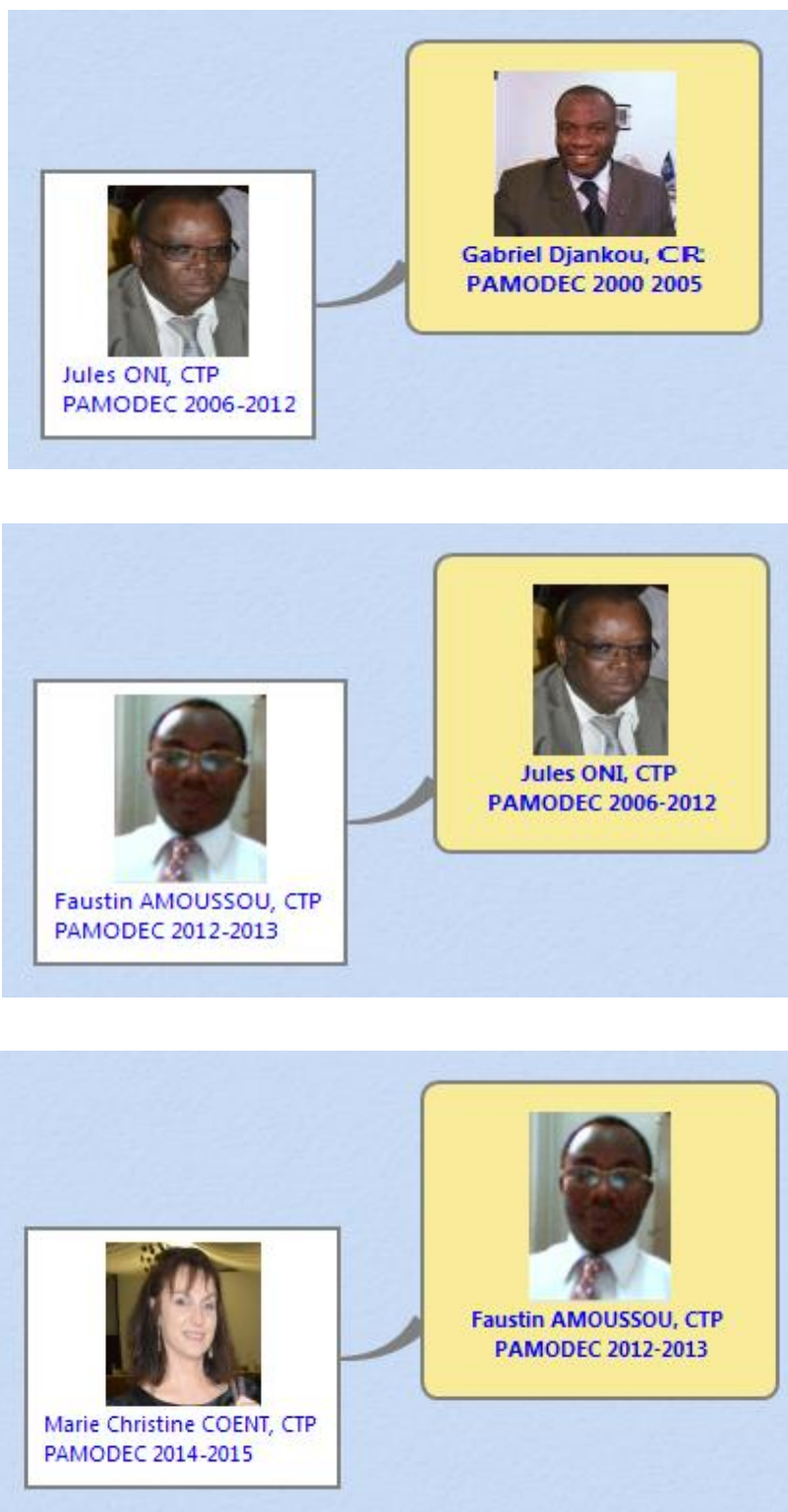
2.1. Plus de 30 staffs successifs de 2000 à 2015 (Liste en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/vixvnaux82mh8w/Equipe%20staff%20du%20PAMODEC%20de%202000%20%C3%A0%202015.docx?dl=0>

Les coordonnateurs du PAMODEC de 2000 à 2015

<i>Noms et prénoms</i>	<i>Titres</i>	<i>Période</i>
JEAN PIERRE DELHOMENIE	Superviseur, DECLARATION Genève	2000-2005
GABRIEL DJANKOU	Coordonnateur Régional Afrique (CR), Abidjan	2000-2005
JULES ONI	Conseiller Technique Principal (CTP), Dakar	2006-2012
AMOUSSOU KOUETETE FAUSTIN	Conseiller Technique Principal (CTP), Dakar	2012-2013
MARIE CHRISTINE COENT	Conseiller Technique Principal (CTP), Dakar	2014-2015

2.2. Une succession de quatre Coordonnateurs en Afrique de 2000 à 2015





2.3. Des spécialistes du BIT ont contribué au Backstopping technique

<i>Noms et prénoms</i>	<i>Titres</i>	<i>Période</i>
LISA WONG	<i>Spécialiste NORMES Genève</i>	<i>2011-2015</i>
CECILE BALIMA	<i>Spécialiste NORMES Dakar</i>	<i>2007-2012</i>
BENOIT GUIGUET	<i>Spécialiste NORMES Yaoundé</i>	<i>2007-2015</i>
JULES ONI	<i>Spécialiste ADMITRA et DIALOGUE Dakar</i>	<i>2013-2015</i>

2.4. Trois membres de Cellules Techniques de suivi (CTS) par pays

Pour favoriser l'engagement des mandants de l'OIT, le PAMODEC s'est doté à l'origine, dans chaque pays, d'une Cellule Tripartite de Suivi (CTS) composée d'un représentant de l'Administration, d'un représentant des organisations de travailleurs et des organisations d'employeurs. Le représentant de l'Administration est le président de ladite Cellule. Les représentants des organisations de travailleurs et des organisations d'employeurs sont désignés par leurs organisations.

A l'exception du représentant de l'administration et tenant compte des conclusions du séminaire bilan de PAMODEC1, les membres travailleurs et employeurs sont normalement désignés pour un mandat d'un an. Ce mandat ne peut être renouvelé que sur accord formel de leurs groupes.

La Cellule Tripartite de Suivi du PAMODEC est chargée de : (i) Centraliser les propositions d'actions de PAMODEC ; (ii) proposer des termes de références et les budgets conséquents

des activités retenues ; (iii) Participer à l'organisation des activités de PAMODEC dans le pays ; (iv) S'assurer de la justification, auprès du PNUD, des fonds alloués pour les activités ; (v) Rendre compte régulièrement de leurs activités aux groupes que les membres représentent ; (vi) Rédiger un rapport ou un compte-rendu à la fin de chaque réunion, manifestation ou activité ; (vii) Produire un rapport trimestriel à la coordination régionale du programme avec ampliation aux administrateurs sous régionaux.

Quelques exemples de bilans d'activités de CTS :

Bilan CTS BENIN 2006 à 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/wo5rmydzm5pelin/Bilan%20CTS%20BENIN%202006%20%C3%A0%202009.doc?dl=0>

Bilan CTS CAMEROUN 2007 à 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/mqhx8ize7i93b91/Bilan%20CTS%20CAMEROUN%202007%20%C3%A0%202009.doc?dl=0>

Bilan CTS COTE D'IVOIRE 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/17c2wzbuywhe1s/Bilan%20CTS%20COTE%20D%27IVOIRE%202009.doc?dl=0>

Bilan CTS TCHAD 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/466244ybbe6z2de/Bilan%20CTS%20TCHAD%202009.doc?dl=0>

3. Les Outils développés ou rendus opérationnels par PAMODEC

Dans le cadre des activités de PAMODEC de nombreux outils ont été développés et utilisés par divers publics cibles pendant les phases de préparation, de réalisation et de suivi des ateliers de formation et sensibilisation. Des outils développés par ailleurs dans le cadre des activités du département des normes du BIT ont également été capitalisés par PAMODEC. Ces outils prennent la forme de présentations PowerPoint de documents et de publications diverses.

Les outils développés sous PAMODEC1 de 2000 à 2005 :

- ❖ Exposé sur la vue d'ensemble du système des NIT (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/t15ze90enfeutkx/%281%29%20vue%20d%27ensemble%20du%20systeme%20des%20NIT.ppt?dl=0>

- ❖ Exposé sur les Procédures de contrôle de l'OIT (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/7r1xncf3oouz0xi/%282%29%20proc%3%A9dures%20de%20c%20ntrole%20de%20l%27OIT%2C%20F.ppt?dl=0>

- ❖ Exposé sur la déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail- PDFT et son suivi (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/wzglnuwao8xadtb/%283%29%20La%20d%3%A9claration%20de%20l%27OIT%20sur%20les%20PDFT%20et%20son%20suivi.ppt?dl=0>

- ❖ Exposé sur les principes internationaux en matière de liberté syndicale et droit de grève (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/ai1rfopw2zt737e/%284%29%20principes%20internationaux%20en%20mati%3%A8re%20de%20libert%3%A9%20syndicale%20et%20droit%20de%20gr%3%A8ve.ppt?dl=0>

Les outils développés sous PAMODEC2 de 2006 à 2010 :

- ❖ Exposé sur le travail forcé, conventions 29 et 105 (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/37n96i0d7zjs4w0/%285%29%20Expos%3%A9%20sur%20le%20travail%20forc%3%A9%2C%20conventions%2029%20et%20105.ppt?dl=0>

- ❖ Exposé sur l'abolition effective du TRAVAIL DES ENFANTS - DAKAR MAI 2009 (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/fk1iirz2hhpq806/%286%29%20Expos%3%A9%20sur%20abolition%20effective%20TRAVAIL%20DES%20ENFANTS%20-DAKAR%20MAI%202009.ppt?dl=0>

- ❖ Exposé sur les NIT en matière d'égalité dans l'emploi et la profession (C100 et C111), contenu et valeur ajoutée pour professionnels du droit (**en fichier joint**)

<https://www.dropbox.com/s/5hm2rckboydkyz8/%287%29%20NIT%20sur%20%3%A9galit%3%A9%20c100%20et%20111%2C%20contenu%20et%20VA%20pour%20professionnels%20droit.ppt?dl=0>

❖ Exposé sur l'utilisation du droit international du travail **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/qxuqx8onh91grt9/%28%29UTILISATION%20DU%20DROIT%20INTERNATIONAL%20DU%20TRAVAIL.ppt?dl=0>

❖ Burkina Faso, TDR d'élaboration du recueil de jurisprudence sociale **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/61n1e57oayqpxc0/Burkina%2C%20Tdr%20pour%20recueil%20de%20jurisprudence%20sociale.doc?dl=0>

❖ Exposé sur les Conventions Fondamentales **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/7on86kq7dzkr96r/Les%20Conventions%20Fondamentales.ppt?dl=0>

❖ Exposé sur l'élimination du travail forcé **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/u5buzc40k5sh83r/Expos%C3%A9%20sur%20l%27ELIMIATION%20DU%20TRAVAIL%20FORCE.ppt?dl=0>

❖ Exposé sur les Conventions Fondamentales 87 et 98 **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/4m5ellpi9q93pt0/Expos%C3%A9%20sur%20les%20Convention%20Fondamentales%2087%20et%2098.ppt?dl=0>

❖ Exposé sur les PDFT **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/yrm6tr5zeblamun/Expos%C3%A9%20sur%20les%20PDFT.ppt?dl=0>

❖ Exposé sur le dialogue social et la négociation collective **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/c5o2s9cr4exh34k/Le%20dialogue%20social%20et%20la%20n%C3%A9gociation%20collective.ppt?dl=0>

❖ Exposé sur OIT et Normes **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/6gaekr2kxistuis/OIT%20et%20Normes.ppt?dl=0>

❖ Points clés sur la discrimination, 2009 **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/pgxryag66z4u3x/Points%20cl%C3%A9s%20sur%20la%20discrimination%20%28LISA%20WONG%29%202009.ppt?dl=0>

❖ TDR étude impact PDFT sur productivité Sénégal mai 2006 **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/yxzf6wnn5i14gj7/TDR%20%C3%A9tude%20impact%20PDFT%20sur%20productiv%C3%A9%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20mai%202006.doc?dl=0>

❖ TDR Etude Mise en conformité NIT Congo **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/j12ww99rlhdkk8/TDR%20Etude%20Mise%20en%20conformit%C3%A9%20NIT%20Congo.doc?dl=0>

❖ Exposé sur l'utilisation du droit international du travail par les juridictions nationales **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/y2xoxvcnhhheamn/UTILISATION%20DU%20DROIT%20INTERNATIONAL%20W%20PAR%20JURIDICTIONS%20NATIONALES.ppt?dl=0>

❖ PLAN DE COMMUNICATION émission radio PAMODEC Sénégal, 2006 **(en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/1igw44onijllnn/PLAN%20DE%20COMMUNICATION%20%C3%A9mission%20radio%20PAMODEC%20S%C3%A9n%C3%A9gal%2C%202006.doc?dl=0>

- ❖ Contenu du DEPLIANT de PAMODEC, 2007 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/o6hlapx4w4mj2r2/Contenu%20du%20DEPLIANT%20de%20PAMODEC%2C%202007.doc?dl=0>

- ❖ Comment repérer la documentation sur les NIT sur le site du BIT, LABORATOIRE INFORMATIQUE (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/70nnyerdhikdqlj/Comment%20rep%C3%A9rer%20la%20documentation%20NIT%20sur%20site%20BIT%20%28LABO%20INFORMATIQUE%29.doc?dl=0>

Les outils développés sous PAMODEC3 de 2011 à 2016 :

- ❖ Exposé sur la RSE, Présentation du cadre universel d'engagement et de la plateforme d'échange par Global compact (GC), juin 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/9fbo4hdt1p6u6vv/RSE%2C%20Pr%C3%A9sentation%20du%20cadre%20universel%20d%27engagement%20et%20plateforme%20d%27%C3%A9change%20par%20GC%20juin%202015.pptx?dl=0>

- ❖ Manuel de formation sur les PDFT et sur les NIT mis à disposition par le Centre de Turin à destination des enseignants des ENA/ENAM (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/7ju3vb8gjs6nwlj/Programme%20de%20formation%20NIT%20ENAM%20magistrats.pdf?dl=0>

- ❖ Manuel d'initiation aux NIT et PDFT mis à disposition par le Centre de Turin à destination de filières diverses de formation (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/5ix0caux6mkfm58/PAMODEC-Manuel%20initiation-NIT-et-PDFT.pdf?dl=0>

- ❖ Manuel support du cours sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR, en vue de renforcer les compétences techniques et managériales requises pour intégrer l'approche de la GAR à la gestion des programmes, des projets et des plans d'action des participants), animée par le CIF Turin dans le cadre du PAMODEC, Dakar, décembre 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/uiencn2jyf17hk/Manuel%20support%20cours%20sur%20GAR%20pour%20PAMODEC%20dec%202015.pdf?dl=0>

- ❖ Ebook sur les PDFT mis à disposition par le Centre de Turin (lien d'accès au ebook)

- ❖ Stratégie globale pour l'enseignement des NIT et PDFT dans les ENA/ENAM et institutions de formation (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/0m1gvh06141su2o/Strat%C3%A9gie%20enseignement%20NIT%20et%20PDFT%20dans%20les%20ENA%20ENAM.doc?dl=0>

- ❖ En lien avec ADMITRA : finalisation d'un Guide pour les inspecteurs du travail dans l'économie informelle (Guide en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/qc6c8lyd6s0th6x/GUIDE%20inspection%20dans%20C3%A9conomie%20informelle.%20VF.docx?dl=0>

- ❖ Rapport de synthèse de l'Atelier d'expérimentation de l'outil méthodologique et suivi de contrôle des activités de l'économie informelle - Action Pilote-, 8 et 9 Octobre 2015, Hammamet - Tunisie

<https://www.dropbox.com/s/ub0dr606pz2lg2t/Rapport%20de%20l%27exp%3%A9ri%20nale%20Guide%20Eco%20informelle%20-Tunisie%20oct%202015.doc?dl=0>

- ❖ Rapport de l'atelier national de restitution des résultats de la mise en œuvre des plans d'action régionaux (région malgaches) de travail en vue de l'élaboration de l'outil méthodologique d'inspection dans l'économie informelle, Madagascar, mars 2015

<https://www.dropbox.com/s/1jaamalpsnhfct2/CR%20Atelier%20national%20de%20Tana%20-0-%20Bilan%20exp%3%A9rimentations%20dans%20l%27C3%A9co%20informelle%20mars%202015.doc?dl=0>

- ❖ Base de données contenant l'ensemble des outils (guides, manuels, recueils de bonnes pratiques...) et activités développées par le PAMODEC de 2000 à 2016

- ❖ Une stratégie d'action de communication a été élaborée et pourra également servir pour le prochain projet "Gouvernance". Cette stratégie définit les actions pour les différents niveaux d'interventions (niveau institutionnel ; donateur et communauté des bailleurs ; grand public...)

<https://www.dropbox.com/s/qoercoaswg13bwb/Srtrat%C3%A9gie%20de%20communication%20PAMODEC%2031%20mai%202015.pdf?dl=0>

- ❖ Mise à jour du Recueil de décisions de justice du CIF-OIT qui rassemble des décisions de justice dans lesquelles des cours ou des tribunaux ont utilisé des éléments du droit international du travail afin de résoudre le litige soumis (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/uh8eycgxsnbmd1/RECUEIL%20Liste%20D%C3%A9cisions%202015.pdf?dl=0>

- ❖ Fiche technique sur les PDFT - Liberté d'association et négociation collective

<https://www.dropbox.com/s/zrxe9nhj6y04r80/Outil%20-%20Fiche%20PDFT%20-%20Libert%C3%A9%20d%27association%20et%20n%C3%A9gociation%20collective.doc?dl=0>

Les outils rendus opérationnels pour les mandants sous PAMODEC3 de 2011 à 2015 :

❖ **Bargaining Symposium Acta FR (60ème anniversaire C98) (en fichier joint)**

https://www.dropbox.com/s/xqqjcpe2vp7n5ga/Bargaining_Symposium_Acta_FR%20%2860%C3%A8me%20anniversaire%20C98%29.pdf?dl=0

❖ **Manuel sur la négociation collective BIT 2012 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/injzcx00yggpwi/Manuel%20sur%20la%20n%C3%A9gociation%20collective%20BIT%202012.pdf?dl=0>

❖ **Constitution de l'OIT (iloconst) (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/6ml7fo3swi5cd7q/Constitution%20de%20l%27OIT%20%28ilocoNST%29.htm?dl=0>

❖ **Convention abolition Travail Forcé C105 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/b1ya57w2cf9wak4/Convention%20abolition%20Travail%20Forc%C3%A9%20C105.HTM?dl=0>

❖ **Convention sur âge minimum C138 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/cs53c7u92gz5t6c/Convention%20%C3%A2ge%20minimum%20C138.HTM?dl=0>

❖ **Convention concernant la discrimination C111 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/egvmywwzc2g96a1/Convention%20concernant%20discrimination%20C111.HTM?dl=0>

❖ **Convention égalité de rémunération C100 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/l1f6czn625wcd2o/Convention%20%C3%A9galit%C3%A9%20de%20r%C3%A9mun%C3%A9ration%20C100.HTM?dl=0>

❖ **Convention Négociation Collective C098 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/o81l2ov73xdd9ag/Convention%20N%C3%A9gociation%20Collective%20C098.HTM?dl=0>

❖ **Convention pires formes travail des enfants C182 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/xlbch55wipck3rd/Convention%20pires%20formes%20travail%20des%20enfants%20C182.HTM?dl=0>

❖ **Convention sur la liberté syndicale C087 (Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint)**

<https://www.dropbox.com/s/u6acdxxrcnbkp51/Convention%20sur%20la%20libert%C3%A9%20syndicale%20C087.htm?dl=0>

- ❖ Convention Travail Forcé C029 (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

<https://www.dropbox.com/s/l288r55pgl770kz/Convention%20Travail%20Forc%C3%A9%20C029.HTM?dl=0>

- ❖ Déclaration de l'OIT relative aux PDFT (decl) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

<https://www.dropbox.com/s/5wifkkq4jv564j9/D%C3%A9claration%20de%20l%27OIT%20relative%20aux%20PDFT%20%28decl%29.htm?dl=0>

- ❖ Guide pratique à l'usage des parlementaires en vue d'éradiquer les pires formes de travail des enfants, 2002 (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

<https://www.dropbox.com/s/jeo3ogv25ndik8f/Guide%20pratiq%20usage%20parlementair%20Eradiquer%20pir%20form%20trav%20enfant%202002.pdf?dl=0>

- ❖ Guide sur les NIT (ils_fr) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

https://www.dropbox.com/s/advugdise9bj41b/Guide%20sur%20les%20NIT%20%28ils_fr%29.pdf?dl=0

- ❖ Halte au travail forcé (rapport suivi PDFTDECLARATIONWEB_2001) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

https://www.dropbox.com/s/7q0zf9e6h5gvsgk/Halte%20au%20travail%20forc%C3%A9%20%28rapport%20suivi%20PDFT_2001%29.pdf?dl=0

- ❖ La fin du travail des enfants un objectif à notre portée (DECLARATIONWEB_2006) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

<https://www.dropbox.com/s/fgdbzqvrkk19xb3/La%20fin%20du%20travail%20des%20enfant%20un%20objectif%20%C3%A0%20notre%20port%C3%A9e%20%282006%29.pdf?dl=0>

- ❖ La liberté syndicale, recueil de décisions et principes (FOADigest_5th_FR_web) 2006 (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

<https://www.dropbox.com/s/phcarsnxiehljld/La%20libert%C3%A9%20syndicale%20recueil%20de%20d%C3%A9cisions%20et%20principes%202006.pdf?dl=0>

- ❖ Les NIT une approche globale (Global_F) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

https://www.dropbox.com/s/en5xmyhi14r7xr9/Les%20NIT%20une%20approche%20globale%20%28Global_F%29.pdf?dl=0

- ❖ L'heure de l'égalité au travail (DECLARATIONWEB_2003) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)

https://www.dropbox.com/s/wcs2u2jkva8v1er/L%27heure%20de%20l%27%C3%A9galit%C3%A9%20au%20travail%20%28DECLARATIONWEB_2003%29.pdf?dl=0

- ❖ Manuel sur procédures en matière de Conventions et Recommandations (handbook_fr) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/h7dzseyp8658mxl/Manuel%20sur%20proc%C3%A9dures%20conventions%20et%20Recommandations%20%28handbook_fr%29.pdf?dl=0
- ❖ PDFT et NIT (Droits fondamentaux) 2004 (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/3rlnk6wbd02dkj2/PDFT%20et%20NIT%20%28Droits_fondamen_taux%29%202004.pdf?dl=0
- ❖ Rapport de suivi déclaration de OIT relative aux PDFT (DECLARATIONWEB_2004) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/it3u3b35cjolx7g/Rapport%20suivi%20d%C3%A9claration%20OIT%20sur%20PDFT%20%28DECLARATION_2004%29.pdf?dl=0
- ❖ Un avenir sans travail des enfants (rapport suivi PDFT DECLARATIONWEB_2002) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/sxl8e7r4z3hddt9/Un%20avenir%20sans%20travail%20des%20e_nfants%20%28rapport%20suivi%20PDFT_2002%29.pdf?dl=0
- ❖ Une alliance mondiale contre le travail forcé (DECLARATIONWEB_2005) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/0mvyd9fkjx4gp3/Une%20alliance%20mondiale%20contre%20le%20travail%20forc%C3%A9%20%28DECLARATION_2005%29.pdf?dl=0
- ❖ Votre voix au travail (rapport suivi PDFT DECLARATIONWEB_2000) (*Document rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/47g8ocyamfbl55p/Votre%20voix%20au%20travail%20%28rapp_ort%20suivi%20PDFT%20DECLARATION_2000%29.pdf?dl=0
- ❖ Eliminer la discrimination sur les lieux du travail HELP DESK BIT (*Outil rendu opérationnel pour les mandants ; en fichier joint*)
https://www.dropbox.com/s/spmxc171epjv1cc/Eliminer%20la%20discrimination%20sur%20l_es%20lieux%20du%20travail%20HELP%20DESK%20BIT.pdf?dl=0

4. Les Etudes, publications et rapports d'activités de PAMODEC (Listing en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/5933t716lg3b4nw/Listing%20des%20%C3%A9tudes%20et%20publications%20de%20PAMODEC.docx?dl=0>

Dans le cadre des activités du PAMODEC1, quatorze (14) études diagnostic sur les PDFT ont été réalisées dans les six pays couverts, avec un minimum de deux études par pays. Cinq (05) publications ont été réalisées dans trois pays sur six.

Quant au PAMODEC2, vingt-sept (27) études diagnostique sur les PDFT ont été réalisées dans quinze (15) pays sur les dix-sept pays couverts. Seuls la RCA et la Guinée Equatoriale n'ont

pas bénéficié d'une étude diagnostic sur les PDFT. Une vingtaine de publications ont été réalisées dans dix pays sur dix-sept.

Le PAMODEC3 a réalisé plus d'une dizaine d'études et publications avec un accent particulier sur les activités d'envergure régionale.

Les principales études et publications sont accessibles en fichiers joints par les liens suivants :

Etudes, publications et rapports d'activités au niveau sous-régional :

- ❖ Rapport atelier régional tripartite sur le « renforcement de capacités des Etats de l'Afrique centrale en matière de dialogue social », CRADAT, 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/1x4yho12h0ig924/RAPPORT%20GENERAL%20atelier%20dialogue%20social%20CRADAT%20CEMAC%20f%C3%A9v%202016.doc?dl=0>

- ❖ TDR atelier régional tripartite sur le « renforcement de capacités des Etats de l'Afrique centrale en matière de dialogue social », CRADAT, 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/l91zi7xup8dwyu/TDR%20CRADAT%20CEMAC%20renf%20cap%20DS%20nov%202015.docx?dl=0>

- ❖ La Stratégie de communication du PAMODEC, mai 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/qoercoaswg13bwb/Srtrat%C3%A9gie%20de%20communication%20PAMODEC%2031%20mai%202015.pdf?dl=0>

- ❖ Compte rendu atelier de renforcement des capacités des Avocats d'Afrique francophone en matière de droit international du travail (organisé en lien avec le Centre international de formation des avocats francophones (CIFAF), Cotonou, mai 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/tq4293iufjc4aw7/CR%20Atelier%20CIFAF-Avocats%20francophones%20d%27Afrique%20mai%202015.docx?dl=0>

- ❖ PROGRAMME de la première réunion sous-régionale des ENA-ENAM sur la mise en œuvre des accords de partenariat avec le BIT et de la conférence débat sur le dialogue social, octobre 2014 au Sénégal (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/2u3iutss6nogik0/PROGRAMME%201ere%20r%C3%A9union%20Ena-Enam-oct%202014.doc?dl=0>

- ❖ Rapport général de la première réunion sous-régionale des ENA-ENAM sur la mise en œuvre des accords de partenariat avec le BIT et de la conférence débat sur le dialogue social, octobre 2014 au Sénégal (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/cw3mlaezruxqmgd/Rapport%201er%20r%C3%A9union%20des%20ENA-ENAM%20et%20Conf-d%C3%A9bat%20sur%20le%20dial%20social%20oct%202014.docx?dl=0>

- ❖ Trombinoscope des participants de la première réunion sous-régionale des ENA-ENAM sur la mise en œuvre des accords de partenariat avec le BIT et de la conférence débat sur le dialogue social, octobre 2014 au Sénégal (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/doyo5pthrdk4pgo/Trombi%20participants%201ere%20r%C3%A9union%20Ena-Enam%20oct%202014.docx?dl=0>

- ❖ Rapport de l'Etude critique sur les critères de convergence UEMOA en vue d'intégrer des indicateurs sociaux, novembre 2014 (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/zmbd1hgtkbfchar/1.%20RAPPORT%20%C3%A9tude%20critique%20crit%C3%A8res%20convergence%20UEMOA_CTDS.docx?dl=0

- ❖ Rapport des experts : Atelier sous régional de partage sur la stratégie de mise en conformité des lieux de travail aux normes du travail dans les pays membres de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), Ouagadougou, juillet 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/fax0e7f2p2iyu6n/RAPPORT%20final%20DE%20L%27%20ATELIER%20%20BIT-%20UEMOA%20BURKINA%20FASO.doc?dl=0>

- ❖ Rapport session ministérielle : Atelier sous régional de partage sur la stratégie de mise en conformité des lieux de travail aux normes du travail dans les pays membres de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), Ouagadougou, juillet 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/qda1lsgd473za7m/RAPPORT%20session%20minist%C3%A9rielle%20ATELIER%20%20BIT-%20UEMOA%20BURKINA%20juil%2015.doc?dl=0>

- ❖ Compte rendu du Séminaire de lancement des travaux relatifs au projet d'accompagnement des administrations et inspections du travail dans l'économie informelle en Afrique, Accord de partenariat France BIT, avril 2016 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/jkyedsqbqurgihq/CR%20S%C3%A9minaire%20lancement%20accompagnement%20inspection%20%C3%A9conomie%20informelle.PDF?dl=0>

- ❖ Schéma de Contribution à l'enseignement et à la diffusion des normes internationales du travail par le Centre International en Afrique de Formation des Avocats Francophones (CIFAF), octobre 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/4ilsxigiw2ogske/TDR%20contrib%20CIFAF%20enseignement%20ONIT%20oct%202015.docx?dl=0>

- ❖ Essai sur la situation des codes du travail dans les pays du conseil de l'entente, février 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/dyqlcul8y4ybzt1/Essai%20sur%20situation%20codes%20du%20travail%20pays%20conseil%20entente%20fev%202002.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport atelier régional tripartite de réflexion sur les PDFT et le Développement économique et social, Ouagadougou, avril 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/72fus1lx744ki80/Rapport%20atelier%20regional%20tripartite%20reflexion%20sur%20PDFT%20%26%20Dvpt%20Eco%20et%20social%20Ouaga%20%20avril%202003.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport atelier de planification de PAMODEC2, Dakar, Mai 2006 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/vvpwi913y77w5yx/Rapport%20atelier%20planification%20PAMODEC%20%20Dakar%20Mai%202006.PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités au Bénin :

- ❖ Elaboration de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) au Benin, recueil et analyse des positions des employeurs, mai 2000 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/xekcm8sjuqm914/Elaboration%20de%20la%20PNE%20au%20Benin%20%20recueil%20et%20analyse%20position%20employeur%20mai%202000.PDF?dl=0>

- ❖ Enquête sur l'état des lieux de la mise en œuvre des conventions de l'OIT dans l'économie informelle au BENIN, novembre 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/dw55pi0ssygweuz/Enqu%C3%AAt%20%C3%A9tat%20des%20lieux%20%20MeO%20convent%C2%B0%20de%20l%27OIT%20dans%20Eco%20informelle%20BENIN%20Nov%202009.PDF?dl=0>

- ❖ Etude nationale sur la discrimination en matière d'emploi et profession au Bénin, octobre 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/vuip8c6yldq7x46/Etude%20nationale%20sur%20discrimination%20en%20mati%C3%A8re%20emploi%20profession%20B%C3%A9nin%20oct%202003.PDF?dl=0>

Rapports d'activités au Bénin

- ❖ Mise en œuvre de l'accord de partenariat avec l'ENAM du Bénin : Rapport général sur la dissémination des PDFT et éléments d'introduction aux NIT, novembre 2015 (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/eerc2i8ni022tgi/RAPPORT%20GENERAL_dissemination%20des%20PDFT%20et%20NIT.pdf?dl=0

- ❖ TDR des activités avec l'ENAM pour la dissémination des PDFT et éléments d'introduction aux NIT pour l'année 2015 dans le cadre du PAMODEC3 (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/72hj5ek4cxll46p/TDR%20Activit%C3%A9s%20ENAM%20-%202015_revus%20et%20corrig%C3%A9s%20au%2022-10-2015.doc?dl=0

- ❖ Rapport général des deux tables rondes organisées par l'APDFT les 11 et 16 décembre 2015 au chant d'oiseau (Cotonou-Bénin) sur les clauses du travail dans les contrats publics (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/qcyj9zura4ml1wc/Rapport%20formation%20APDFT%20clauses%20sociales%20Benin%20Dec%202015.pdf?dl=0>

- ❖ Rapport atelier de formation des assesseurs de tribunaux du travail sur les PDFT au Bénin, novembre 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/f4ibzyh3z0daoi9/Rapport%20atelier%20format%C2%B0%20assesseurs%20tribunaux%20travail%20sur%20PDFT%20B%C3%A9nin%20nov%202003.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Atelier de formation de formateurs en PDFT au Benin, juillet 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/gp7xzb2ex69galw/Rapport%20Atelier%20Formation%20Formateurs%20en%20PDFT%20Benin%20juillet%202002.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Séminaire de formation de Magistrats et Avocats et Cadres du travail du Benin et Burkina Faso, septembre 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/uirnnxtoesgkv77/Rapport%20Seminare%20format%C2%B0%20Magistrats%20Avocats%20Cadres%20du%20travail%20Benin%20Burkina%20sept%202002.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation de Chefs du personnel en Entreprise sur les PDFT au Bénin, mars 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/dbvstvn93sbsxni/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20Chef%20personnel%20Entreprise%20PDFT%20B%C3%A9nin%20mars%202003..PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation d'Employeurs sur les PDFT au BENIN, Novembre 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/6aiy1h7ljcanwy/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20Employeurs%20sur%20PDFT%20BENIN%20Nov%202002.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des Inspecteurs de travail sur les PDFT au BENIN, Décembre 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/wjoijt6g9c13rd/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20Inspecteurs%20de%20travail%20sur%20PDFT%20BENIN%20D%C3%A9c%202002.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des Inspecteurs de travail sur les PDFT au BENIN, Juillet 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/f0dc93h4668egwe/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20Inspecteurs%20de%20travail%20sur%20PDFT%20BENIN%20Juillet%202003..PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des inspecteurs et contrôleurs du travail sur les PDFT au Bénin, novembre 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/dyodd88y0aqq0w6/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20inspecteurs%20et%20contrôleurs%20travail%20sur%20PDFT%20B%C3%A9nin%20nov%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation de Journalistes sur les PDFT au BENIN, juillet 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/uvp71y7r7ojn1f/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20Journaliste%20sur%20PDFT%20BENIN%20juillet%202002..PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des ONG sur les PDFT au BENIN, Avril 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/il161cx5mtyld6p/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20ONG%20sur%20PDFT%20BENIN%20Avril%202003..PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des syndicalistes travailleurs sur les PDFT au BENIN, octobre 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/6rhzhk5ril49jgk/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20syndicaliste%20travailleur%20sur%20PDFT%20BENIN%20oct%202002..PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation de travailleurs de Mono-Couffo sur les PDFT au BENIN, août 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/rzee4vkuz5zyf2h/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20travailleur%20Mono-Couffo%20sur%20PDFT%20BENIN%20Ao%C3%BBt%202003..PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités au Burkina Faso :

- ❖ Enquête sur les obstacles à la mise en œuvre des PDFT dans l'économie informelle au Burkina Faso, novembre 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ufty5dqn9sli81m/Enqu%C3%AAt%20sur%20obstacles%20MeO%20PDFT%20dans%20Economie%20informelle%20Burkina%20Nov%202009.PDF?dl=0>

- ❖ Etude sur le travail forcé, cas du Burkina Faso juillet 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/232let7ddtv1e58/Etude%20sur%20travail%20forc%C3%A9%20cas%20du%20Burkina%20Faso%20juillet%202003.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Séminaire de formation de Magistrats, Avocats et Cadres du travail du Benin et Burkina Faso, septembre 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/apje1m44zzgkrw/Rapport%20Seminare%20format%C2%B0%20Magistrats%20Avocats%20Cadres%20du%20travail%20Benin%20Burkina%20sept%202002.PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités au Cameroun :

- ❖ Etude sur la discrimination en matière d'emploi et profession et déclinaison d'un plan d'action pour y remédier, Cameroun, 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/vte7b9hvf4m70c/Etude%20sur%20discrimination%20matiere%20emploi%20et%20profession%20et%20plan%20d%27action%20Cameroun%202009.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport d'activités PAMODEC Cameroun mars 2007 - janvier 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/4abjc1yc0e12o1d/Rapport%20d%27activit%C3%A9s%20PAMODEC%20Cameroun%20mars%202007%20-%20jan%202009.PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités en Côte d'Ivoire :

- ❖ TDR conférence INFJ pour les élèves greffiers et les greffiers en poste sur les PDFT et les NIT, Côte d'Ivoire, 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/biolsroasl5cs9l/TDR%20conf%C3%A9rence%20INFJ%20C%C3%B4te%20d%27Ivoire%20sur%20PDFT.docx?dl=0>

- ❖ Termes de références (TDR) atelier de préparation et de mise en place du comité syndicale pour les élections professionnelles en Côte d'Ivoire, Abidjan, 26-28 avril 2016

<https://www.dropbox.com/s/nw4u4439d1kavfw/RCI%20TDR%20Comit%C3%A9%20syndical%20C%C3%A9lection%20prof%20Avr%202016.docx?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités en Guinée Bissau :

- ❖ Etude sur la Situation des PDFT en Guinée Bissau, PAMODEC2 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/xj1zyv1803mmf43/Situation%20des%20PDFT%20en%20Guin%C3%A9e%20Bissau.PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités au Mali :

- ❖ Rapport atelier de formation des Entreprises sur les PDFT et le Dialogue Social au Mali, Septembre 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/7pfg4w36z28zw0w/Rapport%20atelier%20format%C2%B0%20Entreprise%20sur%20PDFT%20et%20DS%20Mali%20Sept%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport atelier de formation des Entreprise sur PDFT au Mali, Juin-Juillet 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/vtknibb5gphlm44/Rapport%20atelier%20format%C2%B0%20Entreprise%20sur%20PDFT%20Mali%20Juin-Juillet%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport atelier de formation de Magistrat et Avocats sur les PDFT au Mali, Juillet 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/yoifm27o6w4eesk/Rapport%20atelier%20format%C2%B0%20Magistrat%20Avocats%20sur%20PDFT%20Mali%20Juillet%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation d'Association et ONG sur les PDFT au Mali Avril 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/gzsgxyf16vthcqy/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20Association%20et%20ONG%20sur%20PDFT%20Mali%20Avril%202003..PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des élus sur les PDFT au Mali, mai 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/fddiaw7xlhpi6u8/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20des%20%C3%A9lus%20du%20PDFT%20Mali%20mai%202003.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation de femmes travailleuses pour le changement de comportement Professionnel au Mali, Octobre 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/rf9bq4rjbxia5ms/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20femme%20travailleuses%20pour%20chgmt%20cmportmt%20Prof%20Mali%20Oct%202003.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport séminaire de formation des inspecteurs et contrôleurs de travail sur les PDFT au Mali, juillet 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/z5kiygs7jzonvb/Rapport%20s%C3%A9minaire%20formation%20inspecteurs%20et%20controleurs%20de%20travail%20sur%20PDFT%20Mali%20juillet%202003..PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités en Mauritanie :

- ❖ Termes de Référence pour la contribution à la mise en œuvre du Plan d'Action National d'Élimination du Travail des Enfants en Mauritanie (PANETE-RIM) : renforcement des cadres juridiques et réglementaires en matière de lutte contre le travail des enfants, Mauritanie, Novembre 2015

<https://www.dropbox.com/s/2piur310fcp3fts/TDR%20contrib%20PAMODEC%20mise%20en%20oeuvre%20PANETE-RIM.docx?dl=0>

- ❖ Etude sur les obstacles à la mise en œuvre des PDFT et déclinaison d'un plan d'action pour y remédier, Mauritanie, mai 2007 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/2pc2mo7frd7oj75/Etude%20sur%20obstacles%20MeO%20PDF%20%26%20plan%20d%27action%20Mauritanie%20mai%202007.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport de l'atelier de validation de l'étude sur les obstacles à la mise en œuvre des PDFT, Mauritanie, mai 2007 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/6sjo46oi0v03jhh/Rapport%20atelier%20validation%20%C3%A9tudes%20obstacles%20PDFT%20Mauritanie%20C%20mai%202007.doc?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités au Sénégal :

- ❖ Programme d'action pour l'appui du PAMODEC à l'UNSAS au renforcement de l'offre de services aux travailleuses de l'économie informelle, au profit des femmes tanneuses de Daroukhane - GUEDEAWAYE, juillet 2015

<https://www.dropbox.com/s/nxbq4z14zsd8ly9/projet%20UNSAS%20et%20PAMODEC%20tanneuses%20version%20valid%C3%A9e.doc?dl=0>

- ❖ Avant-projet de classification des emplois du secteur des BTP au Sénégal, avril 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/owt7eophigvdmw/Avant%20projet%20classification%20emplois%20secteur%20BTP%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20Avril%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Avant-projet de classification des emplois du secteur Pétrole au Sénégal, février 2006 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/d6h5rk60h52j7na/Avant%20projet%20classification%20emplois%20secteur%20P%C3%A9trole%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20Fev%202006.PDF?dl=0>

- ❖ Enquête sur l'état des lieux de la mise en œuvre des PDFT dans l'économie informelle au Sénégal, 2011 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/qxfr6rmnw2dbwks/Enqu%C3%A9te%20%C3%A9tat%20des%20lieux%20%20MeO%20PDFT%20Eco%20informelle%20%20S%C3%A9n%C3%A9gal%202011.PDF?dl=0>

- ❖ Etude sur la réceptivité syndicale et la négociation collective au Sénégal, mars 2005 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/uyxpguyd2chp1dx/Etude%20sur%20la%20r%C3%A9ceptivit%C3%A9%20syndicale%20et%20la%20n%C3%A9gociation%20coll%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20mars%202005.pdf?dl=0>

- ❖ Etude nationale sur la discrimination dans l'emploi et la profession au Sénégal (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/tdfh797tvyq3v1p/Etude%20nationale%20sur%20discrimination%20emploi%20profession%20S%C3%A9n%C3%A9gal.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport d'étude d'impact des PDFT sur la productivité des entreprises au Sénégal, avril 2006 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/7nr15yznbbfgeza/Rapport%20%C3%A9tude%20impact%20des%20PDFT%20sur%20productivit%C3%A9%20entreprises%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20avril%202006.PDF?dl=0>

- ❖ Problématique de la représentativité syndicale au Sénégal, 2003 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/6cdtmgrh6y4t6e8/PROBLEMATIQUE%20%20DE%20LA%20REPRESENTATIVITE%20SYNDICALE%20au%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20C%202003.doc?dl=0>

Rapports d'activités au Sénégal

- ❖ Termes de référence de l'atelier de mise en place du cadre de concertation des administrations du travail et de la justice pour la mise en œuvre des pouvoirs juridiques des Inspecteurs du travail et de la Sécurité sociale, Sénégal, 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/21yafcmpp19ovzp/TDR%20cadre%20concertation%20Pouvoirs%20juridiques%20des%20IT%20S%C3%A9n%C3%A9gal.docx?dl=0>

- ❖ Rapport de l'atelier de mise en place du cadre de concertation des administrations du travail et de la justice pour la mise en œuvre des pouvoirs juridiques des Inspecteurs du travail et de la Sécurité sociale, Sénégal, 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/lvhv36tge4oyovyn/Rapport%20atelier%20cadre%20de%20concertation%20admin%20pour%20IT.docx?dl=0>

- ❖ Rapport atelier de formation des inspecteurs du travail DGTSS sur le thème : « Responsabilité sociétale des entreprises des cadres de l'administration du travail et de la sécurité sociale », Sénégal, novembre 2015 (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/djkq8rx75sgzych/Rapport%20RSE_formation%20inspecteurs%20DGTSS.doc?dl=0

- ❖ TDR Appui du PAMODEC au HCDS Sénégal : programme de promotion du dialogue social de vulgarisation des missions du haut conseil du dialogue social (HCDS) et d'animation du pacte national de stabilité sociale et d'émergence économique, novembre 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/boyjohdxksqma94/tdr%20HCDS%20-%20PAMODEC%20-%20PRESSE.doc?dl=0>

- ❖ TDR du Séminaire de renforcement des capacités des journalistes sur la RSE, Sénégal, août 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/tzzxxytk145aocw/TDR%20S%C3%A9minaire%20journalistes%202CD-RSE%20%20OK.docx?dl=0>

- ❖ TDR du Séminaire de renforcement des capacités des administrateurs du travail sur la RSE, Sénégal, 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/cxmiho3w7ufphhz/TDR%20formation%20Admin%20travail%20sur%20la%20RSE%20S%C3%A9n%C3%A9gal.docx?dl=0>

- ❖ TDR de la Session du Conseil consultatif national du Travail et de la Sécurité sociale pour la finalisation des projets de textes sur la discrimination en matière d'emploi (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/115le905udknjci/TDR%20atelier%20CCNTSS%20projet%20de%20textes%20sur%20discrimination%20en%20milieu%20de%20trav%20nov%202015.docx?dl=0>

- ❖ Rapport conférence débat sur la RS au Sénégal, juin 2005 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/68lks0boeff6kx4/RSE%20rapport%20Conf%C3%A9rence-d%C3%A9bat%20v%20230715%20Bphoto.pdf?dl=0>

- ❖ Rapport Séminaire de formation de formateurs mandataire de juridictions en PDFT au Sénégal, avril 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/85d3kon4vry7wcq/Rapport%20S%C3%A9minaire%20formation%20formateurs%20mandataire%20juridict%C2%B0%20en%20PDFT%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20avril%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Atelier sur PDFT et DSRP au Sénégal, mai 2005 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/xq3p13yydcek4yg/Rapport%20Atelier%20sur%20PDFT%20et%20DSRP%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20mai%202005.PDF?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités au Togo :

- ❖ Rapport de l'atelier de validation de l'étude diagnostic sur les PDFT au Togo, mai 2001 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/hrdrzvdb09kv2v3/Rapport%20Atelier%20validation%20%C3%A9tude%20sur%20PDFT%20Togo%20mai%202001.PDF?dl=0>

- ❖ Etude sur la discrimination et sur la faisabilité de la création d'une structure nationale de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession (en fichier joint)

- ❖ Rapport 2ème atelier de sensibilisation des magistrats et avocats sur les PDFT au Togo, juillet 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/b55yg33lz27tjro/Rapport%20%C3%A8%20Atelier%20sensib%20magistrats%20avocats%20sur%20PDFT%20Togo%20juillet%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport atelier de formation des formateurs sur les PDFT au Togo, février 2002 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/gc98dd5pl6jpt02/Rapport%20Atelier%20formation%20formateurs%20sur%20PDFT%20Togo%20fev%202002.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Atelier sensibilisation magistrats et avocats CENTRE KARA SAVANES sur les PDFT au Togo, août 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/t0crvt3zyivaxag/Rapport%20Atelier%20sensib%20magistrats%20avocats%20CENTRE%20KARA%20SAVANES%20PDFT%20Togo%20ao%C3%BBt%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Atelier sensibilisation magistrats et avocats de la région MARITIM PLATEAU sur les PDFT au Togo, juin 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/7rqjeue8p8avnuv/Rapport%20Atelier%20sensib%20magistrats%20avocats%20r%C3%A9g%20MARITIM%20PLATEAU%20PDFT%20Togo%20juin%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Général Atelier de sensibilisation des acteurs de l'administration publique sur les PDFT au Togo, octobre 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/oprmvn15fquyj90/Rapport%20G%C3%A9n%C3%A9ral%20Atelier%20sensibilisation%20acteurs%20admin%20public%20PDFT%20Togo%20oct%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Général Atelier de sensibilisation des délégués du personnel sur les PDFT au Togo, septembre 2004 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/46bogjckjomm3wp/Rapport%20G%C3%A9n%C3%A9ral%20Atelier%20sensibilisation%20d%C3%A9l%C3%A9gu%C3%A9s%20du%20perso%20PDFT%20Togo%20sept%202004.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Général Atelier de sensibilisation des Journalistes sur les PDFT au Togo, Mai 2005 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/3ossdsxex2c6rsv/Rapport%20G%C3%A9n%C3%A9ral%20Atelier%20sensibilisation%20Journaliste%20PDFTTogo%20Mai%202005.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Général Atelier de sensibilisation sur les PDFT au Togo, octobre 2005 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/sxgcncpsbl3ow9/Rapport%20G%C3%A9n%C3%A9ral%20Atelier%20sensibilisation%20PDFT%20Togo%20oct%202005.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport Général Atelier de sensibilisation des responsables des Ressources Humaines sur les PDFT au Togo, septembre 2005 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ux1rrwcqnopsrlc/Rapport%20G%C3%A9n%C3%A9ral%20Atelier%20sensibilisation%20respon%20RH%20PDFT%20Togo%20sept%202005.PDF?dl=0>

- ❖ TDR Conférences de sensibilisation sur les NIT et PDFT à destination des étudiants de l'ENA du Togo, inscrits dans les filières autres que la filière Administration et des lois sociales (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/zc3hx730aq63scp/TDR%20conf%C3%A9rence%20sensibilisation%20NIT%20avec%20ENA%20Togo.docx?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités Guinée :

- ❖ Rapport de la Mission de prise de contact de l'équipe de projet en Guinée, mai 2007 (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/gdoz98o9yuum0u3/rapport_mission_contact_Guin%C3%A9e.doc?dl=0

Etudes, publications et rapports d'activités Madagascar :

- ❖ Rapport de l'atelier national de restitution des résultats de la mise en œuvre des plans d'action régionaux (région malgaches) de travail en vue de l'élaboration de l'outil méthodologique d'inspection dans l'économie informelle, Madagascar, mars 2015

<https://www.dropbox.com/s/1jaamalpsnhfct2/CR%20Atelier%20national%20de%20Tana%20-%20Bilan%20exp%C3%A9rimentations%20dans%20l%27%C3%A9co%20informelle%20mars%202015.doc?dl=0>

- ❖ Rapport du consultant ayant appuyé la mise en œuvre de l'accord de partenariat entre l'ENA de Madagascar et le BIT, septembre 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/iaenjtd8arbteab/RAPPORT%20consultant%20ENA%20Madagascar.docx?dl=0>

- ❖ TDR de la restitution des résultats de l'évaluation des formations professionnelles dispensées et du suivi de la situation post-formation en faveur de 96 femmes identifiées comme victimes de la discrimination et de la violence basée sur le genre dans le cadre du programme d'action avec la Pastorale du Monde Ouvrier, février 2016

https://www.dropbox.com/s/cge1alzuz9706ic/TDR%20EVALUATION%20ET%20SUIVI%20DE%20FORMATION%20PMO%20Madagascar_01_02_16.docx?dl=0

- ❖ TDR contribution à la lutte contre le travail domestique des enfants par la formation professionnelle des enfants ruraux de 15 à 17 ans, sur les techniques modernes de la culture contre saison dans les milieu rural d'Antsirabe de la région de Vakinankaratra à Madagascar (Avril 2016) (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/76scwlb686e451w/TDRs%20PA%20travail%20enfants%20SAROBIDY_LR_LD.doc?dl=0

- ❖ Liens relatifs au reportage sur la clôture du programme d'action du BIT/PAMODEC au niveau de Madagascar sur la lutte contre la discrimination et la violence basée sur le genre dont la mise en œuvre a été confiée à la Pastorale du Monde Ouvrier (en fichier joint)

<http://www.madagate.org/reportages/photos/5449-antananarivo-bit-pamodec-pmo-sortie-de-promo-au-centre-arrupe-faravohitra.html>

<http://www.lemadagascar.mg/le-bit-donne-lexemple/>

- ❖ Rapport final formation professionnelle des 90 jeunes de 15-17 ans avec l'appui technique et financier de L'IPEC/BIT Elaboré par Monsieur RALAHY Alexis, Directeur Exécutif, décembre 2014 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/axaka1omsc7qj39/RAPPORT%20formation%2090%20jeunes%20appui%20IPEC%20Madagascar%20dec%202014.pdf?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités Tunisie :

- ❖ Rapport de synthèse de l'Atelier d'expérimentation de l'outil méthodologique et suivi de contrôle des activités de l'économie informelle - Action Pilote-, 8 et 9 Octobre 2015, Hammamet - Tunisie (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ub0dr606pz2lg2t/Rapport%20de%20l%27exp%C3%A9ri%20nale%20Guide%20Eco%20informelle%20-Tunisie%20oct%202015.doc?dl=0>

- ❖ TDR Séminaire national sur « le dialogue social dans l'entreprise : réalité et perspectives », Tunis, 5-7 octobre 2015

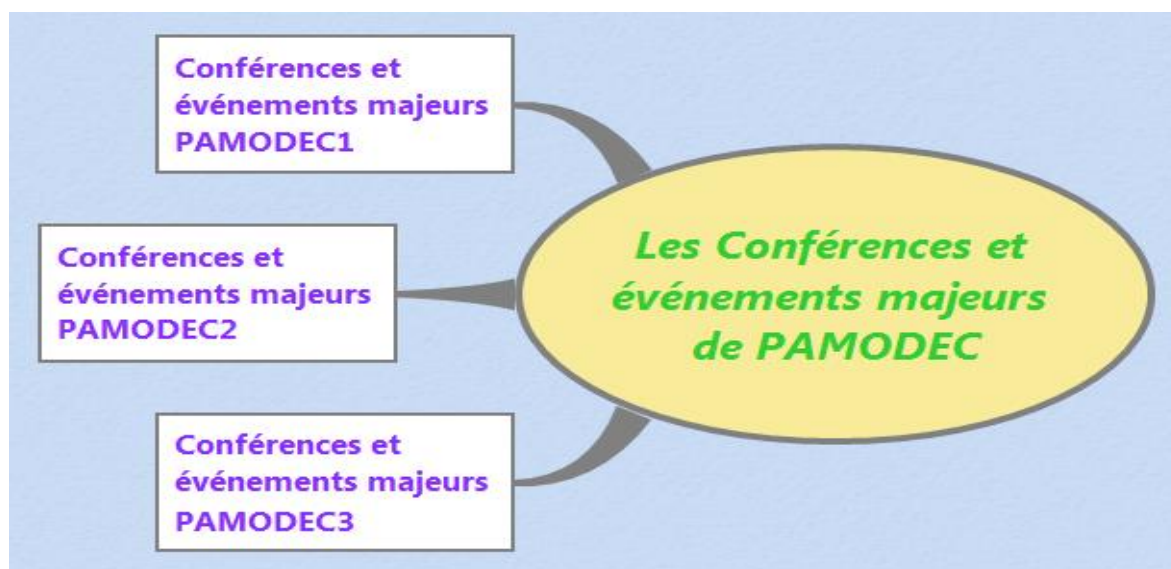
<https://www.dropbox.com/s/spvwrru1cp292ti/TDR%20seminaire%20DS%20dans%20entreprise%20Tunisie%20oct%202015.docx?dl=0>

Etudes, publications et rapports d'activités Niger :

- ❖ Termes de référence sur l'élaboration d'un projet de politique nationale du travail au Niger, octobre 2015

<https://www.dropbox.com/s/xcurfttxgtr3b0z/TDR%20sur%20l%27%C3%A9laboration%20de%20la%20PNT%20Niger.docx?dl=0>

5. Les Conférences et événements majeurs de PAMODEC



5.1. Les Conférences et événements majeurs de PAMODEC2

Pays	Conférences et événements majeurs (PAMODEC2)	Date
MADAGASCAR	Conférence sur les principes et droits fondamentaux au travail pour la promotion sortante des élèves inspecteurs du travail de l'ENAM (54 participants dont 32 femmes).	2008
	Conférence sur les Principes et droits fondamentaux au travail pour les élèves de l'Ecole Nationale d'Administration (ENAM toutes sections confondues)	2009
	Conférence sur les Principes et droits fondamentaux au travail pour les élèves magistrats de l'Ecole Nationale de la Magistrature et de Greffe (ENMG)	2009

5.2. Les Conférences et événements majeurs PAMODEC3

Conférences et événements majeurs PAMODEC3

CONFERENCE – DEBAT
 « Comment favoriser un meilleur respect des droits sociaux et un développement inclusif par la responsabilité sociale des entreprises ? »
Hotel RADISSON BLU (Dakar), les 30 juin et 1^{er} juillet 2015
RSE rapport de la Conférence-débat

5.2.1. Conférence-débat en marge de la réunion ENA/ENAM

❖ Agenda de la conférence sur la RSE en 2015

<https://www.dropbox.com/s/lg81u7ayy5yuaxx/Agenda%20Conf%C3%A9rence%20D%C3%A9bat%20RSE%20%20juin%202015.docx?dl=0>

CONFERENCE – DEBAT
 « Comment favoriser un meilleur respect des droits sociaux et un développement inclusif par la responsabilité sociale des entreprises ? »
Hotel RADISSON BLU (Dakar), les 30 juin et 1^{er} juillet 2015

5.2.2. RSE et dialogue social, rapport de la Conférence-débat (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/68lks0boeff6kx4/RSE%20rapport%20Conf%C3%A9rence-d%C3%A9bat%20v%20230715%2Bphoto.pdf?dl=0>

- ❖ RSE, Présentation du cadre universel d'engagement et de la plateforme d'échange par Global compact (GC), juin 15 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/9fbo4hdt1p6u6vv/RSE%2C%20Pr%C3%A9sentation%20du%20cadre%20universel%20d%27engagement%20et%20plateforme%20d%27%C3%A9change%20par%20GC%20juin%2015.pptx?dl=0>

- ❖ PROGRAMME de la première réunion sous-régionale des ENA-ENAM sur la mise en œuvre des accords de partenariat avec le BIT et de la conférence débat sur le dialogue social, octobre 2014 au Sénégal

<https://www.dropbox.com/s/2u3iutss6nogjk0/PROGRAMME%201ere%20r%C3%A9union%20Ena-Enam-oct%202014.doc?dl=0>

- ❖ Rapport général de la première réunion sous-régionale des ENA-ENAM sur la mise en œuvre des accords de partenariat avec le BIT et de la conférence débat sur le dialogue social, octobre 2014 au Sénégal

<https://www.dropbox.com/s/cw3mlaezruxqmgd/Rapport%201er%20r%C3%A9union%20des%20ENA-ENAM%20et%20Conf-%20d%C3%A9bat%20sur%20le%20dial%20social%20oct%202014.docx?dl=0>

- ❖ Trombinoscope des participants de la première réunion sous-régionale des ENA-ENAM sur la mise en œuvre des accords de partenariat avec le BIT et de la conférence débat sur le dialogue social, octobre 2014 au Sénégal

<https://www.dropbox.com/s/doyo5pthrdk4pgo/Trombi%20participants%201ere%20r%C3%A9union%20Ena-Enam%20oct%202014.docx?dl=0>

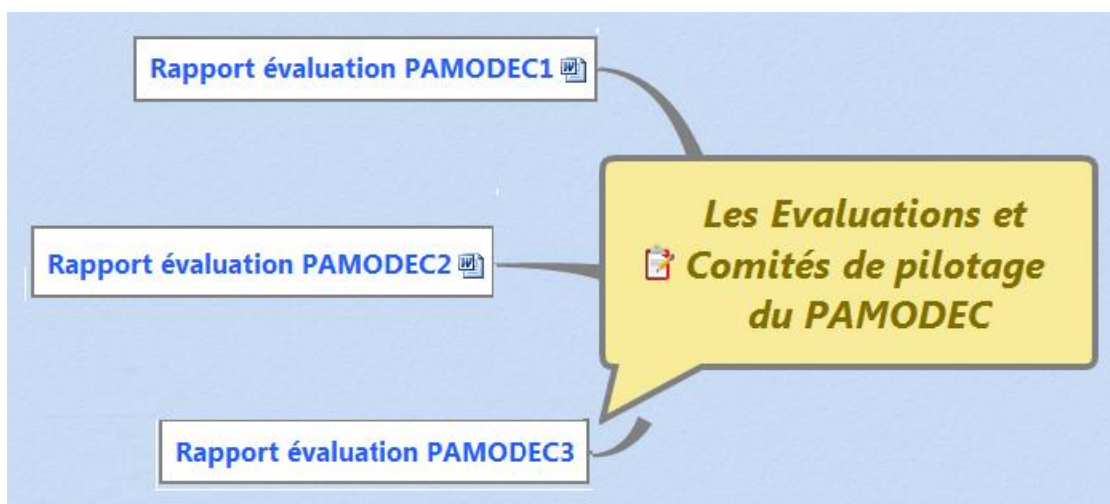
- ❖ Rapport Technique de la Conférence Sous Régionale des Centrales Syndicales de l'Espace UEMOA, 27-29 octobre 2015 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/535gjq1mx5h95my/1.Rapport%20G%C3%A9n%C3%A9ral%20Conf%C3%A9rence%20sous%20r%C3%A9gionale%20UEMOA.doc?dl=0>



Photo de Famille des participants à la Conférence Sous Régionale des Centrales Syndicales de l'Espace UEMOA, 27-29 octobre 2015

6. Les Evaluations et Comités de pilotage du PAMODEC



6.1. Le Rapport d'évaluation de PAMODEC1

Rapport d'évaluation indépendante de PAMODEC_1, 2006 (en fichier joint)

https://www.dropbox.com/s/lsothbynzslkvpz/Rapport%20%C3%A9valuation%20ind%C3%A9pendante%20PAMODEC_1.doc?dl=0

6.2. Les Rapports d'évaluation et comités de pilotage de PAMODEC2

Rapports d'évaluations PAMODEC2

❖ Rapport d'évaluation indépendante de PAMODEC2, Mme Guigma Elise, 2010 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ds5fxnfv4agcbl6/RAPPORT%20FINAL%20Evaluation%20finale%20PAMODEC2%20rapport%20Mme%20Guigma%20Elise.doc?dl=0>

- ❖ Liste des participants à l'atelier de restitution de l'évaluation indépendante de PAMODEC2, 2010 en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/amkn1mbi0ujrtoe/Liste%20des%20participants%20atelier%20restitution%20%C3%A9valuation%20ind%C3%A9pendante%20PAMODEC2%202010.doc?dl=0>

Rapports Comités de pilotage PAMODEC2

- ❖ Rapport réunion comité de pilotage PAMODEC2 août 2006 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ib4t4yerfukyovx/Rapport%20r%C3%A9union%20comit%C3%A9%20de%20pilotage%20PAMODEC2%20ao%C3%BBt%202006.PDF?dl=0>

- ❖ Rapport comité pilotage PAMODEC2 Paris juillet 2007 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/i1cl0dlld961h3f/Rapport%20comit%C3%A9%20pilotage%20PAMODEC2%20Paris%20juillet%202007.PDF?dl=0>

- ❖ Compte Rendu comité Pilotage PAMODEC2 février 2009 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/9bpei1qouy734jr/COMPTE%20Rendu%20comit%C3%A9%20Pilotage%20PAMODEC2%20f%C3%A9vrier%202009.doc?dl=0>

- ❖ Point des conclusions réunion Comité pilotage PAMODEC2 avril 2010 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/dyyv5olitixju5w/Point%20des%20conclusions%20r%C3%A9union%20Comit%C3%A9%20pilotage%20PAMODEC2%20avril%202010.doc?dl=0>

- ❖ Compte rendu Comité pilotage PAMODEC2 avril 2010 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/d9bi5100tw6cjhj/Compte%20rendu%20Comit%C3%A9%20pilotage%20PAMODEC2%20avril%202010.doc?dl=0>

Rapports intermédiaires

- ❖ Rapport final PAMODEC2 10 Février 2012 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/v44l2f1ngckqx67/Rapport%20final%20PAMODEC2%2010%20F%C3%A9vrier%202012.doc?dl=0>

- ❖ Rapport intermédiaire PAMODEC2 Novembre 2006 à Novembre 2007 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/wpigo0gaiemj1ej/RAPPORT%20INTERMEDIAIRE%20PAMODEC%202006%20NOV%202006%20AU%2030%20NOV%202007.doc?dl=0>

6.3. Les rapports d'évaluation et comités de pilotage de PAMODEC3

Rapport Evaluations PAMODEC3

- ❖ Rapport d'évaluation à mi-parcours de PAMODEC3 en 2014 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/e6c2m7yiiqfxsox/Rapport%20final%20%C3%A9valuation%20mi%20parcours%20PAMODEC3%20sept%202014.PDF?dl=0>

Comités de pilotage PAMODEC3

- ❖ Synthèse des réalisations de PAMODEC3 sur la période 2012-2013 en vue de la Commission mixte France-BIT d'août 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ubebfs2r45jc6xb/Synth%C3%A8se%20des%20r%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC3%202012-13%20Commission%20mixte%20France%20BIT%20ao%C3%BBt%202013.docx?dl=0>

- ❖ Annexe à la note de synthèse des réalisations de PAMODEC3 en vue de la Commission Mixte France-BIT d'août 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/2ac4lvz12wthcey/Annexe2%20note%20synth%C3%A8se%20PAMODEC%20Commission%20Mixte%2026%20aout%202013.docx?dl=0>

- ❖ Rapport du comité de pilotage PAMODEC3 - juillet 2014 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/bczec807mts6p6z/RAPPORT%20DU%20COPIL%20PAMODEC3%20-%20juillet%202014.docx?dl=0>

- ❖ Liste des participants au COPIL de PAMODEC3 et ADMITRA, 2014 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/nqj3678g4cnkqck/LISTE%20DES%20PARTICIPANTS%20COPIL%20PAMODEC3%20et%20ADMITRA.doc?dl=0>

Rapports intermédiaires PAMODEC3

- ❖ Rapport intermédiaire d'avancement de PAMODEC3, août 2012 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/na3wwwt40q2z3r0/Rapport%20interm%C3%A9diaire%20de%20PAMODEC3%20version%2028%20Ao%C3%BBt%202012.doc?dl=0>

- ❖ Rapport intermédiaire d'avancement de PAMODEC3, août 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/vna2zhxd93bww8p/Rapport%20interm%C3%A9diaire%20d%27avancement%20PAMODEC3%20aout%202013.doc?dl=0>

7. Les Leçons apprises, bonnes pratiques et recommandations (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/kxsx91hl9qp9llc/Le%C3%A7ons%20appprises%20bonnes%20pratiques%20et%20recommandations%20PAMODEC.docx?dl=0>

7.1. Les leçons apprises dans le cadre de PAMODEC 1 (Extrait)

- 1) Le renforcement de la liberté syndicale et de la capacité de négociation des syndicats est possible avec une meilleure connaissance des Principes et Droits Fondamentaux du Travail et des Normes Internationales du Travail ;
- 2) Meilleure prise de conscience des responsabilités qui sont celles du syndicat dans un Etat de droit et qui aspire au développement économique : reconnaissance implicite du lien étroit entre l'économie (profit des entreprises, rémunération du travail) et le social (conditions de travail, satisfaction des travailleurs et des employeurs) ;
- 3) La campagne de sensibilisation plus efficace si elle était continue.

7.2. Les leçons apprises dans le cadre de PAMODEC 2 (Extrait)

- 1) Plus les droits des travailleurs sont respectés, plus ils se sentent concernés par la rentabilité de l'entreprise ;
- 2) Le respect des normes permet l'amélioration de la productivité ;
- 3) Le consensus et la complémentarité sont des facteurs de succès au sein des CTS ;
- 4) Le PAMODEC a opéré un changement de paradigme dans les relations entre les organisations d'employeurs et de travailleurs.

7.3. Les leçons apprises dans le cadre de PAMODEC 3 (Extrait)

Leçon apprise à l'issue de l'évaluation indépendante finale de PAMODEC3 en 2016

Les principales leçons apprises qui ressortent de l'évaluation de PAMODEC3 sont :

Leçon apprise n°1 : Le PAMODEC III a évolué au cours de son exécution, en faisant preuve de flexibilité pour tenir compte des besoins et priorités changeants des mandants ainsi que des réalités et des obstacles pour sa mise en œuvre effective. La méthodologie d'intervention, les objectifs et la structure de gestion ont ainsi changé afin de surmonter les difficultés inhérentes à l'environnement externe du projet, notamment l'instabilité politique et les remous sociaux et la lenteur et la lourdeur des procédures administratives au niveau des pays.

Leçon apprise n°2 : Le PAMODEC III privilégie une approche tripartite, réunissant un membre du gouvernement, un représentant d'une organisation de travailleurs et un représentant d'une organisation d'employeurs, avec pour objectif de renforcer le dialogue social. Il apparaît clairement que le dialogue social est un outil primordial de la gestion tactique et

stratégique des ressources humaines, et donc un facteur de réussite clé pour la mise en œuvre et la durabilité des activités de PAMODEC.

Leçon apprise n°3 : Le PAMODEC III représente un projet phare de l'OIT en ce sens qu'il est un des rares projets à se doter d'objectifs et à mener des activités sur les quatre principaux PDFT et les huit conventions associées en même temps. L'expérience de PAMODEC III démontre toute la pertinence d'intervenir de manière intégrée, en englobant les quatre PDFT, afin d'avoir une meilleure efficacité et un impact plus fort auprès des mandats.

Leçon apprise n°4 : Le bilan de PAMODEC III, et plus largement des trois phases de PAMODEC, montre que les résultats les plus significatifs ont été obtenus dans les pays marqués par une stabilité politique, sociale et économique

Leçon apprise n°5 : En tenant compte des expériences de PAMODEC I et PAMODEC II, il apparaît que le fonctionnement des CTS est effectif sous certaines conditions, notamment la présence d'un administrateur national, qui pilote la programmation et la mise en œuvre et le suivi des activités du projet auprès des partenaires nationaux et la mobilisation institutionnelle de l'organisation impliquée. Ceci renforcerait les fonctions de communication auprès des mandants, ainsi que le suivi et l'évaluation des activités au niveau national. Le cas de Madagascar pendant PAMODEC III démontre la réussite de cette configuration structurelle avec la présence permanente d'un administrateur national.

Leçon apprise n°6 : Le PAMODEC III a collaboré avec d'autres programmes de l'OIT, notamment IPEC et ADMITRA, ce qui a permis de créer des synergies et des gains de ressources en temps et en argent. Par exemple, l'approche de mener des activités conjointes entre PAMODEC et IPEC démontre une réelle valeur ajoutée, en ciblant plus précisément les besoins des mandants et en mobilisant des ressources adaptées au contexte d'intervention.

Leçon apprise n°7 : L'appropriation du programme par les partenaires nationaux reste un facteur d'efficacité et d'impact pour le PAMODEC. Ce constat implique de maintenir un dialogue politique avec les autorités nationales en charge de la question du travail dans les pays d'intervention. En conséquence, l'identification des pays où une volonté politique claire et manifeste devra être érigée en règle, notamment dans le choix des pays cibles. Il ressort de cette évaluation que trois critères de sélection des pays sont fondamentaux pour assurer l'efficacité et la pérennité de PAMODEC : la stabilité sociopolitique, le dynamisme et la fonctionnalité des CTS et la consistance des progrès réalisés dans la mise en œuvre des normes, principes et droits issus des conventions ratifiées.

Leçon apprise n°8 : Le PAMODEC III avait pour objectif d'élargir le nombre de pays bénéficiaires, ce qui dénote à la fois une certaine pertinence et une ambition. L'expérience montre qu'il aurait été préférable de réduire le nombre de pays pour accroître l'impact du programme et concentrer ses efforts sur les actions d'envergure régionale et la mise en place de cadre de bonnes pratiques au sein des pays participants. En vue d'un futur projet, il est opportun de définir des critères de sélection (par exemple, ceux cités dans la leçon apprise précédente) et de retenir un nombre limité de pays, afin d'avoir un impact plus fort.

Leçon apprise n°9 : L'engagement financier du bailleur de fonds sur 15 ans constitue un gage de durabilité pour les réalisations et les acquis de PAMODEC III. Si les mandants reconnaissent que la longévité de PAMODEC est bénéfique pour les aider à l'application des conventions fondamentales, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent de leur côté s'assurer de prendre les dispositifs nécessaires pour assurer la pérennité des acquis.

7.4. Quelques bonnes pratiques de PAMODEC1

❖ SUCCESS STORIES PAMODEC- CLASSIFICATION DES EMPLOIS BTP (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/di2jgolyfm6b2z0/SUCCESS%20STORIES%20PAMODEC-%20CLASSIFICATION%20DES%20EMPLOIS%20BTP.doc?dl=0>

❖ SUCCESS STORIES PAMODEC- représentativité syndicale (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/b14hgpt0s5guww5/SUCCESS%20STORIES%20PAMODEC-%20repr%C3%A9sentativit%C3%A9%20syndicale.doc?dl=0>

7.5. Quelques bonnes pratiques de PAMODEC2 (Extrait)

Quelques bonnes pratiques de PAMODEC2

BENIN

◆ En vue de capitaliser les acquis de la première phase du PAMODEC, il a été créé par arrêté n° 375/MFPTRA/DC/SGM/DGT/DNT/SRT du 15 novembre 2005, le Service de la Promotion des Principes et Droits Fondamentaux au Travail. Les actions de ce service s'inscrivent dans le cadre de l'institutionnalisation des activités du programme d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT.

CAMEROUN

◆ Des initiatives particulières ont été entreprises au sein de la Cellule Technique de Suivi (CTS) respectivement par le représentant des travailleurs et le représentant employeur pour informer leur mandant sur la Déclaration et les conventions fondamentales.

- Ainsi le représentant des travailleurs a confectionné les prospectus sur la convention n°87. Lesdits prospectus ont été distribués à plusieurs employeurs et travailleurs.

- Le représentant employeur a entrepris la publication d'une série d'articles dans leur bulletin d'information de son organisation. Le premier de la série est paru dans le bulletin du mois de décembre 2008 avec pour titre « *Le respect des droits fondamentaux au travail : un facteur de compétitivité* ».

- ❖ Quelques exemples de réalisations dans les pays PAMODEC2 2009 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/8pdoila8r2b8024/Quelques%20exemples%20de%20r%C3%A9alisations%20dans%20les%20pays%20PAMODEC2%202009.doc?dl=0>
- ❖ Cas de bonne pratique Burkina OUEDRAOGO Mohamed Aly (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/qhti4uyagk5jfeb/Cas%20de%20bonne%20pratique%20Burkina%20OUEDRAOGO%20Mohamed%20Aly.doc?dl=0>
- ❖ Cas de bonne pratique Burkina YAGO Yamel (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/qhti4uyagk5jfeb/Cas%20de%20bonne%20pratique%20Burkina%20OUEDRAOGO%20Mohamed%20Aly.doc?dl=0>
- ❖ Cas de bonne pratique Madagascar, 5 septembre 2003 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/6xoweoji7r02r1c/Cas%20de%20bonne%20pratique%20Madagascar%2C%205%20septembre%202003.pdf?dl=0>
- ❖ Cas de bonne pratique Madagascar, 7 juin 2004 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/v59gbrs3cdw5gz6/Cas%20de%20bonne%20pratique%20Madagascar%2C%207%20juin%202004.pdf?dl=0>

7.6. Quelques Bonnes pratiques de PAMODEC 3

Signature d'accords de partenariat avec des institutions de formation

- ❖ Accord de partenariat BIT- ENAM BENIN signé 26 septembre 2013 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/zr7okml6vfj0keq/Accord%20de%20partenariat%20BIT-%20ENAM%20BENIN%20sign%C3%A9%2026%20sept%202013.pdf?dl=0>
- ❖ Accord de Partenariat BIT- ENAM Burkina Faso 04 octobre 2013 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/zlnjd73rqgt6j4s/Accord%20de%20Partenariat%20BIT-%20ENAM%20Burkina%20Faso%2004%20oct%202013.pdf?dl=0>
- ❖ Accord de partenariat BIT-CIFAF (Centre Internat format° Avocats francophones basé au Bénin) octobre 2013 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/zlnjd73rqgt6j4s/Accord%20de%20Partenariat%20BIT-%20ENAM%20Burkina%20Faso%2004%20oct%202013.pdf?dl=0>
- ❖ Accord de partenariat BIT-ENA Côte d'Ivoire novembre 2013 (en fichier joint)
<https://www.dropbox.com/s/xxkcx3bq6wyulh2/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENA%20C%C3%B4te%20d%27Ivoire%20nov%202013.pdf?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-ENA Sénégal septembre 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/y55d97t3ot26tvj/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENA%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20sign%C3%A9%20septembre%20%202013.pdf?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-ENA TOGO novembre 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/Ou6amfiuzzv5fc9/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENA%20TOGO%20sign%C3%A9%20Novembre%20%202013.PDF?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-ENAM Cameroun 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/xi6b857nyxigbcm/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENAM%20Cameroun%20sign%C3%A9%202013.PDF?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-ENAM MADAGASCAR août 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/xqh9m0ie4dnakf6/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENAM%20MADAGASCAR%20Aout%202013.PDF?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-ENMG MADAGASCAR août 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/n46mk36zp3dkt6b/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENMG%20MADAGASCAR%20sign%C3%A9%20AOUT%202013.pdf?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-ENAM Niger novembre 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/p1oq0l6ht4a35ud/Accord%20de%20partenariat%20BIT-ENAM%20Niger%20nov%202013.pdf?dl=0>

❖ Accord de partenariat BIT-INFJ Côte d'Ivoire novembre 2013 (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/3wwll61956746ul/Accord%20de%20partenariat%20BIT-INFJ%20C%C3%B4te%20d'Ivoire%20sign%C3%A9%2014%20Nov%202013.pdf?dl=0>

PAMODEC3 maintient l'appui institutionnel initié dans les phases précédentes, y compris en soutenant la mise en place de structures nationales de lutte contre la discrimination (exemple : appui à la réunion du Conseil consultatif national du Sénégal pour l'examen des textes instituant l'Observatoire national sur la discrimination au Sénégal .

Appui aux actions en faveur de travailleuses et travailleurs, bénéficiaires directs

- Appui à la mise en œuvre d'une initiative pilote de formation (avec certificat d'aptitude délivré) en faveur d'un groupe d'une centaine de femmes victimes de violence et d'exclusion professionnelle, en partenariat avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO) à Antanarivo – Madagascar ;
- Appui à une initiative opérationnelle d'une Organisation syndicale (UNSAS) en faveur de femmes victimes de discriminations (Amélioration des conditions de travail de femmes effectuant des activités liées au traitement et tannage de peaux) : installation d'une coopérative de femmes tanneuses – à Pikine, Sénégal.

7.7. Les Recommandations à l'issue de PAMODEC1 (Extrait)

Les recommandations issues de l'évaluation indépendante de PAMODEC1 en 2006

- (i) Information et sensibilisation de façon générale et ciblée sur les magistrats et auxiliaires de justices qui sont en charge de l'application des décisions (police judiciaire, magistrats, avocats) ;
- (ii) Intensifier les actions de formation au niveau des entreprises et dans les régions ou départements (décentralisation) ;
- (iii) Donner un appui technique et financier aux responsables syndicaux pour démultiplier les formations reçues et pour multiplier les émissions radio et télévisées en vue de les vulgariser auprès d'un plus grand nombre ;
- (iv) Organiser les émissions radio diffusées au niveau des radios de proximité et d'autres sources de communication et programmer les émissions à une périodicité régulière et connue afin que l'on se prépare à les suivre. Ces émissions doivent mettre, entre autres, en exergue l'impact des principes et normes sur les performances des entreprises ;
- (v) Éditer les PDFT et les conventions fondamentales en langage simple et accessible et en langues nationales ;
- (vi) Élaborer un guide pratique des travailleurs et des employeurs sur leurs droits et obligations ;
- (vii) Organiser des déjeuners ou dîner de travail pour discuter des PDFT avec les employeurs souvent occupés et ne pouvant pas toujours participer aux activités de PAMODEC ;
- (viii) Assister l'administration centrale du travail pour la révision des textes non conformes aux PDFT ;
- (ix) Renforcer la capacité des femmes travailleuses en matière de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession ;
- (x) Appuyer les ministères en charge de la justice dans l'acquisition de documentation technique sur le droit international du travail en prélude à l'harmonisation du droit de travail en Afrique francophone ;
- (xi) Impliquer davantage les organisations des droits de l'Homme ;
- (xii) Intégrer les NIT dans les curricula des grandes écoles de formation professionnelle ;
- (xiii) Encourager des recherches au niveau national pour mieux appréhender les contraintes socioculturelles susceptibles d'entraver l'application des PDFT et des NIT afin de proposer des mesures consensuelles en vue de les surmonter. Une approche participative dans la recherche des solutions est fortement recommandée ;

- (xiv) Mettre en place un système de suivi et d'évaluation du projet basé sur un cadre logique avec des indicateurs objectivement vérifiables et informer largement les mandants sur les procédures de l'OIT et du PNUD afin d'éviter les désagréments.

7.8. Les recommandations à l'issue de PAMODEC 2 (Extrait)

Les recommandations des participants à l'atelier d'évaluation de PAMODEC 2 en 2010

- (i) Mieux associer à l'avenir le donateur au processus de mise en œuvre des évaluations ;
- (ii) Prévoir dans le futur document de projet un mécanisme de suivi/évaluation ;
- (iii) Eviter la dispersion des forces et des ressources en mettant l'accent sur les objectifs immédiats appropriés et pertinents pour chaque pays ;
- (iv) Envisager pour les anciens pays d'orienter les actions du projet autour d'activités régionales en collaboration avec les comités économiques régionaux tels l'Union Economique Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), la CEDEAO, la CEMAC ;
- (v) Renforcer le partenariat avec les universités et les grandes écoles ;
- (vi) Renforcer la synergie avec les autres projets et structures du BIT notamment ADMITRA, IPEC, PRODIAF, ACTRAV, ACTEMP, NORMES, DIALOGUE, etc.

Les recommandations issues de l'évaluation indépendante de PAMODEC 2 en 2010

■ A l'attention du BIT

- (i) Poursuivre le renforcement de la coopération technique avec les Etats, en vue d'améliorer considérablement l'impact des NIT.

■ A l'attention du gouvernement français

- (ii) Les efforts déployés depuis une dizaine d'années par le gouvernement français en vue d'aider à l'application des conventions fondamentales sont reconnus par les mandants qui ont placé beaucoup d'espoir dans le PAMODEC. Il serait souhaitable de reconduire le projet.

■ A l'attention des gouvernements des pays bénéficiaires

- (iii) Accompagner le programme par une volonté politique affirmée dans la poursuite des activités
- (iv) Intégrer systématiquement, les activités du projet dans les programmes de la DGT, et les NIT dans les politiques et stratégies sectorielles.
- (v) Libérer une part des cotisations patronales et des employeurs pour accompagner la mise en œuvre de certaines activités en direction des travailleurs et des employeurs

■ A l'attention du programme

- (vi) Saisir l'opportunité qu'offre le traité de l'OHADA pour mettre rapidement en place un programme de formation des inspecteurs du travail, et des magistrats.
- (vii) Élaborer une matrice d'évaluation sensible au genre qui servirait de cadre de référence pour le suivi et l'évaluation de la 3ème phase du projet.
- (viii) Élaborer un cadre logique sous régional.
- (ix) Identifier les facteurs conduisant à de bonnes pratiques, en matière de lutte contre les discriminations
- (x) Poursuivre la mise en place d'observatoires au niveau des pays en vue de renforcer la lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession
- (xi) Valoriser et diffuser les nombreuses études réalisées de façon concertée auprès des acteurs du monde du travail et du grand public, notamment par le biais de séminaires thématiques et d'émissions radio télévisées.
- (xii) Étendre davantage les formations en PDFT à l'administration publique notamment les DRH, les DAF, les secrétaires généraux des régions, les responsables des ressources humaines.
- (xiii) Reformuler le dispositif de la formation, en vue d'améliorer l'impact des actions menées.
- (xiv) Améliorer le système de suivi évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues des différentes études réalisées par le projet.
- (xv) Élargir la base de l'éventail des bénéficiaires et mener des activités en direction des couches sensibles de l'économie et des mandants à l'intérieur des pays.
- (xvi) Utiliser les compétences locales disponibles pour l'animation et la formation lors des ateliers.
- (xvii) Poursuivre la formation des formateurs en NIT au niveau des mandants pour permettre de démultiplier les formations en vue d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires.
- (xviii) Poursuivre la formation des enseignants des ENA, universités et grandes écoles à Turin ou délocaliser la formation dans un pays bénéficiaire en collaboration avec le réseau des ENA(M).
- (xix) Élaborer des curricula ou des guides de formation pour l'intégration des conventions fondamentales dans les programmes de formation.
- (xx) Faire un plaidoyer auprès des recteurs d'université, des présidents et doyens des facultés de droit et de sciences économiques en vue de la généralisation de l'enseignement des PDFT et des NIT dans toutes les universités et les grandes écoles.
- (xxi) Élaborer une stratégie de communication efficace, et mettre les médias à contribution pour informer, sensibiliser, accroître la visibilité du projet et contribuer à grande échelle à la vulgarisation des conventions fondamentales.

- (xxii) Étoffer les CTS en augmentant le nombre Des représentants de chaque mandant à deux, et procéder annuellement à un renouvellement de 50% des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs
- (xxiii) Examiner la possibilité de mettre en place des administrateurs nationaux, pour assurer un meilleur suivi dans certains pays
- (xxiv) Le dialogue social est un outil primordial de la gestion tactique et stratégique des ressources humaines.

7.9. Les recommandations à l'issue de PAMODEC 3 (Extrait)

Les recommandations issues de l'évaluation indépendante à mi-parcours de PAMODEC3 en 2014 (En fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/bjnkagrjvq6/Recommandations%20evaluation%20mi%20parcours%20PAMODEC3.docx?dl=0>

Les recommandations issues de l'évaluation finale de PAMODEC3 en 2016 (En fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/1yzbmix53iv3y1a/Recommandations%20evaluation%20finale%20PAMODEC3.docx?dl=0>

▪ À l'intention de l'OIT :

Recommandation n°1 : Poursuivre le renforcement de la coopération technique avec les États, en vue d'améliorer considérablement l'impact des NIT.

Recommandation n°2 : Renforcer la fonction suivi/évaluation au sein des projets, afin d'être en mesure d'avoir un portrait réel de l'avancement des activités et des produits et de pouvoir en informer les autres parties prenantes, notamment le bailleur de fonds, à n'importe quel moment du projet.

▪ À l'intention de l'équipe de gestion de PAMODEC III

Recommandation n°3 : Mettre en place une unité de gestion de projet conséquente comprenant outre le CTP, un expert en suivi-évaluation, d'une part, et, d'autre part, un spécialiste en communication. Compte tenu de la révision de l'architecture organisationnelle du dispositif avec la disparition des administrateurs sous régionaux en décembre 20134, PAMODEC III aurait eu besoin de s'appuyer sur un partenariat dynamique avec GENRE, ADMITRA, IPEC et NORMES et recourir aux services de consultants à la fois au niveau pays et régional suivant les activités à mener. Ce renforcement des capacités humaines et techniques aurait probablement amélioré l'efficacité technique du programme par le renforcement des capacités institutionnelles de coordination, de suivi-

évaluation et de communication mais également par l'exploitation du potentiel partenarial au niveau des pays et au sein de l'OIT.

Recommandation n°4 : Développer une stratégie de communication efficace et mettre les médias à contribution pour informer, sensibiliser, accroître la visibilité du projet et contribuer à grande échelle à la vulgarisation des conventions fondamentales. Ceci permettrait de rendre accessible une base de données sur les projets avec un accent particulier sur les outils développés, les études réalisées, les formations faites, le répertoire des gens formés ainsi que sur les bonnes pratiques en vue de favoriser l'appropriation et l'autonomie des différents acteurs nationaux. Il s'agirait aussi de valoriser et diffuser les nombreuses études réalisées de façon concertée auprès des acteurs du monde du travail et du grand public, notamment par le biais d'une plateforme virtuelle, de séminaires thématiques et d'émissions radio télévisées.

Recommandation n°5 : Proposer une structure de gestion de projet qui devrait intégrer un administrateur national dans chaque pays bénéficiaire, afin de servir de relais entre l'équipe d'appui technique et les parties prenantes au niveau national.

Recommandation n°6 : Élaborer une matrice d'évaluation sensible au genre qui servirait de cadre de référence pour le suivi et l'évaluation.

Recommandation n°7 : Poursuivre la formation des formateurs en NIT au niveau des mandants pour permettre de démultiplier les formations en vue d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires et de personnes ressources nationales ;

Recommandation n°8 : Approfondir la synergie entre PAMODEC et les départements et autres projets de coopération technique de l'OIT dans la région, tels que NORMES, IPEC, ADMITRA, ACTRAV, ACTEMP.

Recommandation n°9 : Renforcer le dialogue et établir un partenariat plus dynamique avec les mandants et les administrations des pays pour accroître la pertinence et l'impact de son action et intégrer les représentants des pays bénéficiaires retenus dans le comité de pilotage du programme. Il est souhaitable de mettre davantage l'accent sur le suivi des engagements des pays pour rendre plus visibles les réalisations du projet. A cet effet, il y a lieu de veiller à accompagner le programme par une volonté politique affirmée dans la poursuite des activités et à intégrer, systématiquement, les activités du projet dans les programmes des ministères.

Les nombreux changements de Ministres chargés du travail doivent inciter l'équipe de gestion du projet à avoir des relations plus suivies avec les Secrétaires Généraux des Ministères du travail censés garantir la permanence. Il est aussi souhaitable d'élargir les soutiens politiques à d'autres acteurs tels que les parlementaires, membres des commissions spécialisées du travail et les membres des Conseils Economiques et Sociaux. Une telle collaboration sera de nature à assurer le suivi et la continuité des activités du projet.

▪ À l'intention des partenaires nationaux

Recommandation n°10 : Encourager l'appropriation des parties prenantes dès le début pour assurer la durabilité des résultats. Les Etats bénéficiaires devraient s'engager plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent sur le chemin de l'institutionnalisation de ce programme qui doit devenir un outil essentiel de leur politique en faveur du respect de la promotion et de la mise en œuvre des principes et droits fondamentaux au travail. Le CTP et ses adjoints devront encourager et veiller à pérenniser cet engagement des Etats qui sera un des résultats que devra obtenir le programme.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs, avec l'aide du programme si nécessaire, devront également pérenniser leurs activités en faveur de leurs responsables, militants et adhérents, notamment en terme de formation (y compris de formation continue) et d'information.

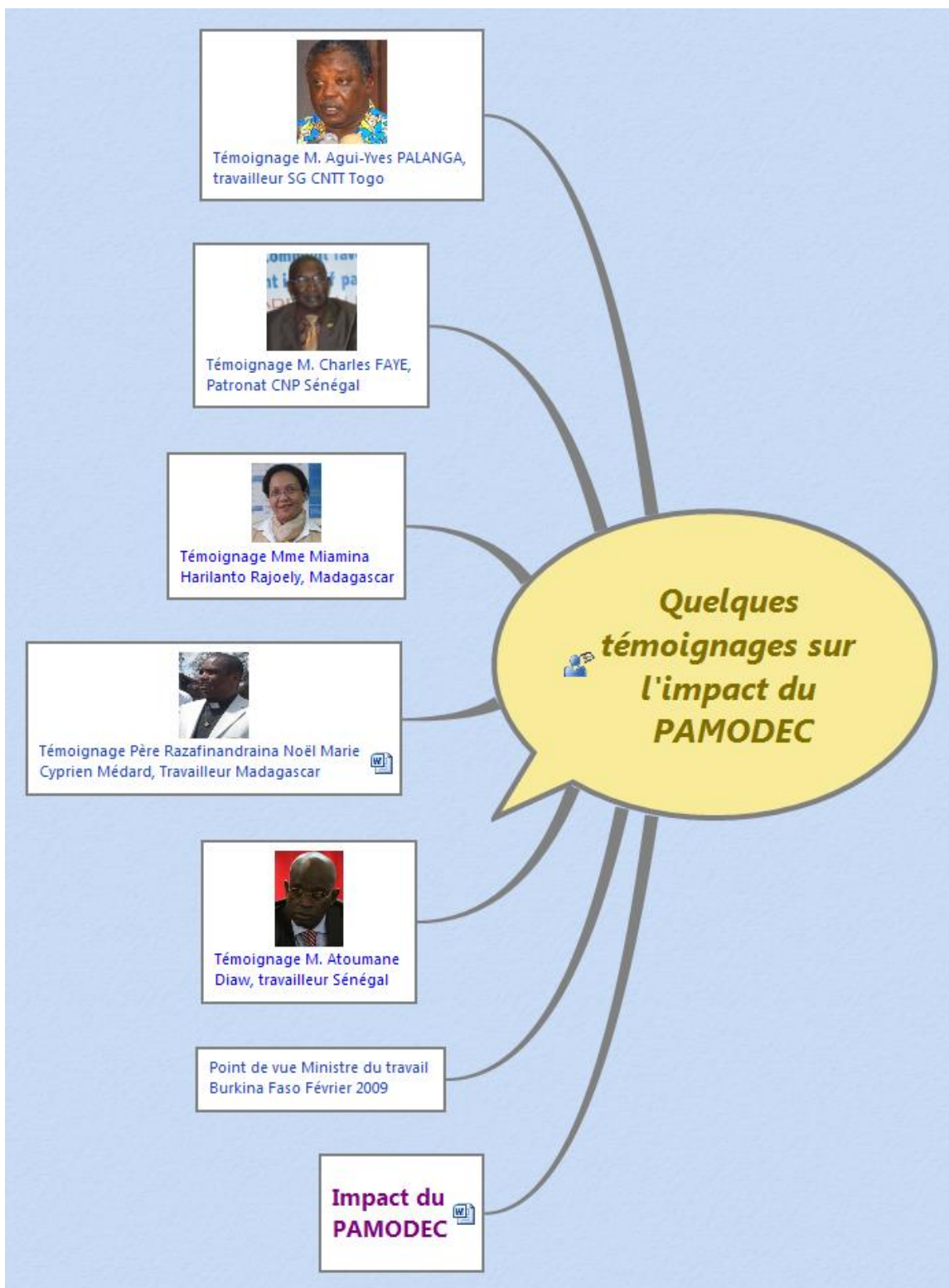
Le fonctionnement des CTS ne devrait pas être financé par le programme. La prise en charge de celui-ci par les Etats bénéficiaires constitue une première mesure d'appropriation du programme par ces derniers. Certaines CTS ont d'ores et déjà été transférés vers les Directions des Normes au sein des Ministères en charge du travail, et été dotées de budget de fonctionnement et de personnel, ce qui est une garantie de la pérennisation des activités entreprises.

Recommandation n°11 : Accompagner le programme par une volonté politique affirmée dans la poursuite des activités, en intégrant systématiquement, les activités du projet dans les programmes de la DGT, et les NIT dans les politiques et stratégies sectorielles.

▪ À l'intention du bailleur de fonds

Recommandation n°12 : Poursuivre l'engagement financier en vue d'aider à l'application des conventions fondamentales, car la pertinence et la portée de PAMODEC III ont été largement reconnues par les mandants au regard de leur contexte politique, social et économique. La longue durée d'existence conjuguée à la singularité de l'approche suivie dans l'ensemble des huit conventions et à travers les pays de l'Afrique Francophone rendent le PAMODEC comme un programme unique.

8. Quelques témoignages sur l'impact du PAMODEC



8.1. L'impact du PAMODEC (*en fichier joint*)

<https://www.dropbox.com/s/s5vypoxk55c5a2d/Impact%20du%20PAMODEC.docx?dl=0>

Impact relevé par l'évaluation indépendante de PAMODEC1 en 2006 (Extrait)

Les Principes et Droits Fondamentaux du Travail ainsi que les Normes Internationales de Travail étant liés au comportement, il aurait été plus indiqué d'évaluer les stéréotypes du début (situation de départ ou de référence) avant de lancer le programme afin de mesurer les effets ou mieux les impacts de la mise en œuvre du PAMODEC. Plusieurs projets concourant à l'atteinte des objectifs du PAMODEC (IPEC, PRODIAF, etc.) il a été difficile de mesurer l'impact du PAMODEC1 qui n'a pas prévu des indicateurs et un mécanisme d'évaluation des impacts, ce qui pose ici aussi le problème de la meilleure maîtrise de l'élaboration des cadres logiques et de quelques outils et méthodes de gestion de projet. Toutefois, bien qu'il fût tôt d'apprécier réellement l'impact du PAMODEC 1, il existait tout de même des signes patents ou indices des impacts que pourrait avoir ce programme. A cet effet, on peut retenir les aspects suivants :

- 1. Engagement des acteurs :** décideurs politiques se sentent concernés et même interpellés quant au respect des principes et droits fondamentaux au travail :
 - Participation et implication des hautes autorités (ministres, parlementaires, leaders d'opinion y compris des chefs religieux etc.) ;
 - Soutien des partenaires au développement et des organisations de la société civile du pays aux activités ;
 - Un nombre important de journalistes et d'organes de presse pour la couverture médiatique des activités (grande médiatisation des activités) ;
 - Existence d'un réseau de formateurs dans le domaine des normes internationales de travail ;
 - Engagement des employeurs et des travailleurs : participation aux activités mais aussi fréquentes proclamations publiques entre objectifs de la Déclaration et la protection de leurs intérêts.
- 2. Diverses sollicitations :** magistrats et avocats, des assesseurs, société civile demandent la formation sur les principes et droits fondamentaux au travail ;
- 3. Dialogue social et coopération tripartite :** signature de protocole d'accord ;
- 4. Appropriation par le Centre de Formation des magistrats** du programme de renforcement des capacités en normes internationales du travail ;
- 5. Élaboration d'avant-projets de modification des dispositions** de certains textes juridiques contraires à l'esprit des conventions (100 et 111 principalement) ;
- 6. Promotion des femmes à des fonctions de responsabilité.**

Ces quelques indices laissaient déjà augurer des impacts positifs que devrait avoir PAMODEC2 à l'intérieur des pays déjà bénéficiaires et dans d'autres pays.

Impact relevé par l'évaluation indépendante de PAMODEC2 en 2010 (Extrait)

L'impact majeur du projet à l'issue du **PAMODEC2** est d'avoir permis aux inspecteurs, aux magistrats et aux avocats d'invoquer les conventions et de bâtir leurs argumentaires sur les conventions, en vue de prendre une décision, de rendre un jugement ou de faire un plaidoyer. Le projet a aussi suscité le débat sur les conventions fondamentales et sur la nécessité de les appliquer. On note ;

- (1) L'amélioration de la législation et de la réglementation à travers l'adoption des textes d'application du code du travail, etc.
- (2) Une prise de conscience par rapport à l'importance des normes et de la nécessité de les appliquer, et par rapport au potentiel de changements que les normes véhiculent ;
- (3) Un engouement réel pour les activités de formation ;
- (4) La réalisation de mémoires sur les PDFT au Burkina, à Madagascar ;
- (5) La mise en place d'un réseau de magistrats en Côte d'Ivoire ;
- (6) L'existence d'une jurisprudence dans plusieurs pays ;
- (7) La clarification du monde syndical à travers la détermination des critères de représentativité ;
- (8) La mise en place d'organes consultatifs au Niger et au Burkina ;
- (9) Une prise en compte des activités du projet dans le département en charge du travail, notamment au Bénin et au Togo ;
- (10) L'apaisement du climat social à travers le renforcement du dialogue social et les négociations collectives ;
- (11) Une ouverture d'esprit ;
- (12) Le renforcement du dialogue social, et des capacités des mandants ;
- (13) Une meilleure connaissance de la Déclaration et sa mise en œuvre par les inspecteurs du travail, les magistrats et les avocats ;
- (14) Des plaintes en cas de violation des conventions fondamentales.

Enfin, on peut retenir que le code du travail de l'OHADA, l'enseignement des Normes, la formation des inspecteurs en amont et celle des magistrats en aval sont des piliers solides qui assurent l'institutionnalisation et donc la **durabilité** du programme.

S'agissant de la prise en compte du **genre**, le rapport d'évaluation de PAMODEC1 avait souligné la faible participation des femmes comme étant une insuffisance du projet. On constate par ailleurs que les données du projet ne sont pas systématiquement ventilées par sexe. Ces constats persistent à l'issue de PAMODEC 2. En fait, la faible présence des femmes parmi les bénéficiaires reflète leur faible représentativité au niveau des administrations et des organisations d'employeurs et de travailleurs.

Impact relevé par l'évaluation indépendante de PAMODEC3 en 2016 (Extrait)

Le PAMODEC3 a eu un impact significatif dans les pays bénéficiaires, dans la mesure où il a généré des effets notables dans l'application des PDFT au niveau national. Le renforcement des capacités, l'appropriation d'outils et de connaissances et l'adoption de nouveaux comportements et de nouvelles lois par les partenaires nationaux constituent les prémices de la durabilité à plus long terme. Par ailleurs, les activités réalisées laissent entrevoir des effets durables à long terme, à condition que l'intérêt et l'appropriation des partenaires nationaux perdurent.

8.2. Point de vue du Ministre du travail Burkina Faso Février 2009 (Extraits)

Point de vue du Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale du Burkina, à l'ouverture de l'atelier régional d'évaluation à mi-parcours de PAMODEC, tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) du 23 au 26 Février 2009 :

Le Ministre BOUGOUMA a informé les participants qu'il a reçu mandat de ses pairs lors de la session du conseil d'administration du CRADAT pour intervenir à l'ouverture du présent atelier régional. Il a relevé que dans le contexte actuel de crise qui menace le progrès social, qui fait craindre l'adoption des solutions qui constituent une remise en cause des principes et droits fondamentaux au travail, le soutien des activités de PAMODEC constitue un acte de foi et d'humanité.

'' Dans un tel contexte, réaffirmer notre conviction dans la défense et la promotion des normes et principes fondamentaux au travail, qui sont la raison d'être de PAMODEC, constitue un acte de foi en l'humanité. Nous plaçons ainsi la dignité de l'homme au travail, comme une préoccupation majeure à prendre en compte par toutes les initiatives de solutions à la crise.

A cette étape de la mise en œuvre du projet, nous pouvons noter avec satisfaction d'importants acquis dont notamment :

- La vulgarisation des normes fondamentales à travers la formation des mandants tripartites ;
- L'intégration effective des normes internationales du travail dans les modules de formation des Ecoles Nationales d'Administration ;
- Le renforcement des capacités des partenaires sociaux à la négociation collective ;
- L'amélioration de nos législations nationales par leur mise en conformité avec les normes fondamentales ;
- L'amorce du processus d'internalisation des objectifs du projet par la création de cadres institutionnels en charge des normes internationales du travail.

8.3. Témoignage M. Atoumane Diaw, travailleur Sénégal, en 2014

Monsieur Atoumane Diaw, Représentant des Travailleurs à la Cellule tripartite de suivi du PAMODEC au Sénégal : « Les travailleurs du Sénégal se sont appropriés les PDFT »

« Le PAMODEC a permis aux travailleurs du Sénégal de s'approprier les Principes et Droits



Fondamentaux au Travail et de les faire prendre en compte dans un très grand nombre de programmes structurants.

Parmi ceux-ci on peut noter :

- *La ratification de toutes les conventions contenues dans la Déclaration de 1998 ;*
- *La signature le 18 juillet 2012 du programme Pays pour le Travail Décent (PPTD) ;*
- *Le dialogue social, avec la signature de la charte nationale le 29 novembre 2002 et la mise en place d'un comité National de dialogue social (CNDS) ;*

- *La séance inaugurale du Conseil Présidentiel de l'Investissement (CPI), véritable cadre institutionnel de dialogue public – privé, le 11 novembre 2002 ;*
- *La loi d'orientation du 08 janvier 2008 ;*
- *La réalisation de l'étude prospective 2035 en juin 2011 ;*
- *Le premier Forum sur la compétitivité de l'économie sénégalaise le 20 mars 2012 ;*
- *La signature d'un Pacte pour l'émergence avec l'ensemble des acteurs de la vie économique et sociale ;*
- *L'adhésion d'une large part des acteurs économiques, sociaux et politiques autour du Plan Sénégal Emergent (PSE) ;*
- *L'adoption en novembre 2012 du Plan cadre de prévention et d'élimination du travail des enfants ;*
- *Le respect des droits et libertés individuels et collectifs, de l'égalité des chances, de l'équité et de la justice sociale ;*
- *La promotion de la démocratie et l'ajustement de la gouvernance politique ;*
- *Enfin, le développement du dialogue social, avec la signature du décret 2014-53 du 09 juillet instituant le Haut Conseil du Dialogue Social.*

En conclusion, grâce au PAMODEC, tous ces programmes ont fait l'objet de consultations, de concertations et d'implications des organisations des travailleurs selon les principes de la représentativité syndicale et Tripartite. »

8.4. Témoignage Père Razafinandraina Noël Marie Cyprien Médard, Travailleur Madagascar, en 2014

Père Razafinandraina Noël Marie Cyprien Médard, Directeur de la Pastorale du monde ouvrier (PMO) : *« Avant, certaines revendications étaient inimaginables à Madagascar »*

La Pastorale du monde ouvrier (PMO) est une structure de la Société civile. Chargée des questions relatives au droit du travail, elle est issue de l'église malgache. Son Directeur, le Père Razafinandraina Noël Marie Cyprien Médard, témoigne ici des actions du PAMODEC en faveur de sa structure.

« Nous travaillons avec le PAMODEC depuis 2011, pour le renforcement des capacités des ouvriers et ouvrières, pour qu'ils connaissent leurs droits.

Au départ, nous les avons formés aux techniques de négociation. Ils étaient au total 120 participants, dont 75 à 80% de femmes, ces dernières étant les plus motivées. Nous les avons formés en trois vagues, ici à Antananarivo (capitale de Madagascar) et à Antsirabe (à 167 km au sud de la capitale).

Deux ans après, l'impact de cette formation a fait l'objet d'une évaluation. Elle nous a permis de nous rendre compte qu'une fois retournés au sein de leur structure, certains parmi eux ont été élus délégué du personnel en raison des connaissances acquises.

L'étude d'évaluation nous a permis également de constater que grâce au partage des connaissances acquises par les bénéficiaires, leurs collègues s'épanouissent davantage, parce que connaissant mieux leurs droits.

Depuis, ils n'hésitent plus à poser des questions sur leurs conditions de travail. Ils nous font des rapports sur ce qui ne va pas dans leur milieu de travail et nous demandent des conseils. Ainsi, nous avons recensé avec eux un certain nombre de



points du Code du Travail qui sont obsolètes, qui protègent plus les patrons que les ouvriers ou qui sont discriminatoires à l'égard des femmes. Nous agissons ensemble pour sensibiliser les employeurs en vue d'obtenir des changements.

Pour vous donner un exemple, je citerais cette modification sur le prolongement de l'âge de la retraite. Elle était discriminatoire à l'égard de la femme car bloquée à 55 ans contre 60 ans pour les hommes. Maintenant le régime de retraite est équitable.

En matière de retombées de ce changement, j'aime raconter le cas de cette femme bénéficiaire de nos formations et qui s'est rendu compte qu'elle a été privée d'une partie de ses droits de retraite. Ayant travaillé jusqu'à l'âge de 60 ans, la Caisse nationale de Prévoyance Retraite n'avait pas valorisé ses cinq années supplémentaires, malgré le vote de la loi. Elle a fait une réclamation et a été rétablie dans ses droits.

Avant, de telles revendications étaient inimaginables car le peuple malgache est de nature un peu timide, très respectueux du patron qu'il considère presque comme un parent.

En dehors de la formation, nous avons mené en 2013 et 2014 des actions de communication de masse grâce à une radio

de la place qui chaque semaine, nous accordait une plage horaire, ceci du lundi au vendredi. Cela nous a permis de vulgariser les Normes Internationales du Travail (NIT) et les Principes et Droits Fondamentaux au Travail (PDFT), les actions du PAMODEC et du BIT en général. Et nous en avons eu un excellent feedback. Ajoutons à cela l'Académie des NIT et des PDFT, organisée en 2013. C'est une conférence-débat qui cible les jeunes qui sont sur le point de sortir de l'école pour entrer dans le milieu du travail. A cette occasion, nous leur avons inculqué des notions sur les NIT et les PDFT. C'était en présence des organisations patronales, des centrales syndicales, des facultés de droit et de sociologie. Elle a été largement médiatisée et ce fut un grand succès, au point que l'événement a été réédité dans une autre ville malgache. »

8.5. Témoignage Mme Miamina Harilanto Rajoely, Madagascar en 2014

Madame Miamina Harilanto Rajoely, Chef du Service de Promotion des Droits Fondamentaux à Madagascar : « 535 enfants travailleurs ont pu intégrer le système scolaire »

Madame Miamina Harilanto Rajoely est Inspecteur du Travail et des Lois sociales. Elle est Chef du Service de Promotion des Droits fondamentaux à la Direction du Travail et de la Promotion des Droits fondamentaux du Ministère de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales de la République de Madagascar.



« Par rapport au travail des enfants, PAMODEC a appuyé 535 enfants pour leur permettre d'intégrer le système scolaire et 85 parents pour la formation de leurs enfants qui étaient auparavant des travailleurs domestiques.

D'autre part, pour la partie gouvernementale, on peut dire que le PAMODEC a eu un impact certain. Il a permis de faire connaître les NIT et les PDFT auprès des agents de l'Etat chargés de les

appliquer. Cela s'est fait à travers des accords de partenariat avec l'Ecole nationale d'Administration de Madagascar et puis avec l'Ecole nationale de Magistrature et des Greffes. Dans ce cadre, nous avons ciblé précisément de futurs inspecteurs du travail, magistrats, administrateurs civils, agents diplomatiques et consulaires. Ceux parmi les inspecteurs et contrôleurs du travail qui sont déjà en fonction ne sont pas en reste car ils ont bénéficié de formations sur l'administration du travail, mais également sur les NITS et PDFT.

A part ça, il faut aussi noter l'apport du PAMODEC dans l'action des inspections du travail en milieu informel. Madagascar a ainsi été appuyé dans l'élaboration du guide méthodologique sur l'inspection du travail dans le milieu informel. Grâce à cela, les inspecteurs du travail s'intéressent davantage à ce qui se passe dans le milieu informel. »

8.6. Témoignage de M. Charles FAYE, Patronat CNP Sénégal, 2010

M. Charles FAYE, Conseil National du Patronat(CNP) du Sénégal



« Grace au PAMODEC, les employeurs ont une meilleure connaissance des principes internationaux en matière de liberté syndicale et d'association. Ils sont d'un apport certain, y compris pour la responsabilité sociale des entreprises, un volet important de nos activités.

Les employeurs du domaine des bâtiments et travaux publics, du pétrole et du gaz, du nettoyage, ont bénéficié de formation qui leur ont permis de négocier des conventions collectives.

Pour ce qui est du dialogue social, l'on note une meilleure disposition d'esprit de part et d'autre. Lors des concertations, les enjeux sont mieux acceptés. La corrélation positive entre la Déclaration, la productivité du travail et la croissance des entreprises, mise en évidence par de nombreux ateliers PAMODEC, a permis de modifier la perception négative des normes chez de nombreux chefs d'entreprise et de renforcer la prise en compte du volet droits et libertés dans la gestion et le développement des ressources humaines.

La qualité du dialogue et de la concertation avec l'Etat s'améliore, grâce à une meilleure reconnaissance de l'indépendance des organisations d'employeurs et des droits et libertés dont elles jouissent. »

8.7. Témoignage M. Agui-Yves PALANGA, travailleur SG CNTT Togo, 2011

M. Agui-Yves PALANGA, Secrétaire Général de la Confédération nationale des travailleurs du Togo(CNTT)



« Le PAMODEC nous a permis d'assainir les relations conflictuelles entre partenaires sociaux, d'asseoir une nouvelle forme de consultation entre nous et de créer un climat de confiance. Cette nouvelle dynamique de politique volontariste a conduit les partenaires sociaux à mettre sur pied le Conseil National du Dialogue Social. Cet instrument nous permet aujourd'hui de trouver des solutions aux problèmes qui relèvent du monde du travail dans un climat social plus apaisé.

L'inclusion dans le code du travail Togolais des dispositions contenues dans les huit conventions citées par la Déclaration de l'OIT de 1998, toutes ratifiées par notre pays, a été une innovation réussie grâce au PAMODEC ;

L'introduction de la Déclaration au niveau de la justice a été la garantie d'une démocratie beaucoup plus apaisée dans notre pays. Les réformes sont visibles et nous permettent de croire à une véritable démocratie, car une justice sociale crédible est un gage pour une paix sociale durable. »

9. Les réalisations de PAMODEC aux niveaux régional et sous-régional

9.1. Les réalisations de PAMODEC2 au niveau régional

Activités régionales et sous-régionales de PAMODEC 2	Dates
Atelier de formation des Administrateurs et des Assistants du Projet, tenu à Dakar	19 au 23 Février 2007
Atelier de restitution de l'étude d'évaluation de PAMODEC I. NB : Cette activité a permis une meilleure appropriation du projet et le cadrage des activités autour des objectifs fixés pour la phase II.	22 au 24 octobre 2007 à SALY (Sénégal)
Elaboration des cadres logiques des activités pour les anciens et les nouveaux pays pour la période 2006-2009	Octobre 2007
Formation des magistrats du Bénin, du Burkina Faso et du Togo sur la discrimination par le VIH/SIDA (43 participants comprenant 30 magistrats à raison de 10 par pays, 4 représentants des organisations d'employeurs et 7 représentants des organisations de travailleurs). NB : A l'issue de l'atelier, il a été suggéré aux magistrats d'envoyer au BIT les éventuels cas de discrimination basés sur le VIH/SIDA rencontrés. Au mois de septembre 2009, le projet a déjà enregistré six cas jugés au Bénin et au Burkina ; ce qui prouve que l'atelier a eu un impact sur les juges de ces pays qui se sont inspirés des dispositions de la convention 111 pour rendre leurs décisions.	20 au 24 octobre 2008 à Cotonou
Atelier régional d'auto évaluation de PAMODEC II (14 délégations tripartites provenant du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République Centrafricaine, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo). NB : La rencontre a connu une grande mobilisation et la participation de sept ministres burkinabè à la cérémonie d'ouverture. Les conclusions de l'atelier de Ouagadougou ont conduit à la révision des cadres logiques des activités de PAMODEC2 dans les pays couverts.	23 au 26 février 2009 à Ouagadougou
Atelier régional de restitution de l'évaluation indépendante de PAMODEC2	26 au 30 Avril 2010 à Lomé
Brochure conjointe du BIT et la France, intitulée, "Coopération France- BIT- France : au service d'une mondialisation plus juste".	Avril 2009

9.2. Les réalisations de PAMODEC3 au niveau régional

Activités régionales et sous-régionales de PAMODEC 3	Dates/lieu/participants
Appui pour la réalisation de l'étude en vue de la révision des critères de convergence économique des 8 pays de l'UEMOA, ceci en vue d'appuyer la prise en compte des PDFT dans lesdits critères de convergence. L'étude a été approuvée (le 13 avril 2015) par les partenaires sociaux et les représentants des gouvernements. Le processus de révision est en cours.	Avril 2015 (pays UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo)
Participation à l'académie administration du travail-secteur informel – Turin (participation PAMODEC au financement de 7 Bourses et prise en charge)	Du 30 novembre au 11 décembre 2015
Appui et renforcement des capacités des membres du Conseil du travail et du dialogue social de l'UEMOA	Du 9 au 15 décembre 2012 (8 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest)
Appui à l'élaboration d'un guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle (en lien avec ADMITRA, GIP/Inter, Centre de Turin et Spécialiste administration du travail de Dakar)	2015: Six pays impliqués : Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Tunisie
Appui à l'expérimentation du guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle dans les pays impliqués	Réunions sous-régionales en mars et novembre 2015, associant les 6 pays impliqués : Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Tunisie
Réalisation du bilan régional de l'expérimentation/ finalisation du guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle	Lieu : Tana / Madagascar, du 3 au 6 novembre 2015 Pays impliqués : Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Tunisie
Appui à la vulgarisation et la publication du guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle	Présentation du Guide à l'Académie de Turin en décembre 2015 et présentation/échanges sur le Guide pour les pays lusophones (Lisbonne- mars 2016)
Appui apporté à la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale) pour la mise en place des structures sous-régionales de dialogue social. Réunion organisée en lien avec le CRADAT	Février 2016 Yaoundé-Cameroun
Appui du CRADAT (Centre régional africain d'administration du travail -18 Etats membres) pour la révision de son statut et la définition de son plan stratégique	Yaoundé, Cameroun, décembre 2015

Activités régionales et sous-régionales de PAMODEC 3	Dates/lieu/participants
Appui au Centre arabe pour l'administration du travail et l'emploi (ACLAE) basé en Tunisie, pour l'organisation d'un séminaire relatif aux moyens susceptibles de promouvoir le dialogue social et la négociation collective au niveau de l'entreprise en Tunisie	Tunis - 5-7 octobre 2015
Appui à l'organisation d'une Conférence sous-régionale des Centrales syndicales de l'espace UEMOA (Union économique et monétaire de l'Ouest africain) sur le « Le Monde du Travail face aux Conflits Sociaux et aux Crises Sécuritaires dans l'Espace UEMOA : Quelle Incidence de la Gouvernance, du Dialogue Social et de la Culture de la Paix dans la Prévention, la Gestion et la Résolution des Crises sécuritaires ».	27 au 29 octobre 2015 Pays UEMOA
Développement d'une base de données contenant l'ensemble des outils (guides, manuels, recueils de bonnes pratiques...) et activités du projet, ainsi que des outils et produits réalisés par le BIT sur les PDFT, y compris pour faire le bilan de l'ensemble des activités de PAMODEC	Draft en novembre 2015, finalisée en mai 2016
Mise en ligne et Publication du bilan consolidé du PAMODEC	Mai 2016
Elaboration d'une stratégie d'action et de communication, y compris en assurant la promotion des nouveaux instruments du BIT (en particulier le protocole à la C29), couvrant plusieurs niveaux d'interventions (niveau institutionnel; donateur et communauté des bailleurs; grand public, etc.)	Juin 2015
Mise en œuvre d'actions de communication (Brochure sur les 15 ans de progrès du PAMODEC). La brochure sera mise en ligne en mai 2016	Août 2015 et Mai 2016
Animation /participation aux blogs sur les PDFT (participation au blog sur les PDFT existant)	2015
Atelier de formation aux normes internationales du travail destiné aux tribunaux de la sous-région chargés de la résolution des conflits du travail. (cofinancé et organisé par le CIF de Turin). Cet atelier fait suite à une recommandation du colloque de l'OIT sur les « Normes internationales du travail pour les juridictions suprêmes africaines », qui a eu lieu à Livingstone, Zambie, du 14 au 18 octobre 2013	7 au 11 décembre 2015 à TURIN (CIF)
Conclusion et signature d'un accord de partenariat BIT avec le CIFAf (Centre international de formation des avocats francophones) pour la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Octobre 2013
Atelier de formation pour les avocats francophones d'Afrique avec le CIFAf (Centre international de formation des avocats francophones)	du 26 au 29 mai 2015 à Ouagadougou/BKF Pays membres du CIFAf
Organisation d'émissions interactives télévisées ou radiodiffusées sur les Normes internationales du travail (Activités sur les NIT avec le CIFAf)	Octobre à décembre 2015
Finalisation et transmission des modules de formation type (manuel de formation sur les PDFT et sur les NIT à destination des enseignants des ENA/ENAM) pour magistrats, inspecteurs de travail et autres sections (Ena et Institutions signataires d'un accord de partenariat avec le BIT) en lien avec le Centre de formation de l'OIT à Turin	Mis à la disposition des signataires d'accords de partenariat, en juin 2015
Finalisation et transmission d'outils pédagogiques tels que modèles de curricula de formation pour les différentes filières à destination des enseignants des ENA/ENAM) pour magistrats, inspecteurs de travail et autres sections (Ena et	Mis à la disposition des signataires d'accords de partenariat, en juin 2015

Activités régionales et sous-régionales de PAMODEC 3	Dates/lieu/participants
Institutions signataires d'un accord de partenariat avec le BIT)	
Finalisation et publication d'un ebook sur les PDFT (en lien avec le Centre de formation de l'OIT à Turin)	Mis à la disposition des signataires d'accords de partenariat, en juin 2015
Atelier de formation et conférence débat au profit des avocats et des magistrats (Activités sur les NIT avec le CIFAF) à Cotonou	Octobre et décembre 2015 Pays concernés: Bénin - Togo Lieu: Cotonou
Soutien à la Réunion régionale de suivi de la mise en œuvre des curricula de formation des inspecteurs du travail (soutien ADMITRA)	Janvier 2016
Première réunion des points focaux des ENA/ENAM signataires d'un accord - Adoption de la STRATEGIE GLOBALE POUR L'ENSEIGNEMENT DES NIT ET PDFT DANS LES ENA/ENAM ET INSTITUTIONS DE FORMATION	20-24 Octobre 2014 à la Somone/Sénégal
A la suite de la première réunion des points focaux, organisation d'une conférence débat sur le dialogue social	24 Octobre 2014 à la Somone/Sénégal
Soutien à l'atelier régional de partage sur la mise en conformité des législations et des lieux de travail (ACI 7) des pays de l'UEMOA (en juillet 2015), Ceci a permis de finaliser un programme sous-régional de renforcement des capacités des inspections du travail pour la mise en conformité des lieux de travail	Ouagadougou (Burkina Faso), juillet 2015, avec les 8 pays de l'UEMOA
Réunions de suivi et de bilan de la mise en œuvre des accords de partenariat avec les ENA-ENAM par l'inscription des PDFT et NIT dans les curricula de formation	Du 17 au 19 novembre 2015 à Cotonou
Collecte et mise à disposition de la documentation de l'OIT pour l'usage des universités, grandes écoles et CIFAF	Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Madagascar, Niger, Sénégal et Togo + CIFAF
Deuxième réunion des points focaux des ENA/ENAM signataires d'un accord - Suivi de la mise en œuvre de la Stratégie globale adoptée à la Somone et adoption de recommandation	Du 17 au 19 novembre 2015 à Cotonou
Formations pour les juges des tribunaux de la sous-région chargés de la résolution des conflits du travail cofinancé par Turin - faisant suite à une recommandation du colloque des juges des cours suprêmes de Livingstone du 14 au 18 octobre 2013	Turin (7 au 11 décembre 2015) (magistrats du Burkina, Burundi, Bénin, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée, Mali, Niger, RCA, Sénégal)
Appui à l'atelier de partage de l'ACI 7 et de présentation-échanges entre pays francophones et lusophones sur le Guide de l'inspection du travail dans l'économie informelle	Lisbonne (mars 2016), pays lusophones et francophones, (Angola, Brésil, Cap-Vert, Timor oriental, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mozambique, Portugal, Sénégal et Tunisie)

10. Les réalisations de PAMODEC au niveau national

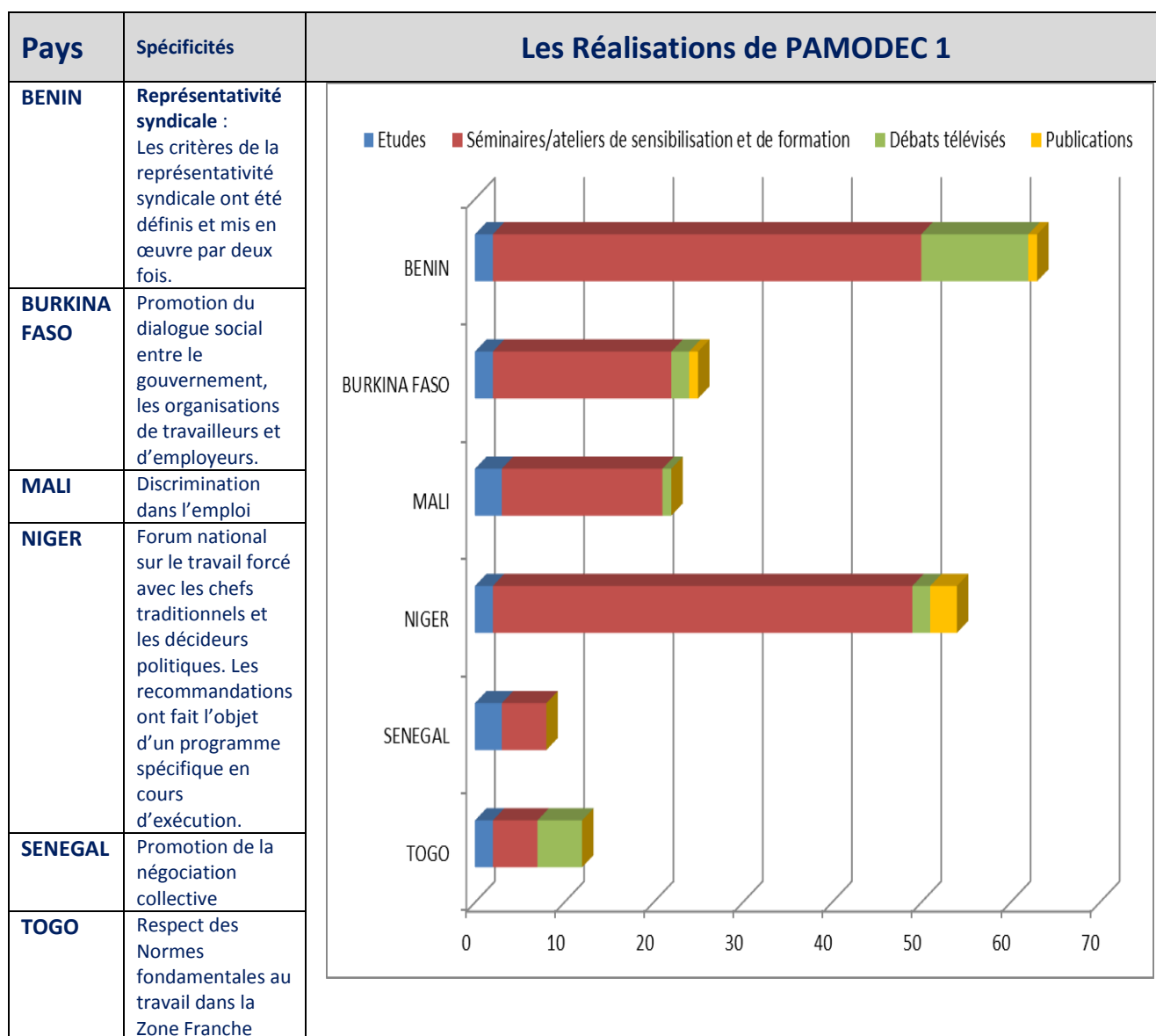
10.1. Les réalisations de PAMODEC 1 de 2000 à 2005

Les pays de concentration des activités de PAMODEC 1 sont le Bénin et le Niger. PAMODEC 1 y a développé des séminaires et ateliers de sensibilisation et de formation sur les PDFT. Le Bénin vient en première position avec plus de 60 activités réalisées et le Niger ensuite avec plus de 50 activités. Les activités du PAMODEC ont été plus médiatisées au Bénin que partout ailleurs. Le nombre de débats radiotélévisés permet au Bénin de se démarquer du Niger en termes de volume d'activités. Le Burkina Faso et le Mali viennent en troisième et quatrième positions. Comme on pouvait s'y attendre, au Togo et au Sénégal qui ont été intégrés à mi-parcours, le projet n'a pu réaliser qu'une dizaine d'activités pour le Togo et moins de 10 activités pour le Sénégal.

Dans l'ensemble, on note que les études de base ont été faites de façon presque similaire dans les six pays. Cependant, qu'aucune publication n'a été faite au Mali, au Sénégal et au Togo. De même, aucun débat radiotélévisé n'a été fait avec le PAMODEC 1 au Sénégal.

De multiples actions ont été initiées en faveur de toutes les catégories socioprofessionnelles et de tous les acteurs de la vie économique en passant par les employeurs, les travailleurs, les institutions administratives (Inspections du travail et agents des ministères), le corps judiciaires (magistrats et avocats).

Egalement dans certains pays, notamment le Bénin, les activités ont été aussi diversifiées que décentralisées au profit des partenaires sociaux d'agglomérations autres que les capitales nationales.



Pays	Les Réalisations de PAMODEC 1				Spécificités
	Etudes	Séminaires/ateliers de sensibilisation et de formation	Débats télévisés	Publications	
BENIN	02 Etudes : • Identification des obstacles à la mise en œuvre des Principes et Droits Fondamentaux au Travail – PDFT ; • Impacts des normes sur la productivité des entreprises	48 Séminaires/ateliers de sensibilisation et de formation : • Formation sur les PDFT et les Normes Internationales du Travail – NIT ; • 1260 personnes formées dont 309 femmes et 951 hommes ; • Création d'un réseau d'experts ou de formateurs nationaux en NIT	• Douze (12) débats radio diffusés et télévisés sur les PDFT	• Recueil des textes législatifs, réglementaires et des conventions collectives	Représentativité syndicale : Les critères de la représentativité syndicale ont été définis et mis en œuvre par deux fois.
BURKINA FASO	02 Etudes : • Identification des	20 Séminaires/ateliers de sensibilisation et de formation :	• Deux (02) débats	• Code du travail	Promotion du dialogue social

	obstacles à la mise en œuvre des Principes et Droits Fondamentaux au Travail – PDFT ; • Impacts des normes sur la productivité des entreprises	• Formation sur les PDFT et les Normes Internationales du Travail – NIT ; • 661 personnes formées dont 141 femmes et 520 hommes ; • Distribution de matériel d’IEC relatif aux PDFT y compris confection de cartes d’embarquement à l’effigie du PAMODEC-Burkina • Création d’un réseau d’experts ou de formateurs nationaux en NIT	radio diffusés et télévisés sur les PDFT		entre le gouvernement, les organisations de travailleurs et d’employeurs.
MALI	03 Etudes : • Identification des obstacles à la mise en œuvre des Principes et Droits Fondamentaux au Travail – PDFT ; • Travail forcé ou obligatoire ; • Discrimination entre homme et femme	18 Séminaires/ateliers de sensibilisation et de formation : • Formation sur les PDFT et les Normes Internationales du Travail – NIT ; • 690 personnes formées dont 206 femmes et 484 hommes ; • Distribution de matériel d’IEC relatif aux PDFT y compris confection de calendriers et de cartes d’embarquement à l’effigie du PAMODEC-Mali • Création d’un réseau d’experts ou de formateurs nationaux en NIT	• Réalisation d’émissions radio télévisées sur les PDFT	RAS	Discrimination dans l’emploi
NIGER	02 Etudes : • Identification des obstacles à la mise en œuvre des Principes et Droits Fondamentaux au Travail – PDFT ; • Travail forcé en Afrique : le cas du Niger	47 Séminaires/ateliers de sensibilisation et de formation : • Formation sur les PDFT et les Normes Internationales du Travail – NIT ; • 1539 personnes formées dont 434 femmes et 1105 hommes ; • Distribution de matériel d’IEC relatif aux PDFT y compris confection de calendriers et de cartes d’embarquement et de pagnes à l’effigie de PAMODEC-Niger ; • Traduction en langues nationales de la cassette vidéo du BIT intitulée « Forcer à travailler » ; • Forum sur le travail forcé ; • Journée de réflexion sur les droits de grève et la représentativité des organisations syndicales ; • Création d’un réseau d’experts ou de formateurs nationaux en NIT	• Réalisation d’émissions radio télévisées sur les PDFT sur la radio nationale et des radios communautaires	• Elaboration et édition d’un recueil des lois sociales ; • Relecture et réédition du Code du Travail, rédaction de sa partie réglementaire ; • Traduction en langues nationales de Déclarations et Conventions.	Forum national sur le travail forcé avec les chefs traditionnels et les décideurs politiques. Les recommandations ont fait l’objet d’un programme spécifique en cours d’exécution.
SENEGAL	03 Etudes : • Application et la réceptivité des Principes et Droits Fondamentaux au Travail – PDFT ; • Analyse et classification des emplois du secteur du BTP ; • Projets de conventions collectives	05 Séminaires/ateliers de sensibilisation et de formation : • Formation sur les PDFT et les Normes Internationales du Travail – NIT ; • 383 personnes formées dont 58 femmes et 325 hommes	RAS	RAS	Promotion de la négociation collective
TOGO	02 Etudes :	05 Séminaires/ateliers de	• Cinq (05)	RAS	Respect des

	• Identification des obstacles à la mise en œuvre des Principes et Droits Fondamentaux au Travail – PDFT ; • Conditions de travail en Zone Franche (le respect des normes fondamentales au travail dans la Zone Franche)	sensibilisation et de formation : • Formation sur les PDFT et les Normes Internationales du Travail – NIT (surtout en Zone Franche) ; • 412 personnes formées dont 41 femmes et 371 hommes ; • Reportage documentaire ; • Distribution de matériel d'IEC relatif aux PDFT ; • Création d'un réseau d'experts ou de formateurs nationaux en NIT	émissions radio diffusées et télévisées sur les PDFT		Normes fondamentales au travail dans la Zone Franche
--	---	---	--	--	--

10.1.1. LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU BENIN

[Listing des activités de sensibilisation et de formation de PAMODEC1 au Bénin](#) (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/aeojzbtviqiznrg/R%C3%A9alisations%20PAMODEC1%20B%C3%A9nin.docx?dl=0>

10.1.2. LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Burkina Faso

[Listing des activités de sensibilisation et de formation de PAMODEC1 au Burkina Faso](#) (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/p714inhgcpfigcc/R%C3%A9alisations%20PAMODEC1%20Burkina%20Faso.docx?dl=0>

L'ensemble des mandants tripartites du Burkina Faso ont bénéficié de formations et sensibilisations sur les NIT/PDFT. Plus précisément, les formations ont été dispensées à différentes cibles : Employeurs, travailleurs et administration publique, notamment des Inspecteurs et Contrôleurs du travail ; Assesseurs des tribunaux du travail ; Magistrats, avocats et cadres de l'administration du travail ; communicateurs, etc.

10.1.3. LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Niger

[Listing des activités de sensibilisation et de formation de PAMODEC1 au Niger](#)

10.1.4. LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Mali

[Listing des activités de sensibilisation et de formation de PAMODEC1 au Mali](#) (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/0pdmy4ov0hp8w2e/R%C3%A9alisations%20PAMODEC1%20Mali.docx?dl=0>

10.1.5. LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Sénégal

Listing des activités de sensibilisation et de formation de PAMODEC1 au Sénégal

10.1.6. LES REALISATIONS DE PAMODEC1 AU Togo

Listing des activités de sensibilisation et de formation de PAMODEC1 au Togo (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/sbsba1hnn7nslk6/R%C3%A9alisations%20PAMODEC1%20Togo.docx?dl=0>

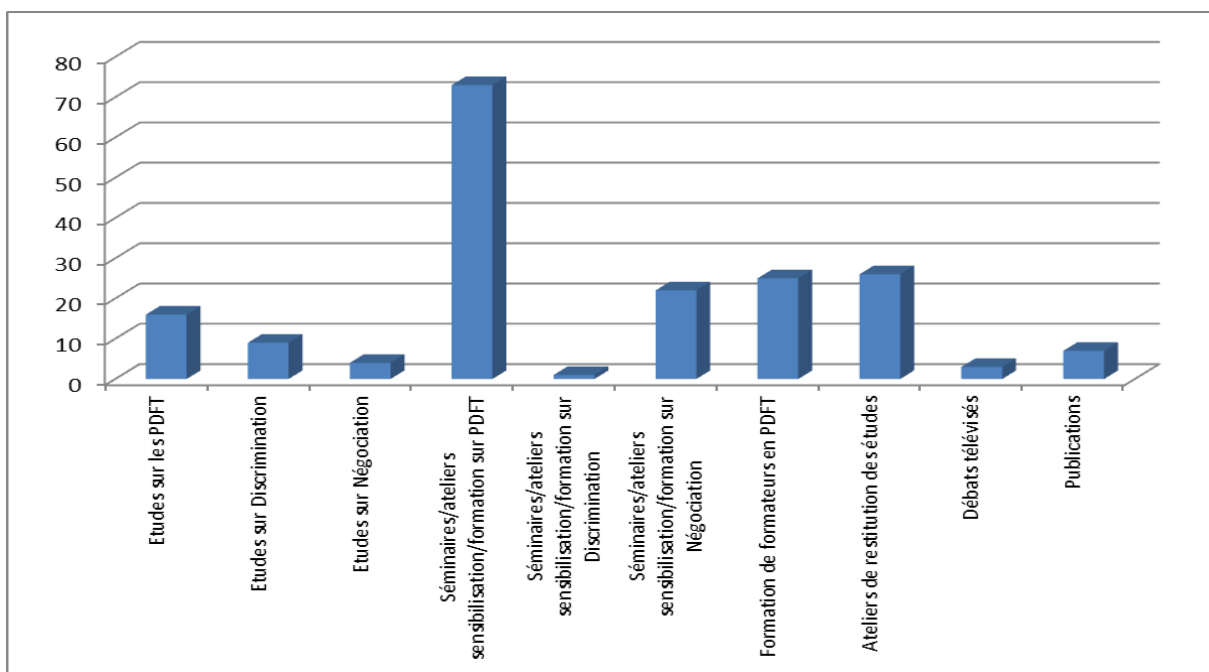
10.2. Les réalisations de PAMODEC 2 au niveau national de 2006 à 2010

Les activités de PAMODEC 2 ont porté en priorité sur les mandants pour les former dans le cadre des séminaires et ateliers sur les PDFT. Plusieurs sessions ont porté exclusivement sur des questions de négociation collective, notamment au Mali, au Burkina Faso, au Togo, en Mauritanie, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Madagascar, Guinée et Sénégal. D'autres sessions ont porté sur la formation de formateurs en PDFT. L'accent a ensuite été mis sur les études d'état des lieux en matière de PDFT dans différents pays.

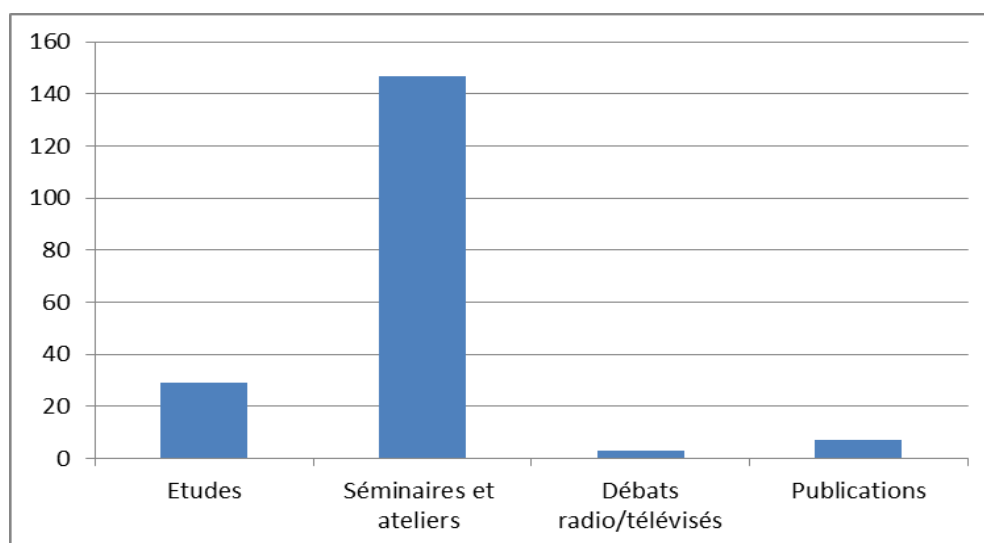
On note par ailleurs les éléments suivants à l'actif du PAMODEC2 :

- Nombre de bourses accordées : 10
- Plus de 3693 bénéficiaires directs des ateliers de formation ;
- Plusieurs milliers de personnes touchées si l'on prend en compte l'impact des émissions radiotélévisées, et des recueils.

Le volume d'activités de PAMODEC 2 selon le type d'activité



Le volume d'activités de PAMODEC 2 selon le type d'activités agrégées



L'évolution des activités de PAMODEC2 **dans les 11 nouveaux pays** intégrés suite à PAMODEC 1 est très contrastée. Elle est relativement satisfaisante dans les pays de l'Afrique de l'ouest. Elle l'est moins dans ceux de l'Afrique Centrale.

Les nouveaux pays d'Afrique centrale couverts par PAMODEC sont : **le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale et le Tchad**. On peut noter qu'aucune activité n'a été réalisée en **Guinée Equatoriale**.

Tous ces pays ont procédé à l'étude pour l'identification des obstacles à la ratification et à la mise en œuvre des conventions fondamentales de l'OIT. Sur cette base des plans d'actions ont été élaborés.

Sur les six pays, quatre ont pris part à l'atelier régional d'évaluation à mi-parcours organisé en février 2009 à Ouagadougou au **Burkina Faso**. Le **Gabon** et la **Guinée Equatoriale** étaient absents.

On peut faire le constat général selon lequel les crises sociopolitiques expliquent, en partie le ralentissement des activités du projet dans certains pays. Ce constat est illustré notamment par la situation au Tchad en 2008, en **Madagascar** en 2009, en **Guinée-Bissau**, en **Guinée Conakry** et au **Gabon**.

Toutefois, on a noté une réelle volonté des mandants de bénéficier des interventions de PAMODEC notamment dans le domaine de la représentativité syndicale, de la conformité de la législation avec les normes de l'OIT puis de la lutte contre les différentes formes de discrimination. En effet, malgré la situation de crise politique qu'a connue **Madagascar**, le projet a pu y réaliser contre toute attente près d'une trentaine d'activités depuis son lancement en février 2007 jusqu'en mars 2011. La majeure partie des ateliers a eu pour objet la sensibilisation, le renforcement des capacités et la mobilisation de différents acteurs du monde du travail pour le respect et la mise en œuvre des PDFT.

Ainsi, environ 17 ateliers ont été organisés à Madagascar, auxquels il faut ajouter, les conférences et les activités en direction du grand public, comme les émissions radio télévisuelles, les traductions en langue nationale des recueils des conventions fondamentales.

Au Tchad seulement six activités ont pu être menées y compris les activités de lancement de PAMODEC dans ce pays. Cela s'explique en partie par la situation politico-militaire qui prévalait à l'époque.

Au **Cameroun**, au **Congo**, au **Gabon**, en **RCA** et au **Tchad**, il n'y a pas eu d'activités spécifiques concernant la liberté syndicale et la promotion de la négociation collective. En outre, le **Congo**, la **RCA** et le **Gabon** n'ont pas réalisé d'activités relatives à la discrimination dans l'emploi et la profession. Les activités du projet ont démarré au Congo avec un certain retard et ont connu une faible évolution en raison, notamment de la mobilité des interlocuteurs techniques du BIT. Malgré la situation de crise politique qu'a connue ce pays, le projet a pu réaliser beaucoup d'activités depuis son lancement.

Une évolution relativement satisfaisante a été enregistrée dans les trois nouveaux pays du sahel depuis leur entrée dans le programme: **la Mauritanie, la Guinée et la Guinée- Bissau**. Cependant cette évolution est quelque peu ralentie par les éléments politiques survenus au cours de l'année 2009 dans ces pays. Ces trois pays ont pris part à l'atelier régional de PAMODEC de février 2009, ce qui témoigne de leur intérêt pour le programme.

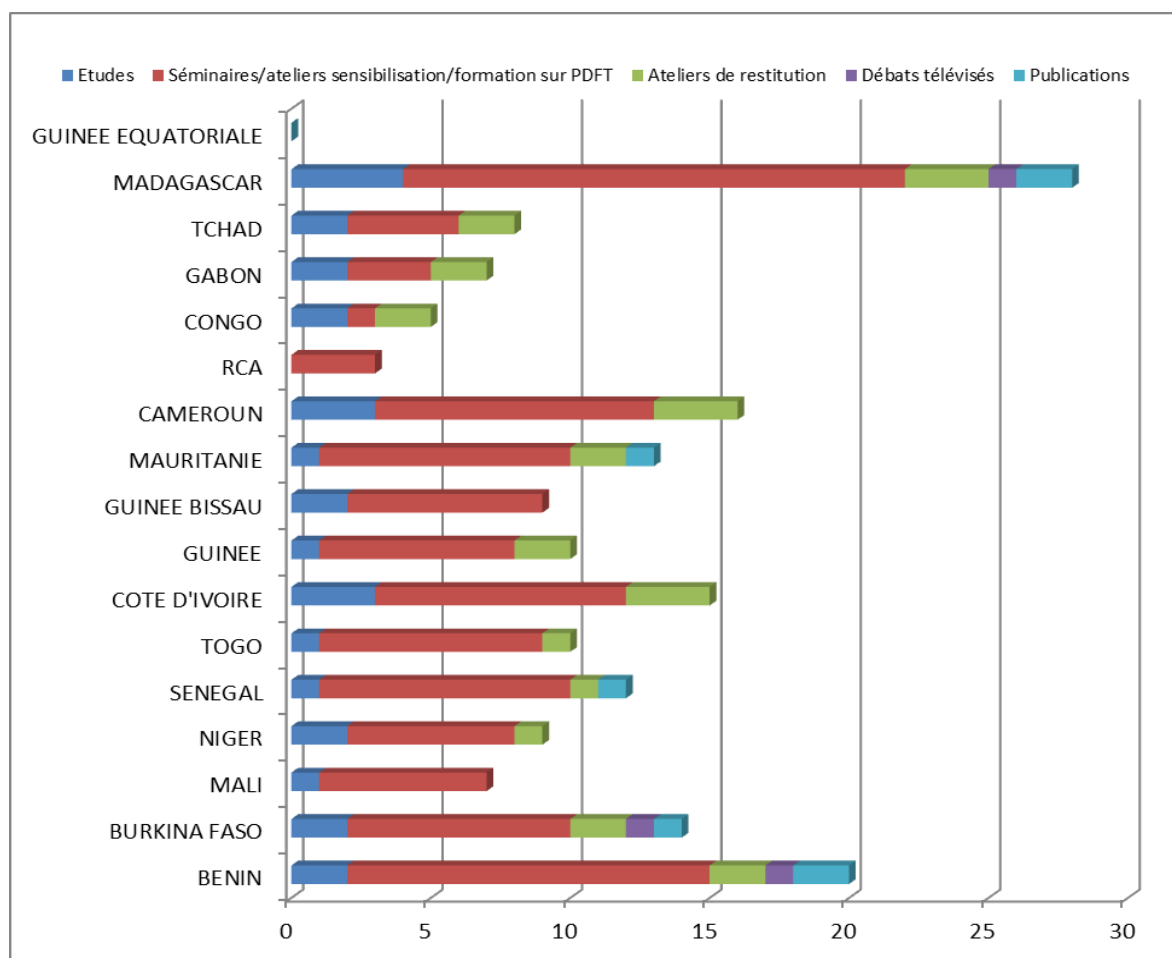
Si les activités d'information, de sensibilisation et de formation ont occupé une place importante dans ces pays, on note également la prise en compte des autres objectifs spécifiques, à savoir : (i) Mettre la législation en conformité avec les normes fondamentales du travail ; (ii) Renforcer la liberté d'association, la négociation collective et la lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession ; (iii) Intégrer les normes fondamentales du travail dans les curricula de formation des Ecoles nationales d'Administration, des Universités et autres Centres de Formation.

Les activités menées en **Guinée** répondent au souhait du gouvernement de bénéficier d'un appui conséquent pour le renforcement des capacités des mandants, en particulier l'amélioration du niveau de formation des cadres à tous les niveaux.

Au cours de la période considérée, neuf activités ont été menées respectivement au titre de chacun des objectifs spécifiques du projet.

En **Guinée Bissau**, malgré la situation ayant prévalu dans ce pays, les autorités politiques et tous les partenaires sociaux ont constamment manifesté leur intérêt pour les activités du projet en vue du renforcement des capacités des mandants, en particulier celles des cadres des différentes administrations.

Le volume d'activités de PAMODEC 2 par pays et selon le type d'activité



10.2.1. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU BENIN (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/z5r69be5kyb1jhb/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20B%C3%A9nin.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Bénin. Parmi celles-ci on peut noter :

- La finalisation de douze projets de textes pour rendre la législation conforme aux conventions fondamentales de l'OIT ;
- L'élaboration d'un recueil commenté sur la législation, les conventions fondamentales et la jurisprudence sociale pertinente ;
- L'édition du Code social et de jurisprudence réalisée en 2005 avec l'appui de PAMODEC : La deuxième édition a été enrichie de nouveaux textes et a été élaborée avec un apport financier du Gouvernement béninois ;

10.2.2. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Burkina Faso (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/amp7i348e5shxzl/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Burkina%20Faso.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Burkina Faso. Parmi celles-ci on peut noter :

- L'adoption d'un plan d'actions national de lutte contre les différentes formes de discrimination ;
- La mise en place du Comité Mixte Paritaire de Négociation entre le patronat et les syndicats de travailleurs qui s'est accompagnée d'un regain notable de conclusion de conventions collectives sectorielles (Pharmacies, Presse, banques et établissements financiers, boulangeries) ;
- La réalisation d'une étude par le Conseil National du Patronat en vue de définir une politique salariale pour le secteur privé ;
- La réalisation d'un recueil commenté de jurisprudence sociale,
- L'institutionnalisation de l'enseignement des Normes Internationales du Travail et des principes et droits fondamentaux au travail.

10.2.3. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Niger (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/y05r96krdmssmsy/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Niger.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Niger. Parmi celles-ci on peut noter :

- L'institutionnalisation de l'enseignement des Normes Internationales du Travail et des principes et droits fondamentaux au travail par la création d'un comité scientifique de gestion de l'enseignement des NIT/PDFT ;
- L'élaboration d'un plan d'actions national de lutte contre les différentes formes de discrimination.

10.2.4. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Mali (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/uh2jau06rlk24wu/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Mali.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Mali. Parmi celles-ci on peut noter :

- A la suite de l'atelier sur la représentativité syndicale, le gouvernement Malien a élaboré un projet de cadre juridique relatif aux règles et modalités d'organisation des élections de représentativité syndicale et a mobilisé les ressources nécessaires au financement des élections ;
- L'élaboration d'un projet de décret relatif à la liste des services essentiels ;
- Les organisations patronales se sont dotées de plans cadre de leurs futures interventions en direction des entreprises informelles ;
- Les organisations syndicales de travailleurs se sont dotées de plans cadre de leurs futures interventions en direction des entreprises informelles.

10.2.5. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Sénégal (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/biqi4vgn292nt9t/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20S%C3%A9n%C3%A9gal.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Sénégal. Parmi celles-ci on peut noter :

- La mise en place d'un noyau de formateurs en normes fondamentales issus de l'administration du travail et des organisations d'employeurs et de travailleurs ;
- L'élaboration d'un recueil des conventions collectives en vue de vulgariser la législation sénégalaise ;
- Un plan d'action a été adopté avec un début de mise en œuvre qui s'est traduit par l'élaboration et l'adoption d'un nouvel avant-projet de cadre juridique national de lutte contre la discrimination au travail ;
- L'institutionnalisation de l'enseignement des NIT/PDFT par l'introduction d'un cours qui est dispensé aux élèves Inspecteurs et contrôleurs du travail.

10.2.6. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Togo (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/ev5zba5k6zd9w41/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Togo.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Togo. Parmi celles-ci on peut noter :

- Le PAMODEC a accompagné le gouvernement pour la diffusion du nouveau code du travail ;
- A l'issue de l'atelier de formation sur la représentativité syndicale le Togo a opté pour l'élection des délégués du personnel comme critère de détermination de la représentativité des organisations syndicales de travailleurs ;

- L'institutionnalisation de l'enseignement des NIT/PDFT par formation de formateurs à l'ENAM (20 enseignants de l'ENA et de l'Université de Lomé.

10.2.7. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Côte d'Ivoire (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/swqi8iy2qk6rvwo/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20en%20C%C3%B4te%20d%27Ivoire.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit de la Côte d'Ivoire. Parmi celles-ci on peut noter :

- La formation en NIT/PDFT des organisations d'employeurs et de travailleurs du secteur du transport a contribué à établir les bases d'un assainissement du secteur ;
- Un atelier qui a permis d'aboutir à un consensus sur les critères de représentativité des organisations professionnelles et sur la nécessité d'organiser des élections générales comme moyen de mesure de la représentativité des centrales syndicales ;
- La mise en place d'un comité ad' hoc tripartite chargé de mener des réflexions et de produire tous les actes devant conduire à l'organisation des élections professionnelles ;
- L'adoption d'un plan d'actions pragmatiques en vue de lutter contre les différentes formes de discrimination en matière d'emploi et de profession en Côte d'Ivoire.

10.2.8. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Guinée (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/3pryvg38xiiuoi/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20en%20Guin%C3%A9e.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit de la Guinée. Parmi celles-ci on peut noter :

- La formulation de propositions de modification des textes à caractère légal ou à caractère réglementaire non conformes aux normes fondamentales du travail ;
- L'élaboration en 2009, sous l'égide du syndicat des journalistes, d'un projet de convention collective appelée à régir les relations de travail dans le secteur des médias et de la presse.

10.2.9. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Guinée Bissau (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/mwjr24m3e1yl5gy/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20en%20Guin%C3%A9e%20Bissau.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit de la Guinée Bissau. Parmi celles-ci on peut noter :

- L'adoption du premier projet de convention collective de l'hôtellerie, de la restauration, des bars et cafés en 2008 ;
- La nomination par le Gouvernement de Guinée Bissau d'un Secrétaire Permanent chargé de la gestion courante du Conseil de Concertation Sociale (CCS) en vue de sa redynamisation ;
- La décision du gouvernement de doter le CCS d'un siège fonctionnel et d'accroître les ressources financières mises à sa disposition.

10.2.10. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN Mauritanie (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/f6rjcnl05yudk48/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20en%20Mauritanie.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit de la Mauritanie. Parmi celles-ci on peut noter :

- La définition par les employeurs d'une stratégie d'approche de l'économie informelle en Mauritanie suite au renforcement de leurs capacités ;
- L'institutionnalisation de l'enseignement des NIT/PDFT par l'introduction d'un module de formation en normes internationales du travail dans le programme de formation des inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- Le renforcement de l'applicabilité du code du travail avec l'élaboration et l'adoption par le Conseil Consultatif National de quatorze nouveaux textes dont le contenu est conforme aux normes fondamentales du travail ;
- La mise en place d'un comité tripartite national de suivi de mise en œuvre des recommandations et conclusions issues des ateliers sur la négociation collective ;
- L'élaboration par le gouvernement d'un projet de décret relatif aux règles d'organisation des élections de représentativité syndicale et la mise à disposition d'importants moyens financiers destinés au financement des consultations électorales mettant en lice huit centrales syndicales de travailleurs.

10.2.11. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Cameroun (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/mwywne6cxdb0cr9/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Cameroun.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit du Cameroun. Parmi celles-ci on peut noter :

- L'élaboration d'un plan d'actions de lutte contre les différentes formes de discrimination au travail ;

- La vulgarisation de la convention n°87 par les travailleurs à l'aide de prospectus confectionnés par leurs soins suite au renforcement de leurs capacités ;
- La vulgarisation par les employeurs de l'importance du respect des PDFT à l'aide de la publication d'une série d'articles dont le premier est paru dans le bulletin du mois de décembre 2008 avec pour titre « Le respect des droits fondamentaux au travail : un facteur de compétitivité ».

10.2.12. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 EN RCA (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/qap4p7bszmnlh74/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20en%20RCA.docx?dl=0>

Les activités de PAMODEC2 en RCA ont consisté essentiellement en trois ateliers qui ont porté sur la formation et la sensibilisation en PDFT des formateurs de l'ENA, des Inspecteurs du travail, magistrats, avocats, cadres et responsables syndicaux.

10.2.13. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Congo (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/sjpw8egsaxmo2zl/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Congo.docx?dl=0>

Les activités de PAMODEC2 au Congo ont consisté en la réalisation de deux études diagnostic sur les PDFT et la formation des inspecteurs du travail, des magistrats et avocats.

10.2.14. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Gabon (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/g49rx5uvegf1xf/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Gabon.docx?dl=0>

Les activités de PAMODEC2 au Gabon ont consisté en la réalisation de deux études diagnostic sur les PDFT et la formation des formateurs de l'ENA, des magistrats et avocats.

10.2.15. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 AU Tchad (en fichier joint)

<https://www.dropbox.com/s/1tmemk0nwrfdaf3/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20au%20Tchad.docx?dl=0>

Les activités de PAMODEC2 au Tchad ont consisté en la réalisation de deux études diagnostic sur les PDFT et la formation des formateurs de l'ENA, des inspecteurs du travail et des magistrats.

10.2.16. LES REALISATIONS DE PAMODEC2 A Madagascar (en fichier joint)

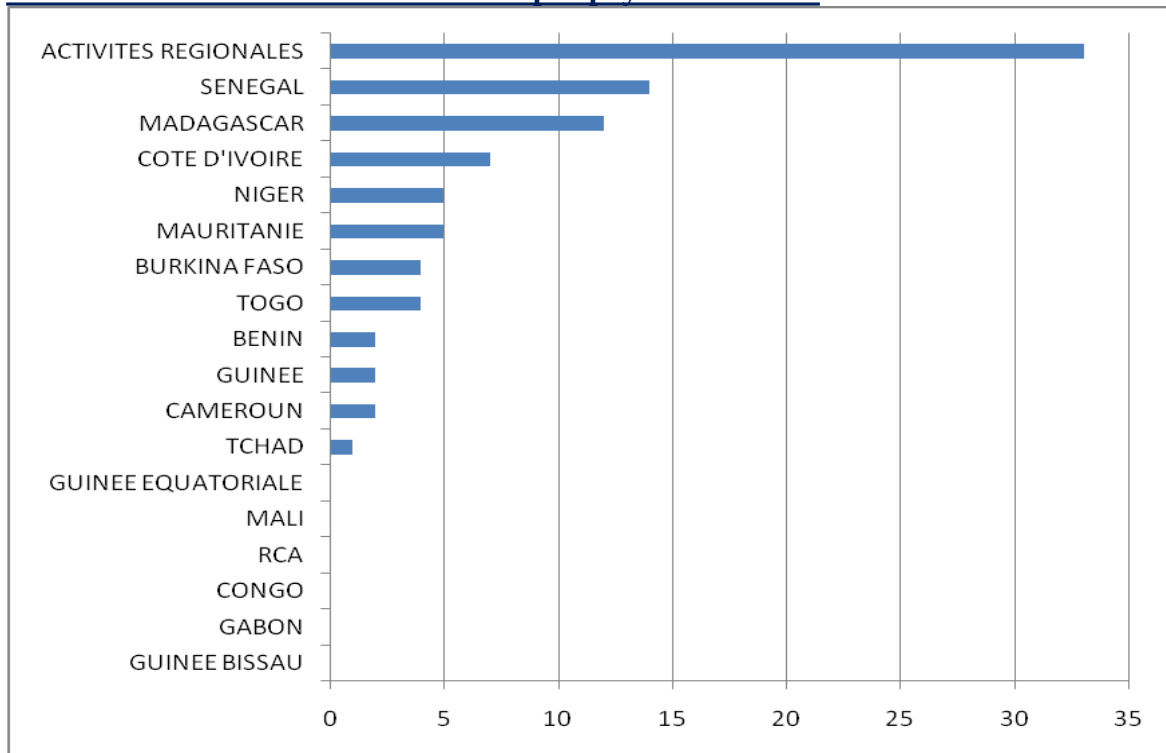
<https://www.dropbox.com/s/awwq1f9hbn39ikn/R%C3%A9alisations%20de%20PAMODEC2%20%C3%A0%20Madagascar.docx?dl=0>

Un certain nombre d'avancées sont à porter au crédit de PAMODEC2, à la suite des activités réalisées au profit de Madagascar. Parmi celles-ci on peut noter :

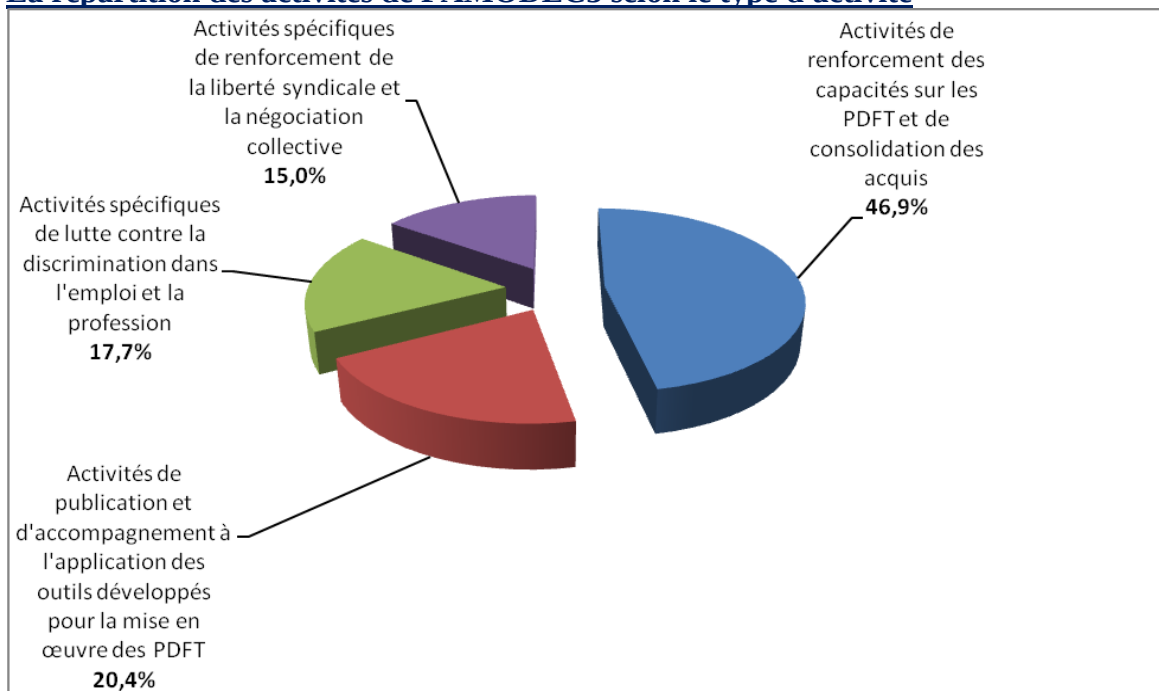
- La traduction et publication en malgache d'un guide sur les Conventions fondamentales de l'OIT ;
- La traduction en malgache des 8 Conventions fondamentales ;
- L'élaboration d'un Projet de convention de partenariat avec l'ENAM et l'ENMG sur l'enseignement des NIT/PDFT.

10.3. Les réalisations de PAMODEC3 au niveau national de 2010 à 2015

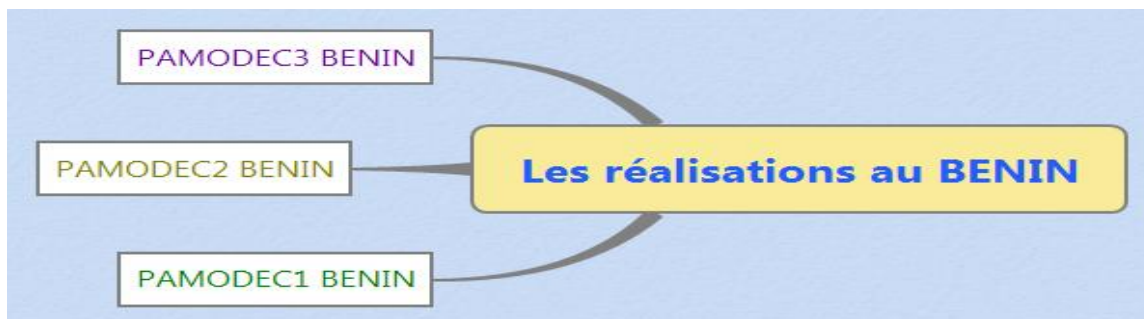
Le volume d'activités de PAMODEC3 par pays bénéficiaire



La répartition des activités de PAMODEC3 selon le type d'activité

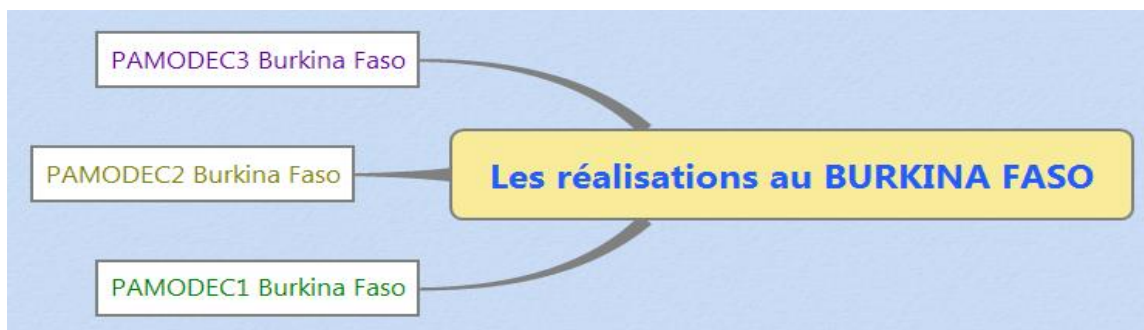


10.3.1. Les réalisations de PAMODEC3 au BENIN



Les activités réalisées par PAMODEC3 au Bénin	Dates/lieu/participants
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENAM du Bénin et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC.	26 septembre 2013
Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de partenariat BIT-ENAM, le Bénin a bénéficié d'appui à la réalisation d'activités de formation aux NIT/PDFT pour toutes les filières de l'ENAM et pour des collectivités locales.	Novembre et décembre 2015

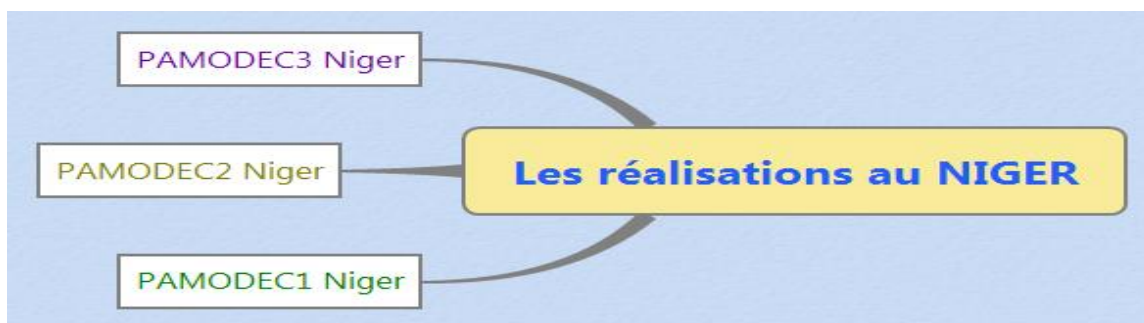
10.3.2. Les réalisations de PAMODEC3 au BURKINA FASO



Les activités réalisées par PAMODEC 3 au Burkina Faso	Dates/lieu/participants
Atelier tripartite d'information et de sensibilisation sur les obligations constitutionnelles des Etats Membres de l'OIT en matière de reporting et sur la C.144 (Burkina Faso)	Du 12 au 15 décembre 2012 Burkina Faso
Appui à la mise en œuvre du plan d'action national pour la mise en conformité des législations et des lieux de travail : soutien à l'atelier régional de partage sur la mise en conformité (pays UEMOA)	Juillet 2015 au Burkina (en lien avec l'ACI 7)

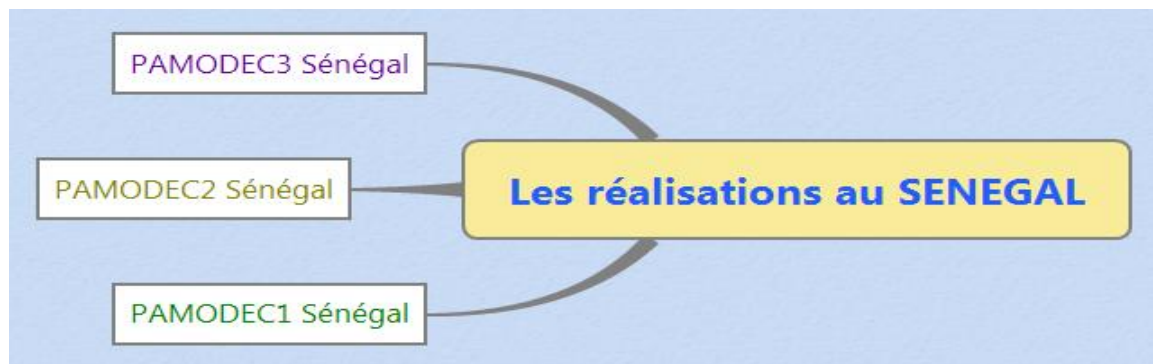
Atelier de formation pour une meilleure syndicalisation des femmes en vue de promouvoir l'égalité de rémunération (Burkina Faso)	Du 27 au 29 septembre 2012 Burkina Faso
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENAM du Burkina Faso et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC.	04 octobre 2013

10.3.3. Les réalisations de PAMODEC3 au NIGER



Les activités réalisées par PAMODEC3 au Niger	Dates/lieu/participants
Promotion des PDFT et élaboration de la politique nationale du travail du Niger	Octobre-Décembre 2015 Niger
Atelier de formation pour une meilleure syndicalisation des femmes en vue de promouvoir l'égalité de rémunération (Niger)	Du 12 au 13 Juillet 2012 Niger
Soutien à la négociation collective en vue d'aboutir à un accord collectif sur la rémunération dans la fonction publique	2015 Niger
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENAM du Niger et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013
Appui à l'élaboration du document cadre de la Politique Nationale du Travail du Niger, incluant la définition des mécanismes appropriés d'application des législations nationales et internationales, l'application des PDFT et l'amélioration des conditions de travail dans l'économie informelle	Octobre-Décembre 2015 Niger

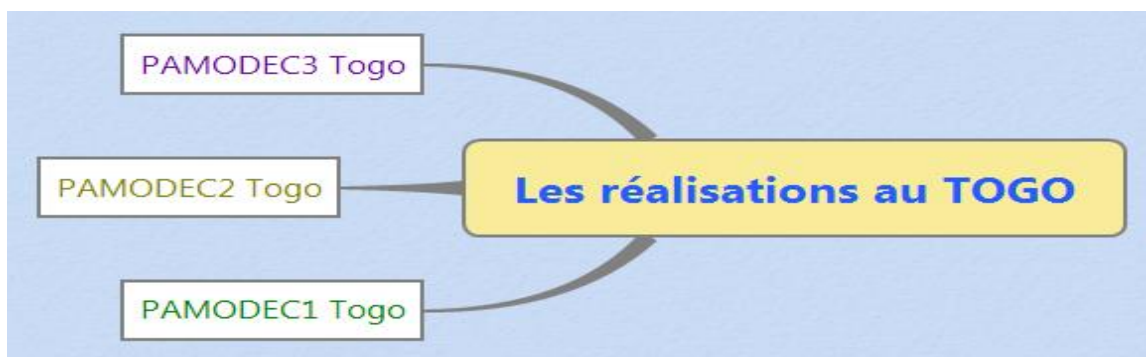
10.3.4. Les réalisations de PAMODEC3 au SENEGAL



Les activités réalisées par PAMODEC3 au Sénégal	Dates/lieu/participants
Atelier national tripartite sur les obligations constitutionnelles et les techniques d'élaboration des rapports article 22 organisé (Sénégal)	du 16 au 19 janvier 2012 <i>Sénégal</i>
Activité d'appui au processus de mise en place d'un nouveau cadre juridique de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession (Sénégal)	11 février 2013 <i>Sénégal</i>
Action d'appui à la mise en place d'une structure de lutte contre la discrimination au Sénégal : soutien à la session du Conseil consultatif national du Sénégal pour l'examen des projets de loi et décrets instituant l'observatoire national sur la discrimination au travail	Février 2016 <i>Sénégal</i>
Appui à une initiative opérationnelle d'une Organisation syndicale (UNSAS) en faveur de femmes victimes de discriminations (Amélioration des conditions de travail de femmes effectuant des activités liées au traitement et tannage de peaux) : installation d'une coopérative de femmes tanneuse	Décembre 2015 <i>Sénégal / Pikine</i> (périphérie DKR)
Appui à la création d'organisations de femmes en situation de vulnérabilité à Kédougou en collaboration avec l'ONG "La Lumière"	Décembre 2015 <i>Sénégal/ Kédougou</i>
Soutien aux autorités gouvernementales pour l'accompagnement du Haut Conseil du Dialogue Social (soutien à la finalisation du plan triennal d'activité du HCDS)	Août 2015 <i>Sénégal -</i>
Renforcement des capacités des membres du HCDS : formation à la Gestion axée sur les résultats en partenariat avec le Centre de formation de Turin	16-19 décembre 2015 <i>Sénégal -</i>
Appui à la mise en place du site internet du HCDS du Sénégal, dans la perspective de la réunions des HCDS africains au Sénégal en 2016	Novembre 2015 <i>Sénégal -</i>
Organisation d'une conférence-débat, associant des mandants tripartites sénégalais et français sur le dialogue social et la RSE : "Comment favoriser un meilleur respect des droits sociaux et un développement inclusif par la responsabilité sociale des entreprises au Sénégal" (Initiatives et évolution de la RSE ; RSE et respect des normes sociales dans les filiales et les chaînes d'approvisionnement ; RSE et dialogue social)	30 juin - 1er juillet 2015 <i>Sénégal</i>

Les activités réalisées par PAMODEC3 au Sénégal	Dates/lieu/participants
Appui au Ministère du travail dans l'amélioration du cadre juridique et le renforcement des capacités des mandants sur les PDFT et la RSE	Novembre 2015 Sénégal
Formation de journalistes sur la question de dialogue social et RSE	25-27 août 2015 Sénégal
Formation d'inspecteurs du travail sur la question de dialogue social et RSE	Novembre 2015 Sénégal
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENA du Sénégal et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Septembre 2013 Sénégal
Appui à l'atelier sur le renforcement de la concertation entre l'administration du travail, l'administration judiciaire et l'administration des finances du Sénégal pour l'application des pouvoirs juridiques des inspecteurs du travail	25-27 février 2016 Sénégal

10.3.5. Les réalisations de PAMODEC3 au TOGO



Les activités réalisées par PAMODEC 3 au Togo	Dates/lieu/participants
Appui à une initiative concrète concernant la lutte contre les discriminations (le handicap), pour favoriser l'accès des personnes handicapées à la formation et à l'emploi au Togo (en lien avec une étude du PNUD de 2014). Développement d'activités préliminaires, avec la participation de BIT-Genève/handicap. La mise en œuvre des actions de terrain est différée à 2016 (en lien avec la position du CNP Togolais)	Actions préliminaires : octobre 2015 - Lomé (Togo)
Atelier tripartite sur la discrimination dans l'emploi et la profession (Togo)	du 9 au 11 mai 2012 Togo
Réalisation d'une étude sur la discrimination et sur la faisabilité de la création d'une structure nationale de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession (Togo)	Mai 2013 Togo
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENA du Togo et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 Togo

10.3.6. Les réalisations de PAMODEC3 en COTE D'IVOIRE



Les activités réalisées par PAMODEC 3 en Côte d'Ivoire	Dates/lieu/participants
Atelier tripartite d'information et de sensibilisation sur les obligations constitutionnelles des Etats Membres de l'OIT en matière de reporting et sur la C.144 (Côte d'Ivoire)	Du 4 au 8 mars 2013 Côte d'Ivoire
Organisation d'un atelier, en lien avec ACTRAV, pour favoriser la représentativité en Côte d'Ivoire	Novembre 2014 Côte d'Ivoire (Abidjan)
Appui à une visite d'étude des autorités tripartites nationales gouvernementales de la Côte d'Ivoire pour échange d'expériences sur les actions développées par le Sénégal pour appuyer la représentativité syndicale (et préparer des élections professionnelles)	Mars 2016 Côte d'Ivoire/ échanges avec le Sénégal
Atelier de renforcement des capacités des Inspecteurs du travail et des Magistrats sur les normes fondamentales du travail (Côte d'Ivoire)	Du 11 au 13 mars 2013 Côte d'Ivoire
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENA de Côte d'Ivoire et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 Côte d'Ivoire

Les activités réalisées par PAMODEC 3 en Côte d'Ivoire	Dates/lieu/participants
Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'INFJ de Côte d'Ivoire et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 <i>Côte d'Ivoire</i>
Soutien à la réalisation d'activités développées par l'ENFJ de Côte d'Ivoire à l'attention des autres filières et d'autres publics	Novembre et Décembre 2015

10.3.7. Les réalisations de PAMODEC3 en GUINEE



Les activités réalisées par PAMODEC 3 en Guinée	Dates/lieu/participants
Atelier de renforcement des capacités des inspecteurs du travail en normes fondamentales du travail et en méthodologie de visite et de contrôle (Guinée)	Du 24 au 27 avril 2012 Guinée
Atelier de suivi des engagements des services d'inspection du travail pour la mise en œuvre d'une démarche et d'une méthodologie de visite et de contrôle d'entreprises prenant en compte la dimension normes internationales du travail en particulier les aspects relatifs aux principes et droits fondamentaux au travail (Guinée)	Du 28 au 30 mai 2013 Guinée

10.3.8. Les réalisations de PAMODEC3 en MAURITANIE



Les activités réalisées par PAMODEC 3 en Mauritanie	Dates/lieu/participants
Atelier national tripartite sur les obligations constitutionnelles et les techniques d'élaboration des rapports article 22 organisé (Mauritanie)	Du 10 au 12 juillet 2012 Mauritanie
Atelier de renforcement des capacités des Inspecteurs du Travail en normes internationales du travail, principes et droits fondamentaux au travail et pratique de l'Inspection du Travail organisé (Mauritanie)	Du 19 au 21 mars 2013 Mauritanie
Atelier de suivi des engagements des services d'inspection du travail pour la mise en œuvre d'une démarche et d'une méthodologie de visite et de contrôle d'entreprises prenant en compte la dimension normes internationales du travail en particulier les aspects relatifs aux principes et droits fondamentaux au travail (Mauritanie)	Du 19 au 21 mars 2013 Mauritanie
Atelier de renforcement des capacités des leaders de centrales syndicales de travailleurs en matière de liberté syndicale et de négociation collective en vue d'accroître leur participation dans la mise en œuvre du PPTD	Du 18 au 20 mars 2013 Mauritanie
Appui au Centre arabe pour l'administration du travail et l'emploi (ACLAE) basé en Tunisie, pour l'organisation d'un séminaire relatif aux moyens susceptibles de promouvoir le dialogue social et la négociation collective au niveau de l'entreprise en Tunisie.	<i>Octobre 2015</i> <i>Pays du Maghreb + Mauritanie, la Jordanie et le Liban</i>

10.3.9. Les réalisations de PAMODEC3 au CAMEROUN



Les activités réalisées par PAMODEC 3 au Cameroun	Dates/lieu/participants
Atelier de formation des magistrats, avocats, praticiens du droit et cadres de l'administration sur les NIT (Cameroun)	Les 17 et 18 avril 2013 (Cameroun)
Conclusion et signature d'un accord de partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) du Cameroun pour l'intégration des normes dans les curricula des élèves, futurs décideurs	Le 30 avril 2013 Cameroun

10.3.10. LES REALISATIONS DE PAMODEC3 A Madagascar

Les activités réalisées par PAMODEC 3 à Madagascar	Dates/lieu/participants
Organisation d'un atelier de formation sur les NIT et les PDFT des 60 Inspecteurs et Contrôleurs du Travail et des Lois Sociales à Mahajanga (Nord-Ouest de Madagascar), du 06 au 10 février 2012. NB : Le CTP de PAMODEC Dakar ainsi que la Spécialiste Normes de Dakar ont assuré la formation avec l'Administrateur national du projet IPEC LCTE-AMAV (lutte contre le travail domestique des enfants), et le consultant national. La cérémonie d'ouverture a été honorée par la présence de Monsieur le Consul honoraire de l'Ambassade de France à Mahajanga et le Directeur du Bureau des Pays d'Antananarivo.	Du 06 au 10 février 2012 Mahajanga (Nord-Ouest de Madagascar)
Conclusion et signature d'un accord de partenariat avec l'Ecole Nationale de la Magistrature et Greffes (ENMG) pour l'introduction des Normes internationales du travail (NIT) et des Principes et Droits Fondamentaux aux Travail (PDFT) dans le programme de formation des Elèves stagiaires, (Madagascar)	Le 9 août 2013 Madagascar
Conclusion et signature d'un accord de partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) pour l'introduction des Normes internationales du travail (NIT) et des Principes et Droits Fondamentaux aux Travail (PDFT) dans le programme de formation des Elèves stagiaires, (Madagascar)	Le 12 août 2013 Madagascar
Tenue d'un atelier de formation des partenaires sociaux de la Société de distribution pétrolière GALANA sur la négociation collective et la technique de négociation en vue de la révision de leur convention collective, (à Antananarivo)	Du 13 au 15 novembre 2012 à Antananarivo Madagascar
Conclusion et signature d'un avenant au protocole de partenariat signé le 5 mai 2008 avec l'ORTM (Office des Radios et Télévisions publiques de Madagascar) et le Ministère en charge du Travail, afin de reprendre les émissions qui ont été suspendues à cause des événements politiques de 2009. Ce nouvel accord a une durée de 10 mois à compter du mois d'avril 2013 et une émission mensuelle de vulgarisation des conventions fondamentales du travail diffusée et à la Radio et à la Télévision.	Avril 2013 Madagascar
Emissions de 5 jours par semaine (à raison de 5 minutes par jour) sur le BIT, les NIT et les PDFT à la Radio Don Bosco (radio privée) en collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier de mars à juillet 2013	De mars à juillet 2013 Madagascar
Appui à la mise en œuvre d'une initiative concrète pilote de formation (avec certificat d'aptitude délivré) en faveur d'un groupe d'une centaine de femmes victimes de violence et d'exclusion professionnelle, en partenariat avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO) à Antananarivo - Madagascar	Initiative développée de juillet à décembre 2015. Madagascar, Antananarivo,
Formation de 120 femmes sur les droits des femmes, la discrimination et la technique de négociation	24 au 26 avril 2012
Atelier sur les Conventions n° 100 et 111 (Discrimination dans l'emploi) et sur la représentativité	16 juin 2014 Antananarivo, Madagascar

Les activités réalisées par PAMODEC 3 à Madagascar	Dates/lieu/participants
Tenue d'un atelier de formation sur les droits des femmes, la non-discrimination et les techniques de négociation à l'intention de 40 femmes issues des différentes entreprises d'Antananarivo. Cet atelier a été organisé en collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO), à Antananarivo	Du 24 au 26 avril 2012 Madagascar
Tenue d'un atelier de formation sur les droits des femmes, la non-discrimination et les techniques de négociation à l'intention de 40 femmes issues des différentes entreprises d'Antsirabe. Cet atelier a été organisé en collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO) à Antsirabe	Du 31 octobre au 02 novembre 2012 Madagascar
Organisation d'un atelier de formation des DRH et chefs d'entreprises membres du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) sur l'OIT (organisation et fonctionnement), les NIT et les PDFT, en insistant sur les conventions 87 et 100, à Antananarivo. NB : La collaboration des trois projets : PAMODEC, LCTE AMAV, et IPEC TACKLE mise en exergue à travers cette formation. La cérémonie d'ouverture a vu la présence de Monsieur le Conseiller Culturel de l'Ambassade de France à Madagascar	Du 11 au 13 avril 2012 Madagascar

10.3.11. LES REALISATIONS DE PAMODEC3 AU TCHAD

Les activités réalisées par PAMODEC 3 au Tchad	Dates/lieu/participants
Appui à l'organisation d'un atelier sur la représentativité au Tchad avec l'adoption d'un agenda de mise en œuvre (actuellement en cours d'exécution)	Tchad, décembre 2014

Liste des réalisations de PAMODEC3 par produit

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
1.1 Les magistrats, les inspecteurs du travail et autres fonctionnaires pertinents et les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs ont des capacités renforcées pour promouvoir la ratification (en cas de besoin) et assurer la mise en œuvre des conventions fondamentales déjà ratifiées.	Atelier de renforcement des capacités des Inspecteurs du travail et des Magistrats sur les normes fondamentales du travail (Côte d'Ivoire)	<i>Du 11 au 13 mars 2013 Côte d'Ivoire</i>
	Atelier de formation des magistrats, avocats, praticiens du droit et cadres de l'administration sur les NIT (Cameroun)	<i>Les 17 et 18 avril 2013 (Cameroun)</i>
	Organisation d'un atelier de formation sur les NIT et les PDFT des 60 Inspecteurs et Contrôleurs du Travail et des Lois Sociales à Mahajanga (Nord-Ouest de Madagascar), du 06 au 10 février 2012. NB : Le CTP de PAMODEC Dakar ainsi que la Spécialiste Normes de Dakar ont assuré la formation avec l'Administrateur national du projet IPEC LCTE-AMAV (lutte contre le travail domestique des enfants), et le consultant national. La cérémonie d'ouverture a été honorée par la présence de Monsieur le Consul honoraire de l'Ambassade de France à Mahajanga et le Directeur du Bureau des Pays d'Antananarivo.	<i>Du 06 au 10 février 2012 Mahajanga (Nord-Ouest de Madagascar)</i>
	Atelier tripartite d'information et de sensibilisation sur les obligations constitutionnelles des Etats Membres de l'OIT en matière de reporting et sur la C.144 (Burkina Faso)	<i>Du 12 au 15 décembre 2012 Burkina Faso</i>
	Atelier tripartite d'information et de sensibilisation sur les obligations constitutionnelles des Etats Membres de l'OIT en matière de reporting et sur la C.144 (Côte d'Ivoire)	<i>Du 4 au 8 mars 2013 Côte d'Ivoire</i>
	Atelier national tripartite sur les obligations constitutionnelles et les techniques d'élaboration des rapports article 22 organisé (Mauritanie)	<i>Du 10 au 12 juillet 2012 Mauritanie</i>
	Atelier national tripartite sur les obligations constitutionnelles et les techniques d'élaboration des rapports article 22 organisé (Sénégal)	<i>du 16 au 19 janvier 2012 Sénégal</i>
	Signature d'un accord de partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration du Cameroun pour l'intégration des normes dans les curricula des élèves, futurs décideurs	<i>Le 30 avril 2013 Cameroun</i>
	Signature d'un accord de partenariat avec l'Ecole Nationale de la Magistrature et Greffes (ENMG) pour l'introduction des Normes internationales du travail (NIT) et des Principes et Droits Fondamentaux aux Travail (PDFT) dans le programme de formation des Elèves stagiaires, (Madagascar)	<i>Le 9 août 2013 Madagascar</i>
	Signature d'un accord de partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) pour l'introduction des Normes internationales du travail (NIT) et des Principes et Droits Fondamentaux aux Travail (PDFT) dans le programme de formation des Elèves stagiaires, (Madagascar)	<i>Le 12 août 2013 Madagascar</i>
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENA du Sénégal et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	<i>Septembre 2013 Sénégal</i>
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre	<i>26 septembre 2013</i>

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
	l'ENAM du Bénin et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC.	Bénin
	Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de partenariat BIT-ENAM, le Bénin a bénéficié d'appui à la réalisation d'activités de formation aux NIT/PDFT pour toutes les filières de l'ENAM et pour des collectivités locales.	Novembre et décembre 2015 Bénin
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENAM du Burkina Faso et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC.	04 octobre 2013 Burkina Faso
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENAM du Niger et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 Niger
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENA du Togo et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 Togo
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'ENA de Côte d'Ivoire et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 Côte d'Ivoire
	Conclusion et signature d'un accord de partenariat entre l'INFJ de Côte d'Ivoire et le BIT en vue de la pérennisation des réalisations du PAMODEC	Novembre 2013 Côte d'Ivoire
	Soutien à la réalisation d'activités développées par l'ENFJ de Côte d'Ivoire à l'attention des autres filières et d'autres publics	Novembre et Décembre 2015
	Atelier de renforcement des capacités des inspecteurs du travail en normes fondamentales du travail et en méthodologie de visite et de contrôle (Guinée)	Du 24 au 27 avril 2012 Guinée
	Atelier de renforcement des capacités des Inspecteurs du Travail en normes internationales du travail, principes et droits fondamentaux au travail et pratique de l'Inspection du Travail organisé (Mauritanie)	Du 19 au 21 mars 2013 Mauritanie
	Atelier de suivi des engagements des services d'inspection du travail pour la mise en œuvre d'une démarche et d'une méthodologie de visite et de contrôle d'entreprises prenant en compte la dimension normes internationales du travail en particulier les aspects relatifs aux principes et droits fondamentaux au travail (Guinée)	Du 28 au 30 mai 2013 Guinée
	Atelier de suivi des engagements des services d'inspection du travail pour la mise en œuvre d'une démarche et d'une méthodologie de visite et de contrôle d'entreprises prenant en compte la dimension normes internationales du travail en particulier les aspects relatifs aux principes et droits fondamentaux au travail (Mauritanie)	Du 19 au 21 mars 2013 Mauritanie

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
	Atelier de formation aux normes internationales du travail destiné aux tribunaux de la sous-région chargés de la résolution des conflits du travail. (cofinancé et organisé par le CIF de Turin). Cet atelier fait suite à une recommandation du colloque de l'OIT sur les « Normes internationales du travail pour les juridictions suprêmes africaines », qui a eu lieu à Livingstone, Zambie, du 14 au 18 octobre 2013	7 au 11 décembre 2015 à TURIN (CIF)
	Atelier de formation pour les avocats francophones d'Afrique avec le CIFAf (Centre international de formation des avocats francophones)	<i>du 26 au 29 mai 2015 à Ouagadougou/BKF</i> Pays membres du CIFAf
	Atelier de formation et conférence débat au profit des avocats et des magistrats (Activités sur les NIT avec le CIFAf) à Cotonou	<i>Octobre et décembre 2015</i> Pays concernés: Bénin - Togo Lieu: Cotonou
	Organisation d'émissions interactives télévisées ou radiodiffusées sur les Normes internationales du travail (Activités sur les NIT avec le CIFAf)	<i>Octobre à décembre 2015</i>
	Finalisation et transmission des modules de formation type pour magistrats, inspecteurs de travail et autres sections des ENA (Ena et Institutions signataires d'un accord de partenariat avec le BIT) ainsi que des outils pédagogiques (en lien avec le Centre de formation de l'OIT à Turin)	<i>Mis à la disposition des signataires d'accords de partenariat, en juin 2015</i>
	Réalisation d'activités par les Ena-Enam avec l'appui technique du PAMODEC, dans le cadre des partenariats conclus et en application de la feuille de route adoptée à la Somone	2ème semestre 2015 et premier semestre 2016
	Soutien à la Réunion régionale de suivi de la mise en œuvre des curricula de formation des inspecteurs du travail (soutien ADMITRA)	<i>Janvier 2016</i>
	Réalisation des réunions de suivi et de bilan de la mise en œuvre des accords de partenariat avec les ENA-ENAM par l'inscription des PDFT et NIT dans les curricula de formation	Octobre 2014 à la Somone/Sénégal et du 17 au 19 novembre 2015 à Cotonou
1.2 Les magistrats, les inspecteurs du travail, et autres décideurs politiques prennent des mesures pour adapter les législations aux	Collecte et mise à disposition de la documentation de l'OIT pour l'usage des universités, grandes écoles et CIFAf	<i>Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Madagascar, Niger, Sénégal et Togo + CIFAf</i>
	Tenue d'un atelier de formation des partenaires sociaux de la Société de distribution pétrolière GALANA sur la négociation collective et la technique de négociation en vue de la révision de leur convention collective, (à Antananarivo)	<i>Du 13 au 15 novembre 2012 à Antananarivo Madagascar</i>
	Appui à l'élaboration d'un guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle (en lien avec ADMITRA, GIP/Inter, Centre de Turin et Spécialiste administration du travail de Dakar)	Six pays impliqués : Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Tunisie

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
conventions de l'OIT et particulièrement les conventions fondamentales.	Appui à l'expérimentation du guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle dans les pays impliqués	2015 <i>Six pays impliqués : Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Tunisie</i>
	Réalisation du bilan régional de l'expérimentation/ finalisation du guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle	<i>Lieu : Tana / Madagascar, du 3 au 6 novembre 2015</i> <i>Pays impliqués : Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Tunisie</i>
	Appui à la publication du guide méthodologique d'inspection du travail dans l'économie informelle	<i>Présentation du Guide à l'Académie de Turin en décembre 2015 et présentation/échanges sur le Guide pour les pays lusophones (Lisbonne-mars 2016)</i>
	Promotion des PDFT et élaboration de la politique nationale du travail du Niger	<i>Octobre-Décembre 2015</i> <i>Niger</i>
1.3 L'effectivité des principes et droits fondamentaux au travail dans l'économie informelle est mieux appréciée pour permettre d'élaborer une politique de protection des travailleurs de ce secteur	Participation à l'académie administration du travail-secteur informel – Turin (participation PAMODEC au financement de 7 Bourses et prise en charge)	<i>Du 30 novembre au 11 décembre 2015</i>
1.4 Appui pour la mise en œuvre d'un plan d'action national pour la mise en conformité des législations avec les conventions fondamentale ratifiées ainsi que pour l'application effective des normes	Appui et renforcement des capacités des membres du Conseil du travail et du dialogue social de l'UEMOA	<i>Du 9 au 15 décembre 2012</i> <i>(8 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest)</i>
	Appui à la mise en œuvre du plan d'action national pour la mise en conformité des législations et des lieux de travail : soutien à l'atelier régional de partage sur la mise en conformité (pays UEMOA)	<i>Juillet 2015 au Burkina Faso (en lien avec l'ACI 7)</i>
	Appui à l'atelier sur le renforcement de la concertation entre l'administration du travail, l'administration judiciaire et l'administration des finances du Sénégal pour l'application des pouvoirs juridiques des inspecteurs du travail	<i>25-27 février 2016</i> <i>Sénégal</i>
	Appui pour la réalisation de l'étude en vue de la révision des critères de convergence économique des 8 pays de l'UEMOA, ceci en vue d'appuyer la prise en compte des PDFT dans	<i>Avril 2015</i> <i>(pays UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte</i>

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
	lesdits critères de convergence. L'étude a été approuvée (le 13 avril 2015) par les partenaires sociaux et les représentants des gouvernements. Le processus de révision est en cours.	d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo)

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
3.1 Une législation appropriée existe dans un certain nombre de pays et un mécanisme de protection contre les différentes formes de discrimination dans l'emploi et la profession est créé et fonctionne.	Conclusion et signature d'un avenant au protocole de partenariat signé le 5 mai 2008 avec l'ORTM (Office des Radios et Télévisions publiques de Madagascar) et le Ministère en charge du Travail, afin de reprendre les émissions qui ont été suspendues à cause des événements politiques de 2009. Ce nouvel accord a une durée de 10 mois à compter du mois d'avril 2013 et une émission mensuelle de vulgarisation des conventions fondamentales du travail diffusée et à la Radio et à la Télévision.	<i>Avril 2013 Madagascar</i>
	Emissions de 5 jours par semaine (à raison de 5 minutes par jour) sur le BIT, les NIT et les PDFT à la Radio Don Bosco (radio privée) en collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier de mars à juillet 2013	<i>De mars à juillet 2013 Madagascar</i>
	Activité d'appui au processus de mise en place d'un nouveau cadre juridique de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession (Sénégal)	<i>11 février 2013 Sénégal</i>
	Action d'appui à la mise en place d'une structure de lutte contre la discrimination au Sénégal : soutien à la session du Conseil consultatif national du Sénégal pour l'examen des projets de loi et décrets instituant l'observatoire national sur la discrimination au travail	<i>Février 2016 Sénégal</i>
	Appui à une initiative concrète concernant la lutte contre les discriminations (le handicap): Pour favoriser l'accès des personnes handicapées à la formation et à l'emploi (en lien avec une étude du PNUD de 2014)	<i>Les activités ont été repoussées</i>
3.2 L'égalité entre hommes et femmes est mieux respectée dans les pays cibles	Atelier tripartite sur la discrimination dans l'emploi et la profession (Togo)	<i>du 9 au 11 mai 2012 Togo</i>
	Réalisation d'une étude sur la discrimination et sur la faisabilité de la création d'une structure nationale de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession (Togo)	<i>Mai 2013 Togo</i>
	Appui à la mise en œuvre d'une initiative concrète pilote de formation (avec certificat d'aptitude délivré) en faveur d'un groupe d'une centaine de femmes victimes de violence et d'exclusion professionnelle, en partenariat avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO) à Antanarivo - Madagascar	<i>Initiative développée de juillet à décembre 2015. Madagascar, Antanarivo,</i>

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
	Appui à une initiative opérationnelle d'une Organisation syndicale (UNSAS) en faveur de femmes victimes de discriminations (Amélioration des conditions de travail de femmes effectuant des activités liées au traitement et tannage de peaux) : installation d'une coopérative de femmes tanneuse	<i>Décembre 2015</i> <i>Sénégal / Pikine (périphérie DKR)</i>
	Appui à la création d'organisations de femmes en situation de vulnérabilité à Kédougou en collaboration avec l'ONG "La Lumière"	<i>Décembre 2015</i> <i>Sénégal/ Kédougou</i>
	Formation de 120 femmes sur les droits des femmes, la discrimination et la technique de négociation	24 au 26 avril 2012 Madagascar
	Organisation d'un atelier de formation des DRH et chefs d'entreprises membres du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) sur l'OIT (organisation et fonctionnement), les NIT et les PDFT, en insistant sur les conventions 87 et 100, à Antananarivo. NB : La collaboration des trois projets : PAMODEC, LCTE AMAV, et IPEC TACKLE mise en exergue à travers cette formation. La cérémonie d'ouverture a vu la présence de Monsieur le Conseiller Culturel de l'Ambassade de France à Madagascar	<i>Du 11 au 13 avril 2012</i> <i>Madagascar</i>
	Atelier de formation pour une meilleure syndicalisation des femmes en vue de promouvoir l'égalité de rémunération (Burkina Faso),	<i>Du 27 au 29 septembre 2012</i> <i>Burkina Faso</i>
	Atelier de formation pour une meilleure syndicalisation des femmes en vue de promouvoir l'égalité de rémunération (Niger)	<i>Du 12 au 13 Juillet 2012</i> <i>Niger</i>
	Tenue d'un atelier de formation sur les droits des femmes, la non-discrimination et les techniques de négociation à l'intention de 40 femmes issues des différentes entreprises d'Antananarivo. Cet atelier a été organisé en collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO), à Antananarivo	<i>Du 24 au 26 avril 2012</i> <i>Madagascar</i>
	Tenue d'un atelier de formation sur les droits des femmes, la non-discrimination et les techniques de négociation à l'intention de 40 femmes issues des différentes entreprises d'Antsirabe. Cet atelier a été organisé en collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO) à Antsirabe	<i>Du 31 octobre au 02 novembre 2012</i> <i>Madagascar</i>
	Atelier de renforcement des capacités des leaders de centrales syndicales de travailleurs en matière de liberté syndicale et de négociation collective en vue d'accroître leur participation dans la mise en œuvre du PPTD	<i>Du 18 au 20 mars 2013</i> <i>Mauritanie</i>

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
4.1 La liberté syndicale et le droit à la négociation collective sont mieux compris, exercés et respectés au niveau national et sous-régional.	Organisation d'un atelier, en lien avec ACTRAV, pour favoriser la représentativité en Côte d'Ivoire	Novembre 2014 Côte d'Ivoire (Abidjan)
	Appui à une visite d'étude des autorités tripartites nationales gouvernementales de la Côte d'Ivoire pour échange d'expériences sur les actions développées par le Sénégal pour appuyer la représentativité syndicale (et préparer des élections professionnelles)	Mars 2016 Côte d'Ivoire/ échanges avec le Sénégal Côte d'Ivoire
	Soutien aux autorités gouvernementales pour l'accompagnement du Haut Conseil du Dialogue Social (soutien à la finalisation du plan triennal d'activité du HCDS et appui pour une formation à la Gestion Axée sur les Résultats GAR (avec le CIF Turin) et appui du HCDS pour la RSE/consultant et formation – Soutien à la réunion des HCDS africains par l'appui à la mise en place du site internet du HCDS du Sénégal	Août à décembre 2015 Sénégal -
	Soutien à l'organisation du colloque international "Dialogue social et responsabilité du droit dans les pays de l'espace OHADA"	
	Soutien à la négociation collective en vue d'aboutir à un accord collectif sur la rémunération dans la fonction publique	2015 Niger
	Appui à la CEMAC /au CRADAT (Organisation d'une réunion tripartite en collaboration avec le bureau de Yaoundé et le centre de Turin) pour la mise en œuvre des activités et la mise en place des structures sous-régionales de dialogue social.	Décembre 2015 Yaoundé
	<i>Mobilisation d'entreprises (nationales et filiales d'entreprises internationales) impliquées dans des démarches en faveur de la promotion du dialogue social pour diffuser des bonnes pratiques / chartes en faveur du dialogue social – RSE/ Guide de bonnes pratiques</i>	30 juin - 1er juillet 2015 Sénégal
	Activités sous régionales avec le Centre arabe pour l'administration du travail et l'emploi (ACLAE) basé en Tunisie	5-7 octobre 2015 à Tunis Pays du Maghreb + Mauritanie, la Jordanie et le Liban
	Appui à l'organisation d'une Conférence sous-régionale des Centrales syndicales de l'espace UEMOA (à Bamako)	27 au 29 octobre 2015 Pays UEMOA
	Appui au Ministère du travail dans l'amélioration du cadre juridique et le renforcement des capacités des mandants sur les PDFT et la RSE	Novembre 2015 Sénégal
	Appui au Centre arabe pour l'administration du travail et l'emploi (ACLAE) basé en Tunisie, pour l'organisation d'un séminaire relatif aux moyens susceptibles de promouvoir le dialogue social et la négociation collective au niveau de l'entreprise en Tunisie.	Octobre 2015 Pays du Maghreb + Mauritanie, la Jordanie et le Liban

	Appui à l'organisation d'un atelier sur la représentativité au Tchad avec l'adoption d'un agenda de mise en œuvre (actuellement en cours d'exécution)	Décembre 2014 Tchad
	Formation de journalistes sur la question de dialogue social et RSE	25-27 août 2015 Sénégal
	Formation d'inspecteurs du travail sur la question de dialogue social et RSE	Novembre 2015 Sénégal

Produits	Les réalisations de PAMODEC3	Date/Lieu/Participants
5.1 Les différents outils et activités réalisés par le PAMODEC ont été recensés. Un répertoire des expertises, compétences et outils développés est disponible.	Développement d'une base de données contenant l'ensemble des outils (guides, manuels, recueils de bonnes pratiques...) et activités du projet, ainsi que des outils et produits réalisés par le BIT sur les PDFT, y compris pour faire le bilan de l'ensemble des activités de PAMODEC	Draft en novembre 2015, finalisée en mai 2016
	Mise en ligne et Publication du bilan consolidé du PAMODEC	Mai 2016
5.2 Des outils et messages structurés et cohérents sur le respect des PDFT et NIT (conventions fondamentales et prioritaires) sont diffusés.	Elaboration d'une stratégie d'action et de communication, y compris en assurant la promotion des nouveaux instruments du BIT (en particulier le protocole à la C29), couvrant plusieurs niveaux d'interventions (niveau institutionnel; donateur et communauté des bailleurs; grand public, etc.)	Juin 2015
	Mise en œuvre d'actions de communication (Brochure sur les 15 ans de progrès du PAMODEC). La brochure sera mise en ligne en mai 2016	Août 2015 et Mai 2016
5.3 Des réseaux collaboratifs fonctionnent	Animation /participation aux blogs sur les PDFT (participation au blog sur les PDFT existant)	2015 et 2016

<https://www.dropbox.com/s/bj5uiim04qu5qul/Bilan%20consolid%C3%A9%20pour%20capitalisation%20PAMODEC%20%28Rapport%20Mai%202016%20Gilles%20NJIKE%29.doc?dl=0>